

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	Pages
● Textes de la Gauche :	
POUR METTRE LES POINTS SUR LES I ...	1
● MARXISME ET CLASSES MOYENNES ..	15
● M. ALTHUSSER OU LES LIMITES DE L'EN- TENDEMENT PETIT-BOURGEOIS	47
● En mémoire d'Amadeo Bordiga :	
V — DEFENSE DU PARTI ET DE LA REVO- LUTION D'OCTOBRE	71
● A PROPOS DU CINQUANTENAIRE DES SCISSIIONS DE TOURS ET DE LIVOURNE..	80

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

7. —

LES TEXTES DE LA GAUCHE

(Le texte que nous reproduisons ci-dessous, « Raddrizzare le gambe ai cani » a été réédité dans " Il Programma Comunista ", n° 4, en 1970).

POUR METTRE LES POINTS SUR LES I

Cet article a paru pour la première fois en 1952, à une époque où la dégénérescence de la III^e Internationale, la débandade du mouvement prolétarien de classe et le triomphe militaire des grandes puissances impérialistes, qui eut pour conséquence l'immobilisation des masses exploitées sous le lourd contrôle des armées d'occupation et des détachements de police, rendaient urgent de remettre de l'ordre et de la clarté dans la doctrine marxiste, condition sine qua non d'une action politique profonde et cohérente qui ne désorientât pas davantage les masses. Il ne s'agissait pas tellement de combattre et de réfuter les théories propres à l'ennemi bourgeois qui s'opposent diamétralement aux nôtres. Il s'agissait de combattre et de réfuter les formulations incorrectes (qui ont malheureusement prévalu et qui engendrent des équivoques graves) de multiples groupuscules et groupes opposés au réformisme classique, à sa variante stalinienne et à leur infâme évolution. En effet, en dépit de leur opposition, ces groupes ne possèdent pas de sûre orientation marxiste et sont incapables d'en trouver une ; ils ont donc affronté et continuent d'affronter les événements et les doctrines du second après-guerre de façon erronée, à la fois faussement intransigeante et indifférentiste. Ainsi, ils ont noyé dans une vision puérilement anti-dialectique les rapports et le jeu réels des facteurs historiques.

Ces formulations erronées sont appelées ici contre-thèses ; dans le but de restaurer la théorie dans toute son intégrité, nous leur opposons nos thèses classiques dans le domaine historique, économique et philosophique, tout comme nous le faisons il y a vingt ans puisque rien n'est changé dans notre doctrine et qu'aucun fait nouveau n'est venu depuis entamer sa puissante unité. Les jeunes militants pourront y puiser de quoi juger avec clarté les faits et les « idées » vulgaires et de quoi tremper leurs armes pour la lutte inéluctable contre le régime infâme du Capital, qui doit sa survivance au seul fait que la classe opprimée a perdu la voie sûre que lui trace son programme.

CONTRE-THESES ET THESES HISTORIQUES

Contre-thèse 1

Vers le début du XIX^e siècle, la société est divisée en deux classes antagonistes : les bourgeois détenteurs des moyens de production et les prolétaires salariés.

Thèse 1

Selon Marx, il y a trois classes dans les pays pleinement industriels : capitalistes de l'industrie, du commerce et de la banque, propriétaires fonciers, là du moins où existe le libre commerce de la terre, travailleurs salariés.

Dans tous les pays, mais surtout dans ceux où l'industrie est peu développée et dans la période où la bourgeoisie n'a pas encore pris le pouvoir politique, existent encore d'autres classes à des degrés divers, telles que l'aristocratie féodale, les artisans, les paysans propriétaires. La bourgeoisie d'abord, puis le prolétariat salarié commencent à avoir un poids historique à différentes époques dans les différents pays : en Italie, au 15^e siècle ; aux Pays-Bas, au 16^e siècle ; en Angleterre, au 17^e siècle ; en France, au 18^e siècle ; en Europe Centrale, Amérique, Australie, etc..., au 19^e siècle ; en Russie, au 20^e siècle ; en Asie aujourd'hui. Il s'ensuit qu'il nous faut distinguer des aires très différentes dans le monde, caractérisées par des regroupements très différents des forces de classe en lutte.

Contre-thèse 2

Les prolétaires sont et se montrent indifférents dans les luttes révolutionnaires de la bourgeoisie contre le pouvoir féodal.

Thèse 2

Les masses prolétariennes luttent partout sur le terrain de l'insurrection pour renverser les privilèges féodaux et les pouvoirs absolus. Dans les différents pays et époques historiques, la majeure partie de la classe ouvrière croit naïvement que la victoire des revendications démocratiques bourgeoises serait une conquête même pour les citoyens pauvres. Il existe une couche qui voit bien que les bourgeois luttant pour le pouvoir sont des exploiters, mais qui, influencée par le socialisme réactionnaire, voudrait s'allier avec la contre-révolution féodale par haine contre le patron. La partie la plus avancée se place sur la position correcte : entre patrons et ouvriers exploités il n'y a pas de revendications communes « pour la civilisation » en général, mais la révolution bourgeoise n'en est pas moins nécessaire, soit pour ouvrir la voie de la grande production fondée sur la coopération de larges masses et permettant l'élévation du niveau de vie et une consommation accrue des couches misérables de la société, soit pour

rendre possible dans l'avenir une gestion sociale et donc au début prolétarienne des nouvelles forces de production. Par conséquent les travailleurs luttent avec la grande bourgeoisie contre la noblesse et le clergé, et même (Cf. le " Manifeste " de 1848) contre la petite-bourgeoisie réactionnaire.

Contre-thèse 3

Là où la victoire bourgeoise a été suivie d'une contre-révolution (restauration féodale et dynastique), la lutte n'a pas intéressé les travailleurs parce qu'elle opposait deux de ses ennemis.

Thèse 3

Dans toute lutte armée pour et contre la restauration (comme par exemple dans les coalitions contre la Révolution française et les révolutions républicaines de 1830 et 1848), le prolétariat a lutté et devait lutter dans les tranchées et sur les barricades avec les bourgeois radicaux. La dialectique des luttes de classe et des guerres civiles a montré que cette aide était nécessaire à la bourgeoisie terrienne et industrielle pour vaincre; mais tout de suite après la victoire, celle-ci s'est jetée féroce contre le prolétariat qui voulait des avantages sociaux et le pouvoir. Tel est l'unique schéma de la succession inévitable des révolutions et contre-révolutions : cette aide insurrectionnelle que le prolétariat apporte historiquement aux bourgeois est la condition pour qu'il puisse un jour abattre leur pouvoir après une série de tentatives révolutionnaires.

Contre-thèse 4

Toute guerre entre des Etats féodaux et bourgeois ou toute insurrection pour la libération nationale du joug étranger a été indifférente à la classe ouvrière.

Thèse 4

La formation d'Etats-nations de race et de langue en principe uniformes est la condition optimale pour substituer la production capitaliste à la production médiévale, et toute bourgeoisie lutte dans ce but, même avant que la noblesse réactionnaire soit renversée. Cette organisation en Etats nationaux (ce fut surtout le cas de l'Europe) est pour les travailleurs une étape nécessaire puisqu'il est impossible d'arriver à l'internationalisme (affirmé d'emblée par les premiers mouvements ouvriers) sans dépasser la production, la consommation et les revendications étroitement locales propres à l'époque féodale.

Donc, jusqu'en 1870, époque où cette organisation en Etats nationaux est achevée, le prolétariat a un intérêt de classe à lutter pour la liberté de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et des petits Etats balkaniques. Durant l'alliance dans l'action armée, les idéologies de classe vont

se différenciant, et les travailleurs se soustraient au nationalisme et au patriotisme. Pour l'avenir du mouvement prolétarien, les victoires contre la Sainte-Alliance, contre l'Autriche en 1859 et 1866, et en dernier lieu contre Napoléon III lui-même en 1870, ont été de première importance ; de même les victoires contre la Turquie et la Russie en 1854-55 et en 77 ; par contre, les défaites de leurs adversaires furent considérées comme négatives par Marx et Engels dans toutes leurs œuvres, comme Lénine le rappela dans ses thèses sur la guerre en 1914. Tous ces critères s'appliquent à « l'Orient » moderne.

Contre-thèse 5

Dès le moment où les bourgeois sont au pouvoir dans tous les continents de race blanche, les guerres sont des guerres de rivalité impérialiste. Non seulement aucun mouvement ouvrier n'a alors d'intérêts communs avec le gouvernement en guerre, et continue la lutte des classes jusqu'au défaitisme, mais la victoire de l'un ou l'autre des belligérants est sans influence sur le développement ultérieur de la lutte des classes et de la Révolution prolétarienne.

Thèse 5

D'après Lénine, à partir de 1871, et après la période de capitalisme « pacifique », les guerres sont impérialistes. En accepter l'idéologie est une trahison. En 1914, tout parti ouvrier, aussi bien dans les pays de l'Entente que dans les puissances centrales, devait lutter contre la guerre pour la transformer en guerre civile en exploitant surtout la défaite militaire. Toute alliance avec la bourgeoisie dans des actions armées, régulières ou irrégulières, étant donc exclue, le problème des effets que peuvent avoir les différentes solutions militaires doit néanmoins être pris en considération. On ne peut soutenir que lorsque des forces aussi immenses se heurtent, la victoire de l'une ait les mêmes conséquences que celle de l'autre ; en ligne générale, on peut dire que la victoire militaire des Etats bourgeois les plus anciens, les plus riches et les plus stables socialement et politiquement est la solution la plus défavorable pour le prolétariat et sa révolution.

Il existe un lien direct entre le cours défavorable de la lutte prolétarienne depuis cent cinquante ans (qui a multiplié au moins par trois le temps prévu par le marxisme pour la victoire communiste) et la victoire constante de la Grande-Bretagne dans les guerres contre Napoléon d'abord, et ensuite contre l'Allemagne. Le pouvoir bourgeois anglais est stable depuis trois siècles, et si Marx a misé largement sur la guerre civile américaine pour l'ébranler, celle-ci n'a pas engendré une force capable de battre l'Europe, mais au contraire une force de soutien de la puissance anglaise. Si cette forme est devenue graduellement le centre du capitalisme mondial, ce n'est pas à la suite d'un conflit direct avec l'Angleterre, mais à la faveur des guerres menées en commun avec elle.

En 1914, Lénine indiqua clairement que la défaite des armées du Tsar serait la solution la plus favorable parce qu'elle hâterait l'éclatement de la lutte des classes en Russie. Il lutta de toutes ses forces entre ceux qui considéraient la victoire de l'Allemagne sur les Anglo-Français comme l'hypothèse la plus favorable, tout en fustigeant de la même façon les social-patriotes allemands.

Contre-thèse 6

La révolution russe fut seulement l'éclatement de la révolution prolétarienne dans le pays où la bourgeoisie était la plus faible et d'où la lutte pouvait s'étendre aux autres pays.

Thèse 6

Il est évident que la révolution prolétarienne ne peut vaincre qu'internationalement. On peut et on doit la commencer là où le rapport des forces est le plus favorable. La thèse selon laquelle la révolution doit commencer dans le pays où le capitalisme est le plus développé et s'étendre ensuite dans les autres est purement défaitiste. Mais pour réfuter la position opportuniste, le marxisme pose le problème historique de manière bien différente.

En 1848, Marx considère que la révolution de classe ne partira pas de l'Angleterre industrielle, malgré les violentes luttes du chartisme. Il compte que le prolétariat français pourra livrer la bataille à la suite de la victoire républicaine de février. Il considère surtout que le processus pourrait s'appuyer sur la révolution double en Allemagne, où les institutions féodales sont encore au pouvoir, et il traduit la stratégie du prolétariat germanique en directives politiques précises : d'abord avec les libéraux et les bourgeois ; tout de suite après, contre eux.

Pendant au moins vingt ans, et surtout après 1905, où le prolétariat russe est entré en lice comme classe, les bolchéviks ont lutté pour la réalisation d'une perspective semblable en Russie. Celle-ci s'appuyait sur deux éléments : d'une part la décrépitude des institutions féodales qui, malgré la lâcheté de la bourgeoisie russe, étaient condamnées à s'écrouler, et d'autre part, l'inéluctabilité de la défaite dans la guerre de 1914 qui, après celle de 1905 avec le Japon, devait offrir sa deuxième chance à la révolution.

Etroitement lié par la doctrine et l'organisation avec les partis des pays où le régime bourgeois était depuis longtemps établi, le parti du prolétariat russe se donne pour tâche de conduire la lutte pour la révolution libérale contre le tsarisme et pour l'émancipation paysanne contre les boyards et ensuite de mener la classe ouvrière russe au pouvoir.

Dans l'histoire, nombreuses sont les révolutions qui ont été battues, les unes parce qu'elles n'ont pas réussi à prendre le pouvoir, d'autres

parce qu'une répression armée le leur a ravi (Commune de Paris), d'autres encore sans répression militaire à la suite d'une involution de la structure sociale (Communes italiennes). En Allemagne, la double révolution qu'on attendait en 1848 l'emporta militairement et socialement dans une première étape, mais fut vaincue dans la seconde. En Russie, la double révolution triompha dans les deux phases de la guerre civile (1917 et 1919-21), et dans la première étape de la lutte économique-sociale, mais fut battue dans la seconde, celle qui va du capitalisme au socialisme, non par suite d'une invasion étrangère, mais par suite de la défaite prolétarienne hors de Russie (1918-23). Le pouvoir russe ne tend pas aujourd'hui vers le communisme, mais vers le capitalisme qui gagne révolutionnairement l'Asie.

La révolution prolétarienne qui en 1848 aurait pu avoir l'Allemagne et en 1917 la Russie pour centre ne résultera probablement plus d'un événement intérieur à une nation : en effet, il n'est pas pensable que la Chine, par exemple, puisse avoir une influence analogue, et d'ailleurs elle est déjà en train de passer du féodalisme à la domination bourgeoise.

Contre-thèse 7

Il est clair que l'installation de régimes totalitaires dans des pays capitalistes n'a rien à voir avec les contre-révolutions dont il est question dans les thèses 2 et 3 et les régimes qu'elles instaurèrent. Elle a été au contraire une conséquence attendue de la concentration économique et sociale des forces productives. C'est donc retomber dans la trahison que d'envisager la nécessité d'un bloc du prolétariat avec la bourgeoisie pour restaurer le libéralisme en économie et en politique, en adoptant la méthode de la résistance. Il est également erroné, en cas de conflit entre Etats bourgeois, d'appuyer le camp opposé à celui qui se propose d'attaquer la Russie pour défendre un régime issu « malgré tout » d'une victoire prolétarienne. Dans tous les cas, l'issue de la deuxième guerre mondiale impérialiste ne peut avoir aucune influence sur les perspectives de la lutte des classes et de la reprise révolutionnaire.

Thèse 7

Il est exact, mais insuffisant de dire que la justification de la deuxième guerre mondiale comme « croisade », comme conflit d' « idéologies », comme défense de la démocratie contre le fascisme, était tout aussi mystificatrice que celles de 1914, qui parlaient de liberté, de civilisation et de nationalité. Ces formules de propagande recouvrent dans les deux guerres une même visée, la conquête de nouveaux marchés, la suprématie économique et politique. Toutefois, le capitalisme ne s'écroulera qu'à la suite d'une série d'explosions de ces systèmes unitaires que sont les Etats territoriaux de classe et c'est ce processus qu'il faut analyser et, si possible, hâter.

Dans la phase des guerres impérialistes, il est exclu qu'on puisse le hâter par une solidarité politique et militaire du prolétariat avec sa bourgeoisie. Il est néanmoins important de le déchiffrer et d'y adapter la stratégie de l'Internationale révolutionnaire. La politique russe a remplacé cette orientation de principe par les alliances cyniques de l'Etat « soviétique », ce qui montre bien que l'U.R.S.S. fait partie de la constellation du capitalisme mondial. C'est de là que le mouvement du prolétariat devra repartir ; chemin ardu et difficile dont la première étape est : comprendre.

Quand la guerre fut déclarée, l'Etat de Moscou conclut un accord avec celui de Berlin : on ne dénoncera jamais assez l'importance de ce tournant historique, que l'opportunisme s'efforça de justifier en mobilisant des arguments marxistes sur la nature impérialiste et agressive de la guerre menée par Londres et par Paris et en invitant les partis socialistes communistes dans les pays des deux blocs à ne pas y participer.

Deux ans plus tard, l'Etat de Moscou s'allie avec ceux de Londres, Paris et Washington et consacre toute sa propagande à démontrer que la guerre des alliés contre l'Axe n'est pas une campagne impérialiste, mais une croisade idéologique pour la liberté et la démocratie.

Il est de la plus grande importance pour le mouvement prolétarien non seulement de montrer que dans l'une et l'autre phase les directives révolutionnaires ont été abandonnées, mais de comprendre que l'Etat russe, tout en acquérant des forces et des ressources pour mieux progresser dans le sens capitaliste, a également contribué à ce que la guerre se termine par la solution la plus conservatrice. En effet, par un effort militaire gigantesque, il a contribué à éviter la catastrophe au moins pour l'Angleterre, qui pour la enième fois est sortie indemne de la tempête. Or cette catastrophe aurait été une condition très favorable à la chute des autres Etats bourgeois, à commencer par l'Allemagne, et à la propagation de l'incendie révolutionnaire en Europe.

Contre-thèse 8

Dans l'actuel antagonisme qui oppose les Etats-Unis et la Russie (suivis par leurs satellites respectifs), on ne doit voir que deux impérialismes à combattre au même titre. Il est exclu que la victoire de l'un plutôt que de l'autre — ou encore un compromis durable — puisse respectivement déterminer des conditions très différentes pour la reprise du mouvement communiste et pour la révolution mondiale.

Thèse 8

Ce parallèle peut être accepté dans la mesure seulement où il signifie la condamnation de tout appui aux Etats capitalistes dans une troisième

me guerre mondiale éventuelle, de toute participation à une guerre de partisans dans l'un et l'autre camp et de toute directive conduisant le prolétariat à renoncer à des actions défaitistes autonomes là où ses forces seraient suffisantes. Aller au-delà serait par contre une position non seulement fausse, mais insensée. Il n'y a pas de parti marxiste sans vision claire de la voie qui mène à la révolution mondiale, même si ce n'est pas nécessairement cette voie que l'Histoire empruntera. Or, on ne pourra jamais parvenir à une telle vision si on ne se demande pas pourquoi il n'y a jamais eu de lutte révolutionnaire entre capitalistes et prolétaires aux Etats-Unis et même en Grande-Bretagne, centres vitaux du capitalisme, et si on ne met pas ce fait en rapport avec les succès de ces deux impérialismes dans toutes leurs entreprises d'oppression et d'exploitation du reste du monde.

Les pouvoirs étatiques des U. S. A. et de l'Angleterre visent à la conservation du capitalisme mondial et ont été préparés à cette fonction par toute une époque où les forces vives de l'Histoire ont puissamment concouru à leur assurer la prédominance. Ils avancent d'un pas mesuré vers le totalitarisme social et politique, autre prémisses indispensable de l'affrontement final. Dans leurs satellites, le régime bourgeois est aussi installé depuis longtemps. Dans le bloc soviétique, au contraire, on trouve des conditions opposées : d'une part, ce sont des territoires où la bourgeoisie, plus récente, lutte encore sur le plan social et politique, contre les vestiges de l'économie pré-bourgeoise et où les appareils d'Etat sont jeunes et ont donc une charpente moins solide ; d'autre part, ce bloc ne peut user de la tromperie démocratique et collaborationniste qu'extérieurement et il a déjà épuisé toutes les ressources du gouvernement totalitaire et à parti unique, abrégeant ainsi le cycle normal. Il sera nécessairement touché par la crise si celle-ci ébranle le formidable système capitaliste contrôlé par les Etats-Unis et qui englobe les cinq sixièmes des territoires où l'économie est mûre pour le socialisme et où la classe des purs prolétaires est numériquement forte.

La révolution ne pourra passer que par une guerre civile aux Etats-Unis, qu'une victoire américaine dans la guerre mondiale retarderait d'une période mesurable en demi-siècle.

Puisque le mouvement marxiste non dégénéré a aujourd'hui des forces insignifiantes, il ne peut pas encore contribuer à détruire de l'intérieur tel ou tel organisme, tâche à laquelle il tend en principe. Il s'agit pour lui avant tout de rassembler les groupes prolétariens (encore très restreints) qui ont compris le rôle de premier plan joué par Moscou et les partis moscoutaires dans les trente dernières années pour la consolidation de la puissance capitaliste dans les Etats les plus importants : en pratiquant une politique erronée d'abord, puis en sacrifiant dans la seconde guerre impérialiste des millions et millions de prolétaires, ce sont eux qui ont le plus puissamment contribué à soumettre les masses à une perspec-

tive illusoire de bien-être et de liberté dans le cadre du régime capitaliste et de la civilisation occidentale et chrétienne.

La manière dont le prolétariat dirigé par Moscou « combat » cette maudite civilisation est pour elle le plus grand succès et la meilleure garantie de survie, même, malheureusement, dans l'hypothèse où ce seraient les pays de l'Est qui déclencheraient la troisième guerre.

CONTRE-THESES ET THESES ECONOMIQUES

Contre-thèse 1

Le cycle de l'économie capitaliste tend à abaisser toujours plus le niveau de vie des travailleurs, auxquels il ne laisse que juste ce qu'il faut pour vivre.

Thèse 1

Etant bien entendu que la richesse se concentre toujours plus sous le capitalisme en des unités à la fois plus vastes et moins nombreuses, il en résulte une paupérisation croissante des masses. Toutefois, cette théorie ne prétend pas nier que le système de production capitaliste a énormément augmenté la production des biens de consommation en liquidant la production parcellaire et la consommation en cercle fermé, augmentant du même coup de façon progressive la satisfaction des besoins dans toutes les classes. Mais la théorie marxiste affirme que, tout en faisant cela, l'anarchie de la production bourgeoise gaspille les neuf dixièmes de ces énergies multipliées, exproprie impitoyablement tous les moyens détenteurs de réserves de biens de consommation et augmente donc énormément le nombre des sans réserves qui dépensent leur salaire au jour le jour, si bien que la plus grande partie de l'humanité se trouve sans défense contre ces phénomènes inhérents au régime capitaliste que sont les crises économiques et sociales et les effroyables destructions provoquées par les guerres, sans défense contre la politique bourgeoise de dictature de classe exaspérée, que le marxisme a prévue depuis plus d'un demi-siècle.

Contre-thèse 2

Le capitalisme est dépassé lorsque l'on réussit à attribuer au travailleur la part de plus-value qui lui a été extorquée (produit intégral du travail).

Thèse 2

Le capitalisme est dépassé quand on rend à la collectivité des travailleurs non pas les dix pour cent du produit total qui constituent la

partie du profit que les capitalistes consomment improductivement, mais les quatre-vingt dix pour cent de ce produit dont l'anarchie économique du capitalisme provoque le gaspillage. Cela ne se fera pas au moyen d'une comptabilité différente des valeurs échangées, mais en ôtant aux biens de consommation leur caractère de marchandises, en abolissant le salaire en argent et en organisant centralement l'activité productive générale.

Contre-thèse 3

Le capitalisme est dépassé lorsque les groupes de producteurs ont le contrôle et la gestion de chaque entreprise et que cel'es-ci traitent librement entre elles.

Thèse 3

Le système prôné par les coopérativistes, les syndicalistes ou les libertaires, c'est-à-dire l'échange mercantile entre des entreprises gérées de façon libre et autonome n'est ni possible historiquement ni socialiste sur le plan théorique. A l'époque capitaliste, il serait même rétrograde par rapport aux nombreux secteurs qui, comme le réclament le progrès de la technique et la complexité de la vie sociale, sont déjà organisés à grande échelle. Il n'y a socialisme ou communisme que quand toute la société constitue une unique association de producteurs et de consommateurs. Toute économie fondée sur l'entreprise autonome perpétue à la fois le despotisme de fabrique et l'anarchie dans l'adaptation de la dépense de travail aux besoins de consommation des membres de la société, dépense qui aujourd'hui est au moins dix fois supérieure au nécessaire.

Contre-thèse 4

La direction de l'économie par l'Etat, la gestion des entreprises par l'Etat n'est pas du socialisme, mais elle modifie le caractère du capitalisme tel qu'il a été étudié par Marx : elle modifie donc la perspective de sa chute, en déterminant une troisième forme inattendue de post-capitalisme.

Thèse 4

La neutralité économique de l'Etat n'a jamais été qu'une revendication des bourgeois contre l'Etat féodal. Le marxisme a démontré que l'Etat moderne ne représente pas toute la société, mais seulement la classe dominante, la classe capitaliste ; il a ainsi, et dès le début, démontré que l'Etat capitaliste est une force économique aux mains du capital et de la classe capitaliste. Le dirigisme et le capitalisme d'Etat sont encore des formes de la soumission de l'Etat politique au capital privé. La perspective qu'ils ouvrent reste l'exaspération prévue des contradictions entre les classes jusqu'à l'explosion finale, qui ne sera pas un affrontement entre majorité et minorité, mais entre des forces physiques, le prolétariat organisé en parti révolutionnaire contre l'Etat établi.

Contre-thèse 5

Etant donné le caractère inattendu de la forme actuelle de l'économie, le marxisme, s'il veut rester valable, doit chercher une troisième classe qui accède au pouvoir après la bourgeoisie (groupe des titulaires de capitaux aujourd'hui disparus), et qui n'est pas le prolétariat. Cette classe, qui gouverne en Russie et y jouit de privilèges, est la bureaucratie. En Amérique, c'est la classe des managers, c'est-à-dire des chefs techniques et administratifs des entreprises.

Thèse 5

Tout régime de classe a eu sa bureaucratie administrative, judiciaire, religieuse, militaire. L'ensemble de cette bureaucratie est un instrument de la classe au pouvoir, mais non une classe, car une classe est l'ensemble des individus qui ont des rapports identiques avec les moyens de production et de consommation. Ne pouvant plus nourrir ses propres serviteurs, la classe des propriétaires d'esclaves avait déjà commencé à démobiliser (Cf. le " Manifeste " de 1848), alors que la bureaucratie impériale régnait encore, combattait la révolution anti-esclavagiste et la réprimait cruellement. Les aristocrates avaient connu depuis longtemps la misère et la guillotine, que les structures militaires et cléricales de l'Etat luttent encore pour l'Ancien Régime. On ne peut parler de bureaucratie en Russie sans introduire une distinction arbitraire entre les gros bonnets et le reste de la population. Or dans le capitalisme d'Etat tout le monde est bureaucrate. Cette prétendue bureaucratie russe ainsi que la « managerial class » américaine, ne sont que des instruments sans vie et sans histoire propres, que le capital mondial utilise contre la classe laborieuse. L'antagonisme de classe tend à prendre une configuration qui confirme la perspective marxiste, son interprétation des faits économiques, sociaux et politiques et qui infirme toutes les théories pré-marxistes. A plus forte raison ne peut-elle confirmer de nouvelles constructions qui sont uniquement les produits de la confusion actuelle.

CONTRE-THESES ET THESES PHILOSOPHIQUES

Contre-thèse 1

Les opinions étant déterminées par les intérêts économiques, dans la société actuelle le parti bourgeois représente l'intérêt capitaliste, et le parti composé d'ouvriers représente le socialisme. Tous les problèmes se résolvent donc au moyen d'une consultation, non de tous les citoyens — mensonge démocratique bourgeois — mais de tous les travailleurs, dont les intérêts sont les mêmes et dont la majorité voit bien son avenir général.

Thèse 1

A toutes les époques, les opinions dominantes, la culture, l'art, la religion, la philosophie, sont déterminés par la situation des hommes dans le système de production et par les rapports sociaux qui en découlent. A chaque époque donc, et en particulier à l'apogée d'un cycle historique donné, tous les individus tendent à des opinions qui non seulement ne sont pas des vérités éternelles et ne proviennent pas d'une illumination de l'esprit, mais qui sont en réalité étrangères à l'intérêt de l'individu, de la catégorie ou de la classe, parce qu'en grande partie modelées sur les intérêts de la classe dominante et des institutions qui conviennent à celle-ci.

Ce n'est qu'après un long et pénible conflit d'intérêts et de besoins, après de longues luttes physiques provoquées par les conflits de classe, que se forme une nouvelle opinion et une doctrine propre à la classe opprimée, qui attaque les défenses idéologiques de l'ordre établi et vise à le détruire par la violence. La victoire physique n'est que le prélude d'un long travail de démantèlement des influences et des mensonges traditionnels, et pendant longtemps encore, seule une minorité de la classe intéressée est capable de se placer résolument sur le chemin du nouveau cours historique.

Contre-thèse 2

L'intérêt de classe détermine la conscience de classe, et la conscience détermine l'action révolutionnaire. On entend par renversement de la praxis l'opposition entre la doctrine bourgeoise, qui veut que chaque citoyen se forme une opinion politique pour des raisons idéales ou culturelles et agisse en suivant cette opinion, même contre ses intérêts de groupe, et la doctrine marxiste, qui affirme que ce sont les intérêts de groupe et de classe qui dictent l'opinion personnelle de chacun.

Thèse 2

Le renversement de la praxis, dans la juste vision du déterminisme marxiste, signifie ceci : chaque individu agit selon des déterminations contingentes (qui ne sont pas seulement ses besoins physiologiques, mais même les multiples influences des formes traditionnelles de production) ; il ne tend à avoir une « conscience », plus ou moins imparfaite, de sa propre action et des motifs de celle-ci, qu'après avoir agi ; ceci est également la règle pour les actions collectives, qui se produisent d'abord sous une forme spontanée et sous la poussée des conditions matérielles avant d'être formulées au niveau idéologique ; au contraire, le parti de classe groupe les éléments d'avant-garde de la classe et de la société qui possèdent une théorie leur permettant de prévoir le cours de l'histoire à venir. Le parti, qui n'agit pas par caprice ou selon l'enthousiasme du moment,

mais procède de façon rationnelle, est donc seul à intervenir dans la lutte de façon « consciente » ou « volontaire », comme disent les philosophes. La conquête du pouvoir de classe, et la dictature, sont des fonctions du parti.

Contre-thèse 3

Le parti de classe construit la théorie de la révolution. Devant des situations et des événements nouveaux, il la transforme selon les nécessités du moment et selon les exigences ou les tendances de la classe.

Thèse 3

La théorie n'est pas autre chose que la prévision du cours que suivront des événements qui ne sont pas encore réalisés, mais dont on a pu reconnaître les conditions et les prémisses dans la phase précédente. Une lutte révolutionnaire de classe et le parti qui la représente sont des faits réels et non une illusion théorique dans la mesure où l'ensemble de la nouvelle théorie s'est formé lorsque la classe est apparue historiquement en même temps que le nouveau système de formes de production sociale. La continuité, dans le temps et dans l'espace, de la théorie et du parti de classe est la preuve de la justesse de la prévision révolutionnaire.

Toute défaite physique des forces de la révolution est suivie par une période de désarroi qui se manifeste par la révision de certains points du corps de la doctrine qu'on justifie en prétendant que, depuis, des données ou des événements nouveaux sont apparus.

Toute la théorie révolutionnaire se révélera juste seulement quand et seulement si, une fois le cours historique accompli, il se confirme qu'après chaque défaite dans la lutte, les forces révolutionnaires se sont reconstituées sur la même base et sur le même programme, définis dès la « déclaration de la guerre de classe » (1848).

Pour des marxistes, entreprendre de renouveler et de modifier la théorie, c'est déjà avouer qu'on a déserté ; et ce n'est pas une quelconque élucubration philosophique ou scientifique qui nous en fournit la démonstration, mais une somme d'expériences historiques que nous tirons de la lutte séculaire du prolétariat moderne.

*
**

Ces quelques notes synthétiques ont été commentées et explicitées dans de nombreux textes de parti et dans des comptes rendus de congrès et de réunions.

Le fait que nous mettions un frein à de dangereuses improvisations ne signifie pas qu'on puisse considérer ce travail comme un monopole ou une exclusivité de qui que ce soit. On peut certes réordonner plus soigneusement ces questions et les exposer avec plus d'efficacité. Avec du soin et du travail, on peut faire mieux, en y mettant sept ans de plus à raison de sept heures par semaine.

S'il se présente des brûleurs d'étapes en grand nombre, il faudra répéter ce que dit un jour Zinoviev qui n'avait pourtant pas l'enthousiasme facile en parlant de Lénine : de tels hommes n'apparaissent que tous les cinq cents ans.

Nous attendrons qu'ils soient embaumés, mais, quant à nous, nous ne nous sentons pas capables de brûler les étapes.

MARXISME ET CLASSES MOYENNES

Il arrive souvent qu'on accuse le marxisme d'être " simpliste " et " schématique " et, en particulier, de vouloir réduire toute l'histoire et toute la lutte sociale au conflit qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie. Rien n'est moins justifié. Il est vrai que le Manifeste de 1848 déclare que " la société moderne est composée essentiellement de bourgeois et de prolétaires ". Mais ceci ne signifie nullement qu'elle ne soit composée que de bourgeois et de prolétaires ; ces deux classes sont les classes essentielles de la société moderne, elles sont produites par le rapport capitaliste fondamental et le reproduisent. Mais si elles sont spécifiques de la société capitaliste, elles ne sont pas les seules à y exister ni à agir. Ne serait-ce que parce qu'une société capitaliste " pure " n'a jamais existé et n'existera jamais.

Il ne faut pas se laisser égarer par le fait que Marx a été amené à établir un modèle de société capitaliste " pure ". Un tel modèle théorique était nécessaire pour mettre en évidence les aspects propres au mode de production capitaliste, pour dégager les lois générales et les tendances fondamentales de cette forme sociale. La démarche de l'analyse marxiste est ici celle de toute science : pour étudier une classe de phénomènes, on commence par construire un modèle simple éliminant les aspects secondaires qui, dans la réalité, viennent toujours perturber les formes simples. Cependant, une fois que le modèle théorique a livré la clé de la dynamique du capitalisme, des antagonismes sociaux qu'il développe dans sa course catastrophique, Marx l'applique à l'étude des sociétés réelles en tenant compte de tous les facteurs historiques qui peuvent ralentir, perturber, ou au contraire accélérer leur développement.

Le modèle théorique offre en outre un intérêt polémique considérable. La bourgeoisie a toujours présenté les horreurs de son règne comme dues aux résidus du passé, au fait que sa société n'a pas encore atteint un degré de pureté suffisant. C'est vrai qu'il y a des choses qui ne vont pas, dit-elle, mais c'est parce que nous traînons le poids du passé, les restes de modes de production arriérés, des superstitions anciennes, des formes d'organisation irrationnelles ; il faut être patient et aller de l'avant, droit devant nous ! Lorsque toute la production sera capitaliste, lorsque la Raison illuminera le cosmos, lorsque règnera la Démocratie

véritable et universelle, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Ainsi M. Pompidou peut, par exemple, tout comme le P.C.F., vitupérer les " couches parasitaires " qui consomment sans produire et grèvent l'économie nationale. Dans un schéma capitaliste pur, les " bouches inutiles " ne sont pas nourries, et la bourgeoisie a mené un long combat contre le parasitisme des propriétaires fonciers et, même aux temps puritains, contre sa propre consommation " inutile ". Mais ces Messieurs ne condamnent le parasitisme de Pierre ou Paul, de M. Dassault, des petits commerçants ou des hippies, que pour exalter et défendre l'accumulation du capital, alors que nous dénonçons dans cette accumulation même le pompage du travail vivant par le capital, c'est-à-dire le parasitisme par excellence et la cause des crises sociales.

En extrapolant l'histoire de la société qu'il avait sous les yeux, en envisageant d'emblée une société capitaliste " pure ", Marx a montré en effet que les maux dont souffre cette société ont leur source dans le caractère contradictoire du capitalisme, et il a ainsi réduit à néant toute prétention de la bourgeoisie à parvenir un jour à un rythme de croisière, à un état d'équilibre harmonieux. Le capitalisme possède certes une formidable force d'expansion, mais elle naît de ses contradictions mêmes ; poussé à une fuite en avant constamment accélérée qui lui permet seule de fonctionner, il écrase une contradiction aujourd'hui mais en prépare une plus violente pour demain. Bien loin d'apaiser les conflits, sa tendance irrépressible à se généraliser au globe et à éliminer tout reste de forme sociale antérieure ne fait, comme l'a démontré Lénine et comme l'ont confirmé les 50 dernières années, que les rendre toujours plus explosifs. Si la révolution communiste ne brise pas sa course infernale en " dents de scie ", ses contradictions auront fait sauter le capitalisme — et l'espèce humaine — bien " avant " qu'il se soit épuré de tous les vestiges des époques antérieures !

C'est donc dans un monde capitaliste " impur " que se trouve et se trouvera le prolétariat, ce qui implique que dans ses luttes il n'a pas seulement affaire à la bourgeoisie, mais à d'autres classes, des classes " impures " pas toujours faciles à définir, qui constituent une fraction importante de la population. En 1939, par exemple, dans le plus vieux pays capitaliste du monde, à savoir l'Angleterre, 50 % environ de la population faisait partie de ces catégories impures, ni bourgeoises ni prolétariennes. En 1959 encore, en France, l'INSEE en dénombre 30 à 40 %, cette fourchette assez large provenant de la difficulté de classer certaines catégories. Et il va de soi que si on examine la situation non plus dans les vieux pays capitalistes seulement, mais à l'échelle mondiale, le pourcentage d' " impuretés " sera beaucoup plus élevé. Ce serait une erreur monstrueuse que de vouloir ignorer l'existence de ces couches sociales ou, ce qui revient au même, de prétendre, comme d'aucuns, qu'il faut attendre pour faire la révolution que la marche du capitalisme ait éliminé toutes les classes intermédiaires entre bourgeoisie et prolétariat :

ce moment-là n'arrivera jamais. C'est une erreur encore plus grave de croire qu'il est déjà arrivé, en escamotant le prolétariat, et en fondant tout ce qui n'est pas grand bourgeois dans un "peuple" baptisé révolutionnaire pour les besoins... de la cause. Si nous voulons voir quelle doit être l'attitude du prolétariat envers les classes moyennes, il faut caractériser avec une certaine précision toutes les classes qui composent la société bourgeoise, en commençant par la bourgeoisie et le prolétariat.

LES CLASSES DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE

Engels explique dans l'Anti-Dühring que "les classes sociales sont les produits des rapports de production et d'échange d'une époque". Pour caractériser les classes essentielles de la société capitaliste, c'est-à-dire la bourgeoisie et le prolétariat, nous partirons donc du rapport capitaliste essentiel, à savoir l'achat de la force de travail et sa mise en œuvre pour la production de plus-value. Dans ce rapport fondamental, propre au capitalisme, le capital qui achète la force de travail et cette force qui travaille et produit une valeur d'échange supérieure à la sienne ne sont évidemment pas des entités abstraites. Ce sont des hommes de chair et de nerfs, mais qui jouent un rôle déterminé dans un rapport bien défini qui s'impose socialement à eux et les marque de son sceau. C'est ce rapport qui engendre bourgeoisie et prolétariat.

Avant tout la bourgeoisie est en effet le support vivant de l'accumulation du capital. La raison d'être du capitaliste, dit Marx, la justification de son existence, c'est de réaliser la reproduction élargie du capital. A tel point que le capitaliste qui s'acquitte mal de sa fonction sociale se trouve rapidement "liquidé" par la concurrence et cesse d'être, sinon tout court, du moins un capitaliste. Historiquement, il a fait son apparition comme propriétaire de capital ; mais c'est simplement parce que la propriété privée a précédé le capitalisme, qui s'est greffé sur elle par le développement du salariat. Alors, tout naturellement, le propriétaire d'argent s'est chargé de faire fonctionner cet argent comme capital, en assumant l'exécution de toutes les opérations du cycle du capital. A cause de ce développement historique, beaucoup de gens confondent la propriété du capital avec son administration, de même que certains confondent encore le capitaliste avec l'usurier. Marx a pourtant montré que si la confusion des deux rôles était historiquement inévitable, le développement même du capitalisme devait y mettre fin, en dissociant toujours davantage le titre de propriété des fonctions de capitaliste. On peut même en arriver à des situations apparemment paradoxales : les masses d'argent drainées par les Caisses d'Épargne sont la propriété de petites gens, qui peuvent appartenir à la couche supérieure du prolétariat ; or, ce capital est administré par un organisme dirigé par de hauts fonctionnaires dont le rôle social est celui de capitalistes.

Voici donc des ouvriers propriétaires d'un capital géré par des "capitalistes" qui sont de purs salariés ! Bref, bien plus qu'un titre de

propriété, qui souvent ne représente qu'un droit sur une fraction de la plus-value produite, le bourgeois est pour nous la personnification du capital en action.

Le prolétaire, c'est l'autre protagoniste, celui qui vend sa force de travail et qui, produisant plus de valeur qu'elle n'en a, se trouve exploité. S'il se livre à ce marché qui, même si toute chose et sa force de travail aussi se paie à sa valeur, est forcément un marché de dupe, c'est parce qu'il ne peut faire autrement : il ne possède rien d'autre que sa force de travail, rien de ce qui est nécessaire pour la mettre en œuvre et produire. Le prolétaire moderne apparaît historiquement comme serf arraché à la terre, comme petit producteur, paysan ou artisan, exproprié de ses moyens de production. Cette expropriation, encore en cours aujourd'hui à divers degrés suivant les aires géographiques, est déjà, pour des millions d'hommes, un caractère acquis depuis des générations. Ne disposant d'aucun moyen de production, le prolétaire ne peut participer à la production sociale. (et donc à la consommation) qu'en se vendant au capital.

Cette condition de " sans réserve " qui caractérise le prolétaire n'est modifiée qu'en apparence par l'élévation du niveau de vie : le fait de se constituer une petite réserve d'objets de consommation, appareils ménagers, même voiture ou maisonnette, ne permet pas de subsister sans travailler plus de quelques semaines ; et en cas de coup dur les petites économies seront vite mangées, avec leurs intérêts. Même la possession d'un métier, la qualification professionnelle censée assurer une promotion sociale à l'aristocratie ouvrière ne constitue par une réserve solide : les ouvriers doivent s'attendre à une grande " mobilité ", à changer souvent et rapidement, tant de ville ou de pays, que de travail ou d'industrie. M. Pompidou le leur a rappelé il n'y a pas longtemps, et il sait de quoi il parle.

Ces silhouettes que nous venons de tracer du capitaliste et du prolétaire sont fidèles, mais insuffisantes pour définir la bourgeoisie et le prolétariat en tant que classes. Car pour nous une classe n'est pas une simple catégorie économique-sociale, mais une unité collective poursuivant un but historique, cherchant à promouvoir ou à défendre une certaine forme sociale.

Pour faire de la bourgeoisie une classe, il ne suffit pas que les intérêts immédiats des bourgeois s'identifient à ceux de la reproduction élargie du capital. La bourgeoisie devient une classe dans la mesure où elle s'organise politiquement et lutte, d'abord pour instaurer, puis pour développer et maintenir la société capitaliste.

Pour faire du prolétariat une classe, il ne suffit pas plus que les intérêts immédiats des ouvriers s'opposent à ceux du capital. Le prolétariat devient une classe dans la mesure où " il s'organise en classe et donc en parti politique " (Manifeste) pour renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie, s'ériger en classe dominante, et briser les rapports de

production capitalistes jusqu'à l'épanouissement de la société communiste.

La bourgeoisie et le prolétariat sont des classes au sens fort parce que leurs intérêts immédiats les poussent à être porteurs de modes historiques de production, capitalisme pour l'une, communisme pour l'autre. Car le prolétariat ne peut se libérer de l'exploitation qu'en supprimant le capital et le salariat, qu'en se supprimant lui-même en même temps que tous les rapports d'échange et la division sociale du travail. La bourgeoisie a réalisé la socialisation de la production, mais sur la base de l'appropriation privée des forces productives et des produits par des individus, des catégories ou des unités de production plus ou moins importantes. Les multiples et multiformes convulsions de sa société n'ont, en dernière analyse, d'autre origine que cette contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée, qui fait que forces productives (hommes ou instruments) et produits (destinés à la production ou à la consommation) ne peuvent circuler et servir que par échange. Le prolétariat ne pourra se libérer qu'en abolissant le salariat et le marché, de façon à mettre directement la somme des forces productives et des produits à la disposition de la société entière.

Cette révolution sociale est la tâche historique du prolétariat, car lui seul est complètement en dehors de la propriété capitaliste, lui seul est complètement exploité dans le rapport capitaliste. A de rares exceptions près, il ne peut se libérer en cherchant à échapper à sa condition, mais uniquement en l'assumant. Le philistin philosophe a vu dans cette nécessité une " loi morale " et l'a érigée en schéma de salut universel : selon l'existentialisme, les nègres, les femmes, les juifs, les intellectuels, les homosexuels, les chauves, les obèses, devraient " assumer " qui leur négritude, qui leur féminité, leur juiverie, intellectualité, homosexualité, calvitie ou obésité, afin de mieux la " dépasser ". Mais pour le marxisme, " la morale " exprime une nécessité sociale ou historique. Il est absurde de décalquer formellement sur toutes les catégories possibles les voies de la libération du prolétariat, qui sont au contraire tout à fait spécifiques et impliquent la suppression de toutes les catégories. Catégorie inférieure de cette société, le prolétariat ne peut se libérer qu'en renversant toutes les catégories qui sont au-dessus de lui ; ne possédant rien, sans réserve, sans garantie, sans sécurité, les prolétaires ne peuvent se procurer des possessions, garanties, sécurité privées, personnelles ou catégorielles ; ils doivent au contraire abolir toute propriété, garantie et sécurité d'individus ou de groupes, pour instaurer l'appropriation, la garantie et la sécurité collectives de la société.

LES CLASSES MOYENNES

Si la bourgeoisie et le prolétariat sont les deux classes fondamentales de la société capitaliste, produites par la circulation même du capital et situées aux deux pôles de cette circulation, elles ne sont pas seules, tant s'en faut.

Tout d'abord, nous trouvons des catégories extérieures au schéma de la production capitaliste, et qui sont des survivances de modes de production antérieurs. Il faut ranger dans ces catégories les petits producteurs indépendants et les petits commerçants. On comprend que ces petits bourgeois ne sont " indépendants " qu'en ce sens qu'ils forment des unités de production (ou circulation) et de comptabilité autonomes, mais qu'ils dépendent étroitement du marché dominé par le grand capital et, directement parfois, du capital bancaire. Il en va de même des petits entrepreneurs capitalistes qui, de l'artisan exploitant un " compagnon " (bien différent de celui du moyen-âge), mènent par une série continue à l'entreprise concentrant 3 ou 500.000 personnes.

A la fin du XIX^e siècle, une polémique a déjà opposé révolutionnaires et réformistes à propos du sort de ces classes, représentatives qui de la production simple de marchandises, qui du capitalisme naissant ou peu développé. Bernstein soutenait que la survivance de ces catégories, le fait qu'elles n'étaient pas éliminées par la concentration du capital infirmait le schéma marxiste et justifiait, sinon l'abandon définitif, du moins le renvoi de la révolution à un avenir indéfini et son remplacement par un mouvement de réformes graduelles plus " réalistes ". (Le P. C. F. n'a comme on le voit rien inventé !) Rosa Luxembourg lui répondit alors que la concentration du capital prévue par Marx, et qui s'accomplit effectivement, n'entraîne pas l'élimination de la petite et moyenne production. C'est que cette concentration n'est pas un processus linéaire, mais dialectique : en même temps qu'elle fusionne de petits capitaux en grandes unités productives, elle régénère par la concurrence d'autres petits capitaux, qui seront absorbés à leur tour.

Il arrive même que la mise au point de nouvelles branches ou techniques de production soit réalisée par de petites entreprises entrepreneuriales, qui ensuite sont avalées par les grosses. Quant au fait que la grande masse des produits sort d'usines géantes à haute productivité, non seulement il n'empêche pas, mais il favorise la naissance autour de ces usines d'un réseau de sous-traitants, fournisseurs, réparateurs, qui dépendent étroitement d'elles.

S'il est vrai que le cordonnier fabricant de chaussures a pratiquement disparu et que les rapiéciers même sont sérieusement menacés, si aux Etats-Unis on ne répare plus les appareils électro-ménagers, pour raison d'économie, tel n'est pas le cas dans toutes les industries. La multiplication des appareils de radio et télévision ou des machines à écrire fait vivre des dépanneurs et, en attendant que fleurissent les réparateurs de bateaux ou avions de plaisance, l'automobile entretient une multitude de petits et moyens garagistes qui ne sont pas près de disparaître. Dans le commerce, ni la concentration ni l'essor des supermarchés n'ont tué le détaillant, et ils semblent plutôt propices au foisonnement des boutiques de luxe. Un cinquième de la population active française est encore occupé dans le commerce de détail !

La survivance de la petite entreprise est encore plus frappante dans l'agriculture. Il n'y a pas grand'chose à changer à ce que nous disions en 1925 :

« Il est indéniable que le processus de concentration de la production, de la spécialisation des fonctions productives, est beaucoup plus avancé dans l'industrie que dans l'agriculture. C'est là un fait patent. Les révolutionnaires ne doivent pas se refuser à voir les choses telles qu'elles sont ; ainsi nous reconnaissons cette donnée dans toute son importance, précisément pour repousser la conception contre-révolutionnaire à laquelle le pourrait nous entraîner une conclusion réformiste suivant laquelle la révolution dépendrait de l'industrialisation déjà opérée dans l'agriculture.

« La petite entreprise agricole est destinée à survivre pendant une certaine période à cet épisode historique (la révolution prolétarienne), dans la mesure où le système capitaliste n'a pas pu pénétrer dans les campagnes de la même façon qu'il s'est développé dans l'industrie et le commerce. Nous ne pouvons affirmer simplement que nous sommes pour la " socialisation " : nous sommes pour la grande entreprise dans la mesure où la grande entreprise est le produit d'une technique qui a permis de réaliser un nouveau type de travail. Dans la grande entreprise industrielle, des tâches différentes sont assignées à chaque groupe d'ouvriers, et grâce à cette organisation collective on fait des gains énormes de précision et de vitesse.

« Dans l'agriculture ceci n'existe que dans quelques entreprises spéciales, qui sont déjà mûres pour une gestion socialisée. Mais dans toutes les autres, si grandes soient-elles du point de vue territorial et juridique, les conditions qui permettent une gestion collective et une exploitation intensive analogue à celle qui se pratique à grande échelle dans l'industrie ne sont, en réalité, pas atteintes. Le " latifondo " n'est pas une grande entreprise agricole ; du point de vue économique, c'est encore un ensemble de petites entreprises personnelles et familiales autonomes, pas du tout mûres pour une gestion collective.

« Même si nous acceptons pour un moment l'hypothèse d'une nouvelle période de domination de la bourgeoisie capitaliste industrielle — en admettant qu'elle parvienne à surmonter la crise présente — nous ne pouvons nullement envisager un renforcement rapide de l'agriculture, un transfert des grands capitaux vers la terre. Nous ne pouvons pas croire que la modernisation de l'agriculture puisse faire de rapides progrès dans une phase ultérieure de domination capitaliste, et ceci pour une raison fort simple : pour renforcer, pour moderniser l'agriculture, il faut des investissements énormes de capitaux, qui ne pourraient donner un profit qu'après de très longues années, après plusieurs générations. Seul un intérêt social supérieur pourra conduire à transférer dans l'agriculture les énormes capitaux nécessaires pour la porter au degré de développement déjà atteint par l'industrie.

« Pour la société actuelle, ce mode d'investissement est à trop longue échéance, et le profit trop lointain ; les bourgeois préfèrent investir leurs capitaux dans l'industrie, qui offre un rendement plus grand et plus immédiat. Car le capitalisme moderne se caractérise par une course toujours plus précipitée au profit de plus en plus rapide et immédiat, au détriment d'une lente entreprise de réorganisation de la production.

« Même si par malheur nous devons concéder encore à la bourgeoisie une longue survie, nous ne pouvons certainement pas espérer qu'elle réussisse à surmonter ce point mort : seul un régime prolétarien aura la possibilité de résoudre ce problème ; seule une administration dans l'intérêt collectif, qui tirera l'énergie productive du consentement mutuel, pourra la dédier au développement de la grande production agricole. Ce problème ne pourra donc être abordé que par le régime prolétarien ».

Nous devons renvoyer à une autre étude l'analyse de l'évolution de l'agriculture et de la paysannerie durant le dernier demi-siècle. Mais grosso modo il a plutôt accentué le décalage entre une industrie galopante et une agriculture à la traîne.

Les formes de production individuelle ou de petite production capitaliste, continuellement absorbées par le capital industriel et continuellement renaissantes, sont l'une des sources des classes moyennes, celle de la petite-bourgeoisie traditionnelle ; mais l'autre source en est dans la production capitaliste elle-même. Entre le capitaliste à un pôle et le prolétaire à l'autre, l'évolution du capitalisme insère des catégories intermédiaires. Si, au début du capitalisme, un seul homme aidé de quelques contremaîtres pouvait assurer toutes les fonctions du " patron ", vis-à-vis des ouvriers comme des autres capitalistes, la constitution d'unités de production énormes et la complexité technique croissante de la production ont fait éclater ces fonctions, et les ont réparties horizontalement, suivant leur nature, et verticalement, sur des employés salariés. (De même que le développement du mercantilisme a tout transformé en marchandises, même des choses qui ne sont pas des produits du travail humain, la généralisation du capitalisme tend à donner à tout travail la forme de travail salarié, même à celui du capitaliste, du curé ou du poète). En fait il n'est pas toujours facile de distinguer les tâches proprement techniques de celles de surveillance et d'encadrement des ouvriers. Il n'est pas toujours facile non plus de les séparer des tâches découlant des impératifs économiques de la production capitaliste. Aussi ces diverses couches forment une série quasi-continue, tant dans le sens horizontal que hiérarchique, où elles vont de l'aristocratie ouvrière jusqu'à la grande bourgeoisie.

Elles subissent par ailleurs un mouvement dialectique analogue à celui des moyens et petits bourgeois : le développement du capitalisme tend à les refouler dans le prolétariat, par l'élévation du niveau d'instruction moyen et la multiplication des diplômés ; mais au fur et à mesure qu'il repousse certaines catégories dans le prolétariat, il en crée

de nouvelles, de sorte qu'il est vain de s'attendre à l'apparition d'un " fossé économique-social ", d'un vide entre bourgeoisie et prolétariat.

Ce fait, l'existence d'une infinité de catégories intermédiaires qui relie continuellement le plus petit artisan à Krupp et le chômeur noir le plus misérable au P. D. G. de la General Motors, a toujours été utilisé par nos ennemis pour dénier toute réalité au clivage de la société en classes. Mais, nous l'avons déjà dit, pour nous une classe n'est pas une simple catégorie économique-sociale, et ce sont les luttes sociales et politiques elles-mêmes qui démontrent le clivage des classes. Pas plus que la bourgeoisie ou le prolétariat, les classes moyennes ne se laissent définir simplement par leur situation économique et leurs intérêts immédiats. Ceux-ci, toujours partagés, semi-bourgeois et semi-prolétariens, sont d'ailleurs très hétérogènes et divergents. Ce qui fait l'unité des classes moyennes, c'est leur finalité historique, la forme de société qu'elles représentent. Mais cette finalité, ô fatalité, n'est qu'un vain songe ; la forme de société à laquelle aspirent les classes moyennes est une forme irréelle, irréalisable. Autrement dit, ces classes ne représentant pas un mode historique de production, elles ne sont porteuses d'aucune forme sociale.

L'ACTION DE CLASSE DES CLASSES MOYENNES

Cette absence d'une forme sociale propre aux classes moyennes provient du fait que le capitalisme a poussé la socialisation de la production à un point où elle entre en contradiction avec toute forme d'échange, toute forme d'appropriation privée. Sauf si l'on suppose que l'humanité puisse retomber à un stade primitif ou dégénérer, sa survie exige désormais l'instauration du communisme : il n'y a plus d'autre rapport de production possible.

La bourgeoisie, jadis support révolutionnaire du capitalisme, est solidaire du capital, et s'accroche à son existence. Le prolétariat, écrasé par le capital, représente la société future. Les classes moyennes sont entre les deux, à la fois solidaires du capital et écrasées par lui. Elles sont solidaires des fondements du capitalisme, propriété privée, marché, loi de la valeur, vente individuelle des capacités, etc., qui fondent leur existence ; et elles se cabrent contre les conséquences inéluctables du capitalisme, crises, guerres, ruine ou déchéance, dont elles pâtissent.

L'absence de forme sociale réelle propre aux classes moyennes a une double conséquence. Dans les luttes sociales, elles tentent bien de défendre leurs intérêts particuliers, mais sont réduites, quand les choses deviennent sérieuses, à osciller entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cette instabilité de fait est un des caractères les plus stables de ces classes, comme le prolétariat l'a appris depuis plus d'un siècle à ses dépens.

Voici comment Marx caractérisait l'attitude de la petite-bourgeoisie allemande dans la révolution de 1848 :

« La classe des petits-bourgeois et des boutiquiers est extrêmement nombreuse en Allemagne. C'est la conséquence du faible développement des grands capitalistes et des grands industriels dans ce pays. Dans les villes les plus grandes, elle constitue presque la majorité des habitants ; dans les villes de moindre importance, elle prédomine de façon absolue, grâce à l'absence de concurrents plus influents et plus riches. Cette classe, qui est très importante dans tout Etat et dans toute révolution moderne, l'est particulièrement en Allemagne où, au cours des luttes récentes, elle a en général joué un rôle décisif. Sa position intermédiaire entre la classe des capitalistes, des commerçants et des industriels plus puissants, entre la bourgeoisie proprement dite et la classe des prolétaires agricoles ou industriels, détermine son caractère. Elle aspire à la position de la première, mais le plus petit revers de fortune précipite ses membres dans les rangs de la seconde.

« Dans les pays monarchiques et féodaux, la clientèle de la cour et de l'aristocratie est nécessaire à son existence, et la perte de cette clientèle signifierait la ruine d'une grande partie de cette classe. Dans les villes les plus petites, une garnison, un gouvernement cantonal, un triou-nal forment bien souvent la base de sa prospérité. Supprimez-les et vous ruinez les boutiquiers, les tailleurs, les cordonniers, les menuisiers. Eternellement ballottée entre l'espoir de se hisser dans les rangs de la classe la plus riche et la peur d'être réduite à la condition des prolétaires et même des pauvres, elle espère favoriser ses propres intérêts en conquérant une participation à la direction des affaires publiques et elle craint en même temps de provoquer par une opposition intempestive la colère d'un gouvernement dont son existence même dépend puisqu'il a le pouvoir de lui retirer ses meilleurs clients. N'ayant que de maigres ressources et la sécurité de sa propriété étant en raison inverse de leur montant, cette classe est extrêmement vacillante dans ses opinions. Docile et filant doux sous un gouvernement monarchique et féodal fort, elle se tourne vers le libéralisme quand la bourgeoisie est la classe ascendante ; elle est prise de violents accès de libéralisme dès que la bourgeoisie a assuré sa suprématie, mais à peine la classe située au-dessous d'elle, le prolétariat, a-t-elle tenté un mouvement indépendant, elle retombe dans le découragement et dans une répugnante lâcheté » (In " Révolution et contre-révolution en Allemagne ", Londres, septembre 1851 ; I. " L'Allemagne au début de la Révolution ").

Et un peu plus loin :

« Grande par la vantardise, la petite-bourgeoisie est absolument incapable d'action et extrêmement peureuse dès qu'il s'agit de risquer quelque chose. La nature mesquine de ses transactions commerciales et de ses opérations de crédit est particulièrement propre à la priver d'énergie et d'initiative ; c'est pourquoi il faut s'attendre à ce que sa conduite

politique présente les mêmes caractères. Conformément à ceux-ci, la petite-bourgeoisie encouragea la révolution par de grands mots et une exaltation pompeuse de tout ce qu'elle était prête à faire ; elle s'empres-
sa de prendre le pouvoir dès que, absolument contre son gré, la révolution eut éclaté ; mais elle fit usage de ce pouvoir dans le seul but de détruire les effets de l'insurrection elle-même. Partout où un conflit armé a porté à une crise sérieuse, les petits-bourgeois furent terrorisés par la situation dangereuse dans laquelle ils s'étaient inopinément trouvés, terrorisés par le peuple qui avait pris au sérieux leur appel grandilo-
quent aux urnes, terrorisés par le pouvoir qui leur était tombé dans les mains et surtout terrorisés par les conséquences que cela comportait pour eux-mêmes, pour leur position sociale, pour leur propriété, pour la politi-
que dans laquelle ils avaient été contraints de se plonger. On n'attendait tout de même pas d'eux qu'ils risquent " leur vie et leurs biens ", comme ils avaient coutume de dire, pour la cause de l'insurrection ? N'étaient-ils pas contraints de prendre officiellement position et donc, en cas de défai-
te, ne risquaient-ils pas de perdre leur capital ? En cas de victoire, n'étaient-ils pas sûrs d'être chassés de leurs postes et de voir toute leur politique balayée par les prolétaires qui formaient le gros de leurs forces combattantes ?

« Placée de cette façon entre des dangers opposés l'entourant de toutes parts, la petite-bourgeoisie sut exploiter son pouvoir uniquement pour laisser chaque chose suivre son cours ; c'est ainsi que furent tout naturellement gâchées les petites possibilités de succès qui existaient encore et que l'insurrection fut définitivement perdue. Partout la tacti-
que, ou plutôt l'absence de tactique de la petite-bourgeoisie fut la même, et c'est pourquoi les insurrections de mai 1849 eurent le même sort dans toutes les régions d'Allemagne » (" Révolution et contre-révolution en Allemagne ", ch. XVIII).

On lit, de même, dans la Préface de juillet 1874 à « La Guerre des paysans » :

« Quant aux petits-bourgeois artisans et marchands, ils sont toujours restés les mêmes. Ils espèrent grimper jusqu'au niveau de la grande bour-
geoisie et ils craignent de tomber dans le prolétariat. Partagés entre l'espoir et la peur, voilà pourquoi, pendant la lutte, ils sauvèrent leur précieuse peau et pourquoi par la suite ils emboîtèrent le pas au vain-
queur. C'est leur nature. On ne peut absolument pas se fier à eux, sauf quand on est vaincu : alors ils vont de brasserie en brasserie en poussant des cris assourdissants. Parmi eux, ils y a pourtant d'excellents éléments qui s'unissent spontanément aux ouvriers ».

Dans une lettre du 2 octobre 1886 à Laura Lafargue, Engels développe la même position :

« La lutte entre le capitaliste usurier et le capitaliste industriel se déroule au sein de la bourgeoisie elle-même, et bien qu'assurément un certain nombre de petits-bourgeois soient poussés vers nous par la certi-

tude de leur prochaine expropriation de la part des boursiers, nous ne pourrions pourtant jamais espérer les gagner en masse. Ce n'est d'ailleurs pas désirable, car ils apportent avec eux leurs étroits préjugés de classe. En Allemagne, nous n'en avons que trop, et ce sont eux qui forment ce poids mort qui entrave la marche du parti. Ce sera toujours le sort des petits-bourgeois pris dans leur masse, de flotter avec indécision entre les deux grandes classes, les uns devant être écrasés par la centralisation du capital, les autres par la victoire du prolétariat.

« Au jour décisif, ils seront comme d'habitude chancelants, hésitants et impuissants ; ils se laisseront faire, et c'est tout ce que nous demandons. Même s'ils se convertissent à notre point de vue, ils diront : le communisme est naturellement la solution finale, mais elle est lointaine, il faut peut-être cent ans avant qu'elle puisse se réaliser ; en d'autres termes : nous n'avons pas l'intention d'œuvrer à sa réalisation ni pendant notre vie, ni pendant celle de nos enfants. C'est bien ce que nous constatons en Allemagne. »

Le fait est que dans chaque grande crise révolutionnaire — 1848, 1871, 1905 et comme nous verrons plus loin même sous la dictature du prolétariat, après octobre 1917 en Russie, autant qu'avant — on a vu les classes moyennes balancer, pousser le prolétariat en avant pour le laisser ensuite tomber, ou bien le suivre et puis se retourner contre lui, se révolter contre l'Etat bourgeois pour se jeter ensuite dans ses bras par peur du prolétariat.

Mais à cette instabilité pratique caractéristique fait pendant une extraordinaire stabilité politique. Ne représentant aucune forme sociale propre, les classes moyennes tendent quand même vers un type de société, mais une société impossible : coincées entre la bourgeoisie et le prolétariat, elles rêvent de les concilier ; vivant du capital et écrasées par lui, elles rêvent — à la différence de la vraie bourgeoisie, pour qui l'essentiel est que ça roule — d'un capitalisme harmonieux, sans contradictions ni conflits. Voici comment Marx analysait leur politique dans " Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte " :

« Il ne faudrait pas s'imaginer platement que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée ni la lutte des classes évitée. Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité de mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont on le revêt, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. »

Et donc, qui ne touche pas aux fondements du capitalisme.

C'est cet objectif irréalisable, invariable de 1848 à aujourd'hui, de la social-démocratie à la démocratie avancée, qui cimente l'unité de classe de ces catégories plus ou moins homogènes. Les intérêts immédiats des petits paysans et des avocats, des épiciers et des ingénieurs, des maquignons et des universitaires convergent ou s'opposent suivant les circonstances ; les préoccupations quotidiennes de ces couches multiples sont extrêmement différentes et elles se sentent très éloignées les unes des autres. Il n'empêche que de par leur situation bancale leurs aspirations historiques sont les mêmes.

Nous devons ici faire justice d'un préjugé tenace concernant ceux qui participent aux privilèges culturels et à la production intellectuelle de cette société, ceux qui travaillent " avec leur cerveau " avant tout, que ce soit comme ingénieur hydraulicien ou comme critique dramatique, et à qui cette gymnastique assouplirait les méninges, leur facilitant l'abstraction, leur permettant une largeur de vue, une liberté de conception étrangère à leur classe. Notre position à leur égard a été déjà précisée voici près d'un demi-siècle :

« Il nous faut repousser ici une autre objection élevée contre la conception socialiste : c'est cette prétendue antithèse qu'elle établirait entre l'activité manuelle et l'activité intellectuelle, qui s'entrecroisent, se complètent dans la production ; cette prétendue valorisation de la première aux dépens de la seconde ; une exaltation du travail matériel et mécanique par opposition à l'autre.

« En repoussant cette assertion nous ne pouvons cependant assimiler sans autre forme de procès la situation des travailleurs intellectuels à celle des travailleurs de la grande industrie ou des grandes entreprises. Ils remplissent en partie une fonction nécessaire, extrêmement utile, qui devra être réévaluée dans une organisation future soucieuse de développer les forces productives. Et dans cette mesure, les intellectuels devront indubitablement être identifiés au prolétariat dans une organisation socialiste de la production, qui attachera la même importance à tout travail, qu'il soit manuel ou intellectuel, ce dernier se fondant de plus en plus dans l'ensemble harmonieux de l'activité humaine.

« Mais ceci n'empêche pas que l'intelligentsia en arrive, surtout dans certaines catégories, à avoir des intérêts identiques à ceux de la classe dominante. Au bas de l'échelle sociale, nous trouvons tout d'abord des intellectuels qui sont encore des travailleurs purs et simples, quoique un peu mieux payés ; en montant, nous en découvrons d'autres, intéressés au profit du capital ; leur fonction n'est plus seulement de favoriser l'effort productif, mais aussi d'assurer la protection du capitalisme, de surveiller le prolétariat afin que dans son évolution il ne brise pas les liens du système capitaliste bourgeois. Cette dernière fonction doit être dénoncée et combattue par le prolétariat qui, voyant que ces intellectuels sont fondamentalement les défenseurs de la classe capitaliste, devra les traiter sans ménagements en alliés de l'adversaire.

« Dans la mesure où elle remplit une fonction strictement technique, la classe des intellectuels n'est pas destinée à disparaître mais à se fondre dans les rangs du prolétariat enfin émancipé qui, grâce à une nouvelle organisation de la vie économique et intellectuelle, verra l'effort productif devenir toujours plus harmonieux.

« Ce qui pour l'instant sépare de nous l'ensemble de la classe intellectuelle n'est pas seulement ce rôle de garde blanche qu'elle assume, mais également l'influence idéologique qu'exerce sur elle en profondeur la société bourgeoise.

« Cette classe s' imagine en effet être une avant-garde, posséder la clé qui nous ouvrira la voie vers l'avenir. Mais il n'en va pas ainsi. En tant que marxistes, dans la mesure même où nous avons fait la critique radicale de la vision démocratique évolutionniste et progressiste, nous nions formellement que l'unification puisse apparaître d'abord comme phénomène intellectuel, et ensuite comme un fait économique. C'est exactement l'inverse qui se produit. La culture d'une époque, ses idées, ne font que refléter les conditions matérielles de vie et les conditions dans lesquelles s'actualise et se développe la lutte de classes. La théorie la plus avancée ne nous est pas fournie par ceux qui ont pu grappiller l'auguste culture des classes dominantes, mais précisément par la classe sacrifiée, la classe opprimée. Nous retrouvons ainsi ce paradoxe historique que j'aime formuler : c'est que la théorie et la culture de demain se trouvent chez les ignorants, et non chez les savants.

« Par conséquent il faut que nous luttons contre la classe des intellectuels et semi-intellectuels, car c'est elle qui est le plus pénétrée par tout le système culturel de la société actuelle, lequel est un système conservateur, une organisation contre-révolutionnaire. Aussi ne devons-nous pas commettre l'erreur de croire que la catégorie des spécialistes, des techniciens intellectuels, soit poussée par sa seule supériorité spirituelle à venir spontanément à nous, à rejoindre le prolétariat. Nous devons au contraire bien voir que la révolution prolétarienne, si consciente qu'elle soit de la nécessité de collaborer avec les spécialistes, les techniciens de la production et de la science, devra soupeser et étudier le problème que pose cette collaboration, problème d'autant plus tragique que ces groupes s'imaginent constituer une avant-garde, se livrer à une activité autonome, alors qu'en réalité, dans notre société bourgeoise, ils n'ont tous en fait d'ailes qu'un boulet aux pieds. »

Le récent demi-siècle n'a que trop confirmé cette analyse : bien loin de constituer une avant-garde, les intellectuels ont été et demeurent des centres de diffusion des théories petites-bourgeoises ou même directement bourgeoises. L'énergie qu'ils ont consacrée à réviser, falsifier ou contester le marxisme aura été plus meurtrière pour l'humanité que celle des bombes thermo-nucléaires. Car si l'instabilité pratique des classes moyennes dans les moments de crise, leurs oscillations entre bourgeoisie et prolétariat s'avèrent catastrophiques dans les luttes révolutionnaires,

leur rêve invariable de s'élever au-dessus des deux classes en lutte l'est peut-être davantage encore : son influence néfaste s'exerce en permanence sur le mouvement ouvrier. En pénétrant dans les organisations du prolétariat l'idéologie petite-bourgeoise les pourrit de l'intérieur, brisant ou empêchant la constitution du prolétariat en classe.

Il est certain que la possibilité d'une telle influence idéologique repose sur des conditions matérielles déterminées. Ainsi, la survivance du proudhonisme dans le mouvement ouvrier des pays latins, la large audience de l'anarchisme jusqu'à la fin du 19^e siècle tiennent à l'immaturation du développement capitaliste, à l'absence d'un prolétariat nombreux et concentré. De même, le réformisme de la 11^e Internationale reposait sur l'expansion impérialiste de l'Europe qui, dominant et exploitant des continents entiers, pouvait corrompre les couches supérieures de son prolétariat. Quant à l'opportunisme actuel, il découle de la défaite du prolétariat dans les années 20, et persiste grâce à la période de prospérité ouverte par les destructions de la deuxième guerre impérialiste.

Il n'y a cependant pas une relation mécanique et à sens unique entre les conditions matérielles et l'idéologie, mais un rapport dialectique. Les idées, les habitudes, les conceptions, les aspirations sont aussi des forces matérielles ! Produites par les rapports économiques, sociaux et politiques, elles survivent plus ou moins longtemps aux conditions qui leur ont donné naissance, et réagissent sur ces rapports.

Ainsi la victoire physique de la contre-révolution et la domination matérielle écrasante du capital ont causé la destruction de toute position de classe du prolétariat. Sur le plan des idées, la contre-révolution s'est traduite par le ralliement des organisations ouvrières aux positions théoriques, programmatiques et politiques des classes moyennes : l'attachement farouche à la propriété privée (personnelle ou nationale), à l'échange mercantile, à l'individualisme, au démocratisme sous toutes ses formes ; la poursuite désespérée d'un capitalisme harmonieux, où le Progrès, c'est-à-dire l'accumulation du capital, irait de pair avec le Bien-être ; la recherche, déjà cataloguée par Marx, d'un programme de " transformation de la société par voie démocratique ", d'une Démocratie totale, nouvelle, véritable, ouvrière, populaire, universelle, qui transformerait enfin la société... dans le cadre petit-bourgeois (1).

Il n'est que trop vrai que le pacifisme social, l'attachement à l'épargne individuelle et l'avidité à " consommer ", caractéristiques des classes

(1) Deux petites phrases jaillies de la bouche (et du cœur) d'enseignants membres du P.C.F. illustrent cette position. Au cours d'une discussion assez générale, le premier s'est écrié : " Mais vous voulez (!) la guerre civile ! " Quant au second, à l'issue d'une discussion engagée très fraternellement (de sa part) entre " progressistes ", il lâcha : " Si dans votre (!) socialisme, je ne peux pas faire des économies pour m'acheter une voiture, je n'en veux pas ! "

moyennes, ont largement contaminé les couches supérieures du prolétariat des pays impérialistes ; précisément, c'est la destruction de toute conscience et de toute position de classe dans le prolétariat, son adhésion à l'idéologie petite-bourgeoise réalisée par la contre-révolution et entretenue par la domination du capital qui ralentit démesurément le processus révolutionnaire.

PROLETARIAT ET CLASSES MOYENNES

Cette influence délétère des classes moyennes est le premier facteur, le plus important pour déterminer l'attitude que le prolétariat doit adopter à leur égard dans son effort pour se constituer en classe révolutionnaire, c'est-à-dire pour acquérir la vision de ses buts de classe et s'organiser pour leur réalisation. Tous les mythes des classes moyennes sont autant d'obstacles que le prolétariat doit briser sur son chemin, et avant tout celui qui les englobe tous : le mythe démocratique qui prétend fondre les classes dans le " peuple ".

La condition de vie ou de mort du prolétariat en tant que classe est l'affirmation théorique et pratique, programmatique et organisationnelle, de son originalité de classe, du fossé qui sépare son but et sa lutte de ceux de toutes les autres classes. Dès 1848, dans une situation où pourtant la bourgeoisie même avait encore un caractère révolutionnaire, Marx et Engels ont mené ce combat pour la délimitation politique et physique du prolétariat. Cependant, plutôt que les nombreux textes de cette époque, nous citerons ceux qui montrent que, 50 ans plus tard, Lénine a repris exactement le même combat. En 1902, le P.S.D.O.R. était déchiré par une polémique extrêmement violente au sujet de la rédaction du programme du parti. Voici quelques passages de Lénine sur cette question ; nous le citons assez longuement sans craindre d'être fastidieux :

« Il faut **d'abord** (2) absolument se délimiter de tous les autres, mettre à part le seul prolétariat, uniquement et exclusivement, et ensuite déclarer que le prolétariat libérera tout le monde, qu'il appelle tout le monde, qu'il invite tout le monde.

« Je suis d'accord pour cet " ensuite ", mais je réclame auparavant ce " d'abord ".

« Les tourments infernaux de " la masse travailleuse et exploitée " n'ont pas provoqué en Russie le moindre mouvement " populaire " tant qu'une " poignée " d'ouvriers d'usine n'a pas commencé la lutte, la lutte de classe. Et seule cette " poignée " garantit que la lutte sera menée,

(2) C'est Lénine qui souligne.

poursuivie, élargie. C'est précisément en Russie, où les critiques (Boulgakov) accusent les socialistes-révolutionnaires de " paysannophobie ", et où les socialistes-révolutionnaires crient à la nécessité de remplacer la notion de lutte de classes par celle de " lutte de tous les travailleurs et exploités " (Vestnik Rousskoï Revolioutsii, n° 2), c'est précisément en Russie que nous devons d'abord nous délimiter de tous ces forbans en proclamant fermement la seule lutte de classe du seul prolétariat, et ensuite déclarer que nous appelons tout le monde, que nous prendrons tout, que nous ferons tout, que nous élargirons à tout. Mais la commission " élargit ", après avoir oublié de délimiter ! Et on m'accuse d'étroitesse parce que j'exige que cette " délimitation " passe avant l'élargissement ? C'est solliciter les faits, messieurs ! » (Lénine, " Œuvres ", t. 6, p. 71, avril 1902).

« Le projet de programme d'Erfurt contenait ce passage : " Dans cette lutte émancipatrice, la social-démocratie, en tant que défenseur non seulement des salariés, mais encore de tous les exploités et opprimés en général, soutient toutes les revendications, mesures et institutions qui sont propres à améliorer la condition du peuple en général et de la classe ouvrière en particulier ". Engels conseilla positivement de rayer tout ce passage, non sans se moquer du " peuple en général (qui est-ce ?) ". Le conseil d'Engels fut suivi et le passage fut entièrement rejeté ; le paragraphe disant que " l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, parce que toutes les autres classes se placent sur le terrain de la propriété privée des moyens de production et ont comme but commun la conservation des bases de la société actuelle ", ce paragraphe a été adopté sous une forme plus nette que dans le projet primitif, et cela sous l'influence directe d'Engels » (Lénine, " Œuvres ", t. 6, p. 47, février-mars 1902).

« Contre les paragraphes X et XII j'ai une très grave objection de principe : ils présentent de façon tout à fait unilatérale et inexacte l'attitude du prolétariat envers les petits producteurs (car la " masse laborieuse et exploitée " se compose justement du prolétariat et des petits producteurs). Ils contredisent directement les principes fondamentaux du Manifeste Communiste et des Statuts de l'Internationale ainsi que de la plupart des programmes actuels de la social-démocratie, et ils ouvrent toute grande la porte à des malentendus populistes, " critiques " et petits-bourgeois de toute espèce.

« La masse travailleuse et exploitée est de plus en plus mécontente ; c'est exact, seulement il est faux d'identifier et de fondre, comme le fait le texte, le mécontentement du prolétariat et le mécontentement des petits producteurs. Le mécontentement du petit producteur engendre très souvent (et doit inévitablement engendrer, au moins pour beaucoup), le désir de défendre son existence de petit possédant, c'est-à-dire de défendre les bases de l'ordre existant et même de revenir en arrière.

« " ...La lutte s'accroît, et avant tout celle de son représentant avancé, le prolétariat... " Naturellement la lutte du petit producteur

s'accentue aussi. Seulement, sa lutte est bien souvent dirigée contre le prolétariat, car sa situation même de petit producteur oppose nettement et sur beaucoup de points ses intérêts à ceux du prolétariat. D'ailleurs, le prolétariat n'est en aucune façon " le représentant avancé " de la petite bourgeoisie. Il ne peut en être ainsi que quand les petits producteurs se rendent compte qu'ils sont condamnés, quand ils " abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat ". Le représentant avancé du petit producteur contemporain qui n'a pas encore abandonné " son point de vue ", c'est bien souvent l'antisémite et l'agrarien, le nationaliste et le populiste, le social-réformiste et le " critique du marxisme ". Et justement aujourd'hui que " l'accentuation de la lutte " des petits producteurs s'accompagne de " l'accentuation de la lutte " de la " Gironde socialiste " contre la " Montagne ", il convient moins que jamais de confondre toutes les accentuations en une seule.

« " ...La social-démocratie internationale est à la tête du mouvement de libération de la masse travaillante et exploitée... ". Pas du tout. Elle est à la tête uniquement de la classe ouvrière, uniquement du mouvement ouvrier, et si à cette classe adhèrent d'autres éléments, ce ne sont que des éléments, et non des classes. Et ils n'adhèrent entièrement et sans réserve que s'ils " abandonnent leur propre point de vue ".

« " ...Elle organise les forces de combat de cette masse... " Cela aussi est faux. La social-démocratie n'organise nulle part les " forces de combat " des petits producteurs. Elle organise seulement les forces de combat de la classe ouvrière. La formule adoptée dans le projet est d'autant plus malheureuse qu'on vise moins la Russie et qu'on borne l'exposé à une société bourgeoise " développée " (cf. par. V).

« Summa summarum. Le projet parle sous forme affirmative de l'esprit révolutionnaire de la petite bourgeoisie (si elle " soutient " le prolétariat; cela ne signifie-t-il pas qu'elle est révolutionnaire ?) et ne dit pas un mot de son esprit conservateur (et même réactionnaire). C'est une vue absolument incomplète et fautive.

« Nous avons le droit (et le devoir) de noter à la forme affirmative l'esprit conservateur de la petite bourgeoisie. Et c'est seulement au conditionnel que nous pouvons parler de son esprit révolutionnaire. Seule cette formulation répondra exactement à tout l'esprit de la doctrine de Marx. Ainsi le Manifeste Communiste déclare nettement que " de toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire... Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans... ne sont... pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires... Si elles sont révolutionnaires (si !), c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat... elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. ".

« Que l'on ne vienne pas nous dire que pendant le demi-siècle écoulé depuis le Manifeste Communiste les choses ont sensiblement changé. Sous ce rapport, il n'y a rien de changé : les théoriciens l'ont toujours et

constamment reconnu (ainsi, c'est précisément de ce point de vue qu'Engels a réfuté le programme agraire français en 1894. Il expliquait franchement que, tant que le petit paysan n'a pas abandonné son point de vue, il n'est pas des nôtres ; sa place est chez les antisémites, que ceux-là le dégrossissent, et alors, il viendra à nous d'autant plus sûrement qu'il aura davantage été dupé par les partis bourgeois) ; d'ailleurs, l'histoire nous apporte quantité de faits confirmant cette théorie, et ceci jusqu'à nos jours, jusqu'à nos chers amis messieurs les " critiques " » (Lénine, " Œuvres ", t. 6, p. 44-46, février-mars 1902).

Et que l'on ne vienne pas nous dire que pendant les trois-quarts de siècle écoulés depuis 1902, ou les cinquante années écoulées depuis que l'I. C. a réaffirmé ces thèses, les choses ont sensiblement changé. Sous ce rapport, il n'y a rien de changé, même si ingénieurs et experts-comptables ont remplacé en partie les petits paysans et commerçants. Toute la " nouveauté " qu'on peut concéder à ces nouvelles classes moyennes, c'est qu'elles n'aspirent pas à une société pré-capitaliste, et ne sont donc plus " réactionnaires ". Mais elles sont en revanche ultra-conservatrices, parce qu'elles s'identifient au fonctionnement de l'économie capitaliste. Tout comme le petit paysan, les ingénieurs ou les cadres ne peuvent devenir révolutionnaires qu'en abandonnant leur propre point de vue de classe, c'est-à-dire et la défense de leurs privilèges économiques et leur prétention à organiser et gérer " la " production (de capital...) d'après des critères purement " techniques " .

Sous ce rapport, rien ne peut changer, et le prolétariat ne peut former sa conscience et son organisation de classe que par la lutte politique contre les positions des classes moyennes. Cette lutte constitue d'ailleurs la seule chance de gagner les classes moyennes à nos positions. Comme Engels l'expliquait à propos du paysan français, il ne sert à rien de soutenir démagogiquement les revendications réactionnaires ou conservatrices des classes moyennes ni de flatter leurs aspirations. A encourager ainsi leurs illusions et leurs rêves, on peut gagner quelques voix aux élections imminentes, mais on est sûr de perdre toute influence à longue échéance : on ne peut indéfiniment promettre l'impossible. Et, en attendant, on aura dénaturé les positions du communisme, défiguré le parti, désorganisé le prolétariat.

Nous devons dire aux classes moyennes qu'elles sont historiquement condamnées, et que, au lieu de défendre désespérément une position perdue, elles doivent venir sur celle du prolétariat, adhérer à ses luttes et à son but historique. Non que nous nous imaginions les convaincre par nos discours ; mais l'expérience, l'échec de toutes leurs tentatives s'en chargera. Nous savons que, comme l'affirmait Engels, nous ne pouvons pas convaincre et conquérir les classes moyennes tout de suite : au mieux, et à condition d'éviter toute démagogie funeste, on pourra en rallier certaines fractions au prolétariat dans les luttes révolutionnaires ; les autres ne changeront de position que lorsque l'État prolétarien aura bouleversé leurs conditions d'existence.

Nous nous trouvons même à cet égard dans une position plus nette que celle de 1848 en Allemagne ou de 1902 en Russie. Tant que la révolution bourgeoise n'est pas faite, le prolétariat et la petite bourgeoisie ont effectivement des objectifs partiellement communs : la destruction des rapports féodaux, la dissolution de l'économie précapitaliste, le développement démocratique de la lutte des classes, la réforme agraire, etc. Seulement, pour la petite bourgeoisie ces objectifs représentent la fin de la révolution, pour le prolétariat le début. C'est pourquoi l'autonomie politique et organisationnelle du prolétariat était déjà indispensable, malgré la possibilité d'une lutte unitaire pour certains objectifs non spécifiquement prolétariens.

Dans une société bourgeoise développée, par contre, l'unité de lutte ne peut se réaliser que sur les objectifs de classe du prolétariat. Il n'existe plus d'autres objectifs communs, et chaque fois que le prolétariat a perdu son autonomie de classe et accepté de se battre pour les buts des classes moyennes, sa défaite était acquise d'avance, et celle des classes moyennes avec elle. Les classes moyennes devront se rallier aux buts du prolétariat, ou s'y soumettre. Elles devront accepter, de gré ou de force, sa solution de la crise sociale.

« A ce propos, poursuivait Lénine (idem), on a omis dans le projet de mentionner la dictature du prolétariat, qui y figurait primitivement. Si c'est par hasard, par inadvertance, il n'en est pas moins certain que l'idée de " dictature " est incompatible avec l'affirmation d'un appui extérieur accordé au prolétariat. Si nous pouvions affirmer avec certitude que la petite bourgeoisie soutiendra le prolétariat lorsque ce dernier accomplira sa révolution, la révolution prolétarienne, il n'y aurait pas à parler de " dictature ", car alors nous serions assurés d'une majorité si écrasante que nous nous passerions fort bien de dictature (comme cherchent à nous en persuader les " critiques "). La nécessité de la dictature du prolétariat est liée de la façon la plus étroite et la plus indissoluble à la thèse du Manifeste Communiste selon laquelle le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. »

DICTIONNAIRE DU PROLETARIAT ET CLASSES MOYENNES

Si le prolétariat tend à renverser la domination bourgeoise, à détruire l'appareil de l'Etat capitaliste et à s'ériger en classe dominante de la société, ce n'est pas pour " avoir son tour " et perpétuer à son profit des rapports d'exploitation. Cette révolution politique n'est que le prélude, la condition nécessaire d'une révolution sociale, de la destruction des rapports de production capitalistes, qui reproduisent la division sociale du travail et les classes antagonistes.

Or cette révolution sociale se heurtera fatalement à la résistance de la bourgeoisie et des classes moyennes, non seulement parce qu'elle

supprimera leurs privilèges de classes et de catégories, mais aussi parce qu'elle ira à l'encontre de toutes leurs habitudes de pensée.

Dans " Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets " (mars-avril 1918), Lénine caractérise bien leur attitude avant et même après la prise du pouvoir par le prolétariat :

« Dans un pays où les petits propriétaires sont l'immense majorité par rapport à la population purement prolétarienne, la différence entre le révolutionnaire prolétarien et le révolutionnaire petit-bourgeois ne pourra manquer de se manifester, et par moments, avec une violence extrême. Le révolutionnaire petit-bourgeois hésite et chancelle à chaque tournants des événements ; il passe du fougueux élan révolutionnaire de mars 1917 à la glorification de la " coalition " en mai, à la haine à l'égard des bolchéviks (à moins qu'il ne déplore leur " esprit d'aventure ") en juillet, ces mêmes bolchéviks dont il s'écartera peureusement en octobre pour les soutenir en décembre ; enfin en mars et en avril 1918, les hommes de ce type, le plus souvent, froncent le nez avec dédain en disant : " Je ne suis pas de ceux qui chantent des hymnes au travail " organique, au praticisme et à l'action faite par degrés (3).

« L'origine sociale de ce type d'hommes, c'est le petit patron exaspéré par les horreurs de la guerre, la ruine subite, les souffrances inouïes de la famine et de la désorganisation économique ; cherchant une issue, une voie de salut, il s'agite hystériquement, balançant entre la confiance envers le prolétariat et le soutien de ce dernier et, d'autre part, des accès de désespoir. Il faut bien comprendre que sur cette base, il est impossible de construire le socialisme. Seule peut diriger les masses laborieuses et exploitées une classe qui suit son chemin sans hésiter, sans se décourager, sans tomber dans le désespoir aux tournants les plus difficiles, les plus durs, les plus dangereux. Nous n'avons pas besoin des élans hystériques. Ce qu'il nous faut, c'est la marche cadencée des bataillons de fer du prolétariat. »

Après la grave émeute de Cronstadt, il donnera dans " L'Impôt en nature " (21 avril 1921), cette analyse de l'attitude de complicité de la petite-bourgeoisie à l'égard de la réaction bourgeoise :

« Le plus caractéristique dans les événements de Cronstadt, ce sont justement les oscillations propres à l'élément petit-bourgeois. Très peu de choses concrètes, précises, définies. Des mots d'ordre vagues : liberté, liberté du commerce, affranchissement, Soviets sans bolcheviks, ou renou-

(3) En mars et en avril 1918, Lénine met l'accent sur les tâches de reconstruction de l'économie russe délabrée : « Jusqu'ici, ce qui figurait au premier plan, c'étaient les mesures visant directement à exproprier les expropriateurs. Aujourd'hui, ce qui se trouve au premier plan, c'est l'organisation du recensement et du contrôle dans les entreprises où les capitalistes sont déjà expropriés, comme aussi dans toutes les autres ». Les paroles que Lénine prête au révolutionnaire petit-bourgeois attestent que cette définition des tâches immédiates du pouvoir des soviets lui paraît manquer par trop de panache et de romantisme " révolutionnaires " !

vement des Soviets, ou suppression de la " dictature du parti ", etc... Menchéviks et socialistes-révolutionnaires déclarent que le mouvement de Cronstadt est " leur " mouvement... Toute la garde blanche se mobilise " pour Cronstadt " aussitôt, avec une rapidité radio-télégraphique. Les spécialistes militaires blancs à Cronstadt... dressent un plan de débarquement des troupes à Oranienburg, plan qui effraye la masse hésitante des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et des sans-parti... Les grosses banques, les manitous du capital financier ouvrent des souscriptions pour soutenir Cronstadt. Le cadet Milioukov, ce chef intelligent de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, explique patiemment... qu'il n'est pas nécessaire de se hâter avec la Constituante, que l'on peut et que l'on doit se prononcer pour le pouvoir des Soviets seulement sans bolckéviks.

« Certes il n'est pas difficile d'être plus intelligent que ces nigauds épris d'eux-mêmes que sont les paladins de la phrase petite-bourgeoise ou les chevaliers du réformisme petit-bourgeois maquillés en " marxisme ". Le chef politique de la grosse bourgeoisie se montre plus clairvoyant de par sa situation de classe, il comprend la nature de classe des événements mieux que les chefs de la petite-bourgeoisie... Car la bourgeoisie est effectivement une force de classe qui, en régime capitaliste, domine inévitablement (...), tandis que la petite-bourgeoisie — c'est-à-dire tous les héros de la II^e Internationale et de l'Internationale " deux et demie " — ne peut être, par son essence économique, rien d'autre que l'expression de l'impuissance de classe. De là ses hésitations, sa phraséologie, sa débilité. En 1789, les petits-bourgeois pouvaient encore être de grands révolutionnaires ; en 1848, ils étaient ridicules et pitoyables ; en 1917-1921, ils sont des auxiliaires répugnants de la réaction. »

Comme le notait Trotsky dans son « Terrorisme et Communisme » : « En se survivant, la démocratie ne résout aucun problème, ne guérit aucune blessure, ne prévient ni les insurrections de la droite ni celles de la gauche : elle est impuissante, mensongère et ne sert qu'à tromper les couches arriérées de la population et notamment la petite-bourgeoisie ». Pourtant, les classes moyennes, telles que les représentait à l'époque Kautsky et que continuent à les représenter les pseudo-socialistes et communistes d'aujourd'hui, lui restent fanatiquement attachées parce qu'elles ne peuvent admettre aucune « violence exercée par une minorité contre la majorité ».

Pas plus aujourd'hui qu'hier elles ne peuvent admettre la thèse communiste ainsi formulée par Trotsky : « La dictature est indispensable » parce qu'il s'agit non de changement d'un caractère privé, mais de l'existence même de la bourgeoisie. Sur cette base nul accord n'est possible. La force seule peut décider. Le pouvoir unique du prolétariat n'exclut naturellement pas la possibilité d'accords partiels ou de grandes concessions, surtout à l'égard de la petite-bourgeoisie et de la classe paysanne. Mais le prolétariat ne peut conclure ces accords qu'après s'être emparé du pouvoir et s'être assuré la possibilité de

» décider librement des concessions à faire ou à refuser dans l'intérêt de « la cause socialiste ». C'est précisément de cette « liberté de décision du prolétariat » que les classes moyennes ne veulent à aucun prix, parce qu'elle abolit leur propre « liberté » de persister dans leurs vieilles habitudes, aussi bien dans le domaine politique que social et économique.

Non seulement donc elles ne peuvent accepter de bon gré les mesures politiques de la dictature, c'est-à-dire la centralisation sur le plan militaire et administratif, l'usage de la terreur dans tous les cas où cela est nécessaire pour briser les résistances à la transformation socialiste, mais il suffit de lire ou d'entendre développer n'importe quel programme économique-social petit-bourgeois, qu'il soit fasciste ou gauchiste, en passant par le P.C.F. ou le P.S.U., pour saisir qu'elles ne peuvent pas davantage accepter les mesures économique-sociales de la révolution socialiste moderne. Il est facile de prévoir comment tous ces gens réagiront quand on donnera un coup d'arrêt à l'accumulation (leur chère " expansion " !) et à la production effrénée (de... voitures, par exemple !) ; quand on bloquera toute construction urbaine en attendant la démolition des villes ; quand on supprimera toute autonomie des entreprises (seraient-elles " autogérées " !) ; quand on contrôlera centralement la production et la consommation, de façon à abolir la circulation mercantile et l'argent ; quand enfin on interdira certaines activités (inutiles ou nuisibles) et obligera tout le monde à travailler dans les secteurs utiles.

Toutes ces mesures sembleront autant de « sauts dans le néant » aux gens qui considèrent les catégories du capitalisme comme naturelles et éternelles, et n'imaginent pas de vie sociale en dehors d'elles.

Même si ces classes sont préparées aux mesures que prendra la dictature du prolétariat par les convulsions qui auront précédé la prise du pouvoir (car comme dit Trotsky, la révolution survient quand toutes les autres solutions ont fait faillite), et même quand le pouvoir politique sera dominant à l'échelle mondiale, il faudra imposer à la bourgeoisie et aux classes moyennes le bouleversement de tous les rapports de production. La nécessité de la dictature du prolétariat vient de l'impossibilité de passer du jour au lendemain du capitalisme au communisme. Durant la longue période de transition où tous les rapports sociaux se modifieront en permanence, la dictature prolétarienne brisera l'inévitable opposition des autres classes ; elle brisera leur inertie historique, leurs aspirations illusoire, et cette force de l'habitude qui, disait Lénine, est chez des millions d'hommes une force terrible.

Il est certain que le rythme de ses transformations dépend avant tout des exigences de la révolution mondiale, du rapport des forces entre classes à l'échelle internationale, et en second lieu des conditions économiques et politiques locales. N'espérant pas réaliser le communisme en un jour, le prolétariat une fois au pouvoir peut faire preuve du plus grand « réalisme » et adapter le rythme d'évolution aux conditions réelles. Ainsi, comme le rappelle une de nos citations, nous ne comptons pas éliminer en huit jours le petit paysan, là où il subsiste encore. Ainsi

le prolétariat au pouvoir en Russie a accepté de développer l'économie mercantile, seule possibilité, étant donné les conditions locales en 1920, de tirer la production du néant. Par contre, lorsque le prolétariat prendra le pouvoir aux Etats-Unis, il pourra sans doute y supprimer l'argent sans grands délais.

La socialisation des forces productives par le capitalisme lui-même y est suffisamment poussée pour qu'on puisse rapidement substituer le mode de répartition socialiste au mode mercantile et monétaire, et l'appareil productif de ce pays est tellement pléthorique que même des destructions importantes au cours de la guerre civile laisseront subsister suffisamment de forces productives pour qu'on puisse satisfaire les besoins rationalisés de la population et éviter le retour de tout l'ordre ancien à la faveur de la pénurie générale. Cette mesure facilitera en outre la lutte contre le banditisme et les trafics en tout genre où se manifeste le génie du petit bourgeois, particulièrement en période de crise de la production industrielle.

Car il est certain que les classes moyennes tenteront de se soustraire, aussi bien à l'obligation de travailler, qu'à l'orientation de l'activité productive. Nous avons ici l'expérience de la révolution d'Octobre, tant en ce qui concerne l'attitude pratique de ces catégories, que la théorisation de leur attitude : les menchéviks, soutenus par Kautsky, ont mené campagne contre le travail obligatoire et planifié, pour faire l'apologie du « travail libre ». Dans " Terrorisme et Communisme ", Trotsky leur répond, davantage sur le plan des principes que de la pratique, car en 1920 l'Etat prolétarien n'était guère en mesure d'organiser la production.

Il explique que, après des siècles d'exploitation, le travail apparaît comme une « triste obligation » et que le fin du fin est de s'y soustraire. Cette habitude sociale ne changera que lorsque les conditions du travail elles-mêmes auront complètement changé et que l'activité productive sera devenue, suivant l'expression de Marx, le premier besoin de l'homme. En attendant, il faut contraindre au travail les divisions rétives. Trotsky rappelle qu'en réalité (quitté l'arbre à pain édenique !), toutes les formes de production ont forcé à travailler, et que si aujourd'hui la contrainte économique et l'habitude suffisent généralement pour que l'ouvrier aille « librement » à l'usine, le capitalisme naissant a usé de violence ouverte pour l'y obliger : dans l'Angleterre du 16^e siècle, des dizaines de milliers de vagabonds ont été pendus le long des routes pour montrer le droit chemin à leurs frères. (Et si le capitalisme sénile de notre époque n'use plus de tels moyens envers les hippies qui gagnent l'Ouest, par exemple, ce n'est pas parce qu'il s'est humanisé avec l'âge, mais parce que loin de chercher des bras, il demande, surtout en Amérique, qu'à se débarrasser de ses chômeurs aux moindres frais... Aussi longtemps, en tout cas, que ce parasitisme pacifique ne le met pas en danger !)

Allant « librement » au travail, l'ouvrier va aussi « librement » là où le capital a besoin de lui ; mû par son libre-arbitre, il se précipite de

Brest à Düsseldorf, il franchit même clandestinement les frontières, se faisant rouler par les passeurs et canarder par les gardes-frontières, s'exilant « librement » du Portugal ou du Mali à Paris, de Turquie ou de Yougoslavie à Hambourg, attiré ou refoulé par les fluctuations du marché. Le « travail libre », dit Trotsky, c'est celui qui est soumis au capital et à l'anarchie du marché. Au contraire, abolir l'anarchie de la production capitaliste, organiser « globalement » la production d'après les besoins sociaux, implique qu'on planifie la répartition des producteurs. Pour effacer la différence entre villes et campagnes, c'est-à-dire détruire les villes (cf. Engels), il faudra sûrement, par exemple, inverser autoritairement le courant actuel d'urbanisation de la population.

D'ailleurs on aurait tort de croire qu'une distribution planifiée et « autoritaire » des producteurs signifie qu'une contrainte physique s'exerce constamment sur tous les travailleurs ; loin de là. Dans la révolution, le prolétariat se hausse au niveau de ses tâches historiques, comprend les nécessités de la lutte et des transformations sociales, et y adhère spontanément : dans la révolution, des couches de plus en plus larges du prolétariat suivent son organe de direction historique ; le prolétariat se discipline par rapport à son parti. Et les autres classes devront se soumettre à cette discipline, de gré ou de force. Nous pouvons et devons prévoir que, plus on s'éloigne du prolétariat industriel, moins cette adhésion et cette discipline seront spontanées ou faciles à obtenir, et que le pouvoir dictatorial devra montrer sa force et sa résolution.

Kautsky raillait les bolcheviks, parce qu'ils commencèrent par écraser et brutaliser les spécialistes techniques et militaires, pour les inviter ensuite à travailler pour les Soviets, leur offrant même des avantages matériels appréciables. Trotsky explique qu'il n'y avait là aucune « conséquence », et que c'est bien ainsi que l'Etat prolétarien doit traiter les cadres, ingénieurs, savants, et autres représentants des classes moyennes : il faut avant tout leur inspirer une saine terreur afin qu'ils cessent (ou n'osent pas commencer) de s'opposer aux mesures du prolétariat, pour qu'ils renoncent à mettre en avant leurs programmes et à défendre leur perspective conservatrice ou contre-révolutionnaire ; mais une fois que ces catégories sont politiquement matées, renoncent à une « restauration » et acceptent la domination et la direction du prolétariat, on cherche à les intégrer à la production sociale, en leur accordant, si besoin est, des avantages économiques provisoires, tout en les soumettant au contrôle du parti prolétarien. Car ni le ralliement, ni la neutralité ou l'hostilité de ces catégories ne peuvent être considérées comme des données invariables : leur attitude dépend de l'évolution de la situation. C'est d'ailleurs là une des raisons qui rendent parfaitement vaine la recherche d'une limite socio-économique entre prolétariat et classes moyennes.

Mais attention ! L'absence d'une limite de ce genre ne veut pas dire qu'il n'y a pas de limite du tout ! Kautsky critiquait l'Etat prolétarien fondé sur des soviets qui privaient les bourgeois de tout droit politique. Où donc, ironisait-il, où donc se trouve la limite entre ouvriers et

bourgeois ou ouvriers et petits-bourgeois ? Qui a le droit d'être représenté au soviét, et qui non ? Et de prôner, bien sûr, la démocratie généralisée, les beautés du suffrage universel, établi même, si on y tenait, sur la base des catégories sociales. (C'est ainsi, d'ailleurs, que les centristes ont réussi en Allemagne à transformer les Conseils ouvriers en annexes du Parlement). Trotsky lui répond de façon magistrale : il n'y a pas de frontière socio-économique entre les classes, tout le monde le sait ; qu'on en infère qu'il n'existe vraiment aucune limite entre les classes, et la lutte des classes elle-même devient un non-sens, une impossibilité : nous entrons au royaume des cieux du philistin petit-bourgeois.

Or, cette limite existe ; seulement, elle est politique. Estompée dans les périodes de paix sociale, elle saute aux yeux dans les périodes de luttes, lorsque les forces sociales se clivent, s'alignent et s'affrontent. Si le docte sociologue n'arrive pas à trouver la limite entre le bourgeois et le prolétaire, la révolution communiste la trouve très vite : le prolétariat est pour, la bourgeoisie contre ; lui organise son Etat sur la base des soviets, elle en est exclue.

Restent les classes intermédiaires. Eh bien ! dit Trotsky, la place qu'elles auront dans l'Etat dépend de leur attitude. Qu'au cours de la révolution leurs couches les plus avancées adhèrent au programme politique et social de la révolution prolétarienne, et elles entrent dans les soviets ; mais si, dans une phase de repli révolutionnaire, elles se désolidarisent de nous, nous les en excluons. Les soviets ne peuvent pas être régis par une « loi constitutionnelle » rigide, car ils sont l'organisation étatique du prolétariat dans une période où tous les rapports sociaux et les catégories sociales se modifient constamment ; le « droit » d'y participer ne découle d'aucun critère démocratique ou économique-juridique, mais du seul alignement politique des classes ; selon les hauts et les bas de la lutte la base des soviets peut donc s'élargir, mais parfois se rétrécir.

Ce Trotsky de 1920 opposait très justement aux « informes parlements ouvriers » qu'étaient à l'origine les Soviets le solide appareil de domination du prolétariat qu'ils purent devenir uniquement grâce à la dictature communiste, du moins tant que le bolchevisme resta vivant. Il ne lui serait, pas plus qu'à nous, venu à l'idée de reconnaître des « droits » à une minorité contre-révolutionnaire ! Malheureusement, le triomphe de la contre-révolution lui a fait perdre cette claire vision marxiste ; victime de l'illusion constitutionnaliste, il a cru que le respect d'un formalisme démocratique dans les soviets aurait pu freiner ou bloquer la contre-révolution. En 1938, il a rejoint la position kautskyste, en réclamant dans le " Programme de Transition " une « constitution soviétique », où tous les partis dits « ouvriers » auraient le « droit » d'exister et de s'exprimer, où les minorités et oppositions auraient un « statut légal » au sein des Soviets, qui, de la sorte, deviendraient d'honnêtes parlements démocratiques d'ouvriers.

Nous ne mettons évidemment pas Trotsky dans le même sac que

Kautsky ! S'il recula politiquement sous la pression de la contre-révolution qui finit par l'assassiner, il a été un des grands dirigeants et porte-parole théoriques de la révolution triomphante. Tandis que Kautsky fut, après avoir été celui de la II^e Internationale, le chef de file et le théoricien de la force qui a brisé la révolution de 1918-19 en Allemagne, provoquant la défaite de la révolution en Russie. Les gens qui, aujourd'hui, se réclament du Trotsky de 1938, du vaincu devenu « trotskyste », feraient bien de lire le Trotsky de 1920 qui écrivit " Terrorisme et Communisme ". Celui-là était simplement marxiste. Dans ces pages de feu, exemplaires, il a mis en évidence la pierre de touche de la dictature du prolétariat : le contenu révolutionnaire qui donne leur sens à toutes les actions et organisations de classe. C'est ce contenu, et non de stupides questions institutionnelles, qui distingue la dictature et la terreur rouges de la contre-révolution stalinienne, laquelle a d'ailleurs admirablement joué le jeu démocratique. Afin d'écraser la vieille garde bolchévique, on fit entrer en foule dans les soviets et jusque dans le parti de « larges masses » qui, enthousiasmées par les acquis bourgeois de la révolution, ou épuisées et démoralisées, étaient d'accord pour liquider les aspects prolétariens ; il n'y avait plus qu'à voter.

La révolution procède juste à l'inverse : seules les catégories qui adhèrent pleinement au programme et aux tâches de la révolution forment l'armature de l'État dictatorial, sous la direction du Parti. Elles imposent la destruction du capitalisme aux autres classes, neutralisées ou soumises, et qui n'ont droit à une vie politique que si elles suivent l'avant-garde révolutionnaire.

LES TACHES DU PARTI

Nous sommes encore loin d'une situation révolutionnaire ; mais notre travail d'aujourd'hui est inséparable de nos tâches de demain, qui découlent de l'alternative capitalisme ou communisme, du duel historique entre la bourgeoisie et le prolétariat. Que telle soit l'alternative historique, la seule de notre ère, n'implique pas que la bourgeoisie et le prolétariat se trouvent seuls aux prises. Mais cela signifie que les autres classes n'ont pas d'objectif propre réalisable, et que par conséquent leur agitation, leurs actions et leurs luttes les plus violentes ne peuvent finalement que confluer avec le combat de l'une des deux classes fondamentales ; même si elles croient se battre pour leur propre compte, objectivement leur lutte finit par favoriser l'un ou l'autre des deux protagonistes.

Il est évident que la révolution est un processus complexe, comportant l'explosion de tous les antagonismes sociaux, la mise en mouvement de toutes les classes, sur des positions souvent confuses et fluctuantes. Dans une discussion à propos de l'insurrection irlandaise de 1916, où il

prend à partie ceux qui la qualifiaient de « putsch », Lénine insiste sur ce point (" Œuvres ", t. 22, p. 381) :

« Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc..., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : " Nous sommes pour le socialisme ", et qu'une autre, en un autre lieu, dira : " Nous sommes pour l'impérialisme ", et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de « putsch » l'insurrection irlandaise.

« Quiconque attend une révolution sociale " pure " ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.

« La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par toutes les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. Objectivement, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête.

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible — et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne " s'épurera " pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises. »

Il insiste tout autant sur le fait que la révolution ne tombe pas subitement d'un ciel serein, mais est l'aboutissement d'une série de batailles de plus en plus violentes, pour des enjeux toujours plus clairs. Rosa Luxembourg, déjà, s'était élevé contre ceux qui attendaient soi-disant

“ la ” bataille pour laquelle il fallait être fin prêt et dénonçait comme autant de “ provocations ” toutes les attaques partielles, forcément repoussées, qui seules pouvaient mener à la révolution. Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

« Le malheur des Irlandais est qu'ils se sont insurgés dans un moment inopportun, alors que l'insurrection du prolétariat européen n'était pas encore mûre. Le capitalisme n'est pas harmonieusement agencé au point que les diverses sources d'insurrection puissent fusionner d'elles-mêmes et d'un seul coup, sans échecs et sans défaites. Au contraire, c'est précisément la diversité de temps, de forme et de lieu des insurrections qui est le plus sûr garant de l'ampleur et de la profondeur du mouvement général ; ce n'est que par l'expérience acquise au cours des mouvements révolutionnaires inopportuns, isolés, fragmentaires et voués de ce fait à l'échec, que les masses acquerront de la pratique, s'instruiront, rassembleront leurs forces, reconnaîtront leurs véritables chefs, les prolétaires socialistes, et prépareront ainsi l'offensive générale, de même que les grèves isolées, les manifestations dans les villes ou de caractère national, les mutineries dans l'armée, les soulèvements paysans, etc., avaient préparé l'assaut général de 1905. » (idem).

Mais pour que les différentes insurrections puissent converger, pour que les luttes partielles confluent en un raz de marée général, pour que les batailles menées par toutes les catégories mécontentes puissent être unies et orientées par le prolétariat, et aboutir à la conquête du pouvoir et à l'instauration de la dictature prolétarienne, il y a une condition sine qua non : l'existence d'un mouvement de classe du prolétariat, exclusif, puissant et décidé. Alors, et alors seulement, le mécontentement, la misère et les insurrections des classes moyennes peuvent être utiles.

En l'absence d'un tel mouvement, les luttes les plus violentes de ces catégories ne mènent nulle part... dans le meilleur des cas ; dans le pire (et le plus fréquent), à un renforcement de la dictature bourgeoise. Car une situation de crise violente de la société ne saurait se prolonger. Si le prolétariat n'arrive pas à la résoudre en s'emparant du pouvoir et en exerçant sa dictature, c'est la bourgeoisie qui le fait. Les classes moyennes retombent alors complètement sous la coupe du grand capital, même et surtout quand elles croient que leur règne est arrivé, et fournissent les troupes de choc de la contre-révolution (fasciste ou démocratique). 1848 en France a été le premier exemple du genre, reproduit à plus grande échelle en Europe centrale et en Italie dans les années 1920-1930.

Est-ce à dire que vue l'absence actuelle d'un mouvement de classe du prolétariat, il faut prêcher le calme et la patience aux classes moyennes ? Evidemment non ! Mais si, de la part de révolutionnaires, ce serait de l'infantilisme que d'exhorter à la sagesse les catégories petites-bourgeoises aiguillonnées par leur situation, sous prétexte que le prolétariat est “ en retard ”, ces appels au calme et à “ l'ordre ” (lequel ?) sont

d'un cynisme infâme lorsqu'ils émanent de ceux-là mêmes qui ont détruit le mouvement de classe prolétarien et s'efforcent méthodiquement d'empêcher sa renaissance : les partis opportunistes.

Plus nocive encore est l'attitude de ceux qui, saisis d'impatience révolutionnaire et déçus par la passivité actuelle du prolétariat, se précipitent sur n'importe quelle lutte, de n'importe qui, pour n'importe quel objectif, prétendant y découvrir une nouvelle voie ou au moins une étape dans " l'escalade " révolutionnaire, et qui, sacrifiant allègrement le programme du prolétariat à l'indiscipline sociale et à l'agitation des classes moyennes, savent eux aussi la reconstruction du mouvement de classe. Escamotant les limites de cette indiscipline, profitant du fait qu'elle s'oppose à l'ordre bourgeois, ils imposent au prolétariat le même programme petit-bourgeois que l'opportunisme officiel. Des " gauchistes " au P.C.F., du P.S.U. à la " Cause du peuple ", le contenu, comme disait Marx, reste le même ; il s'exprime seulement avec plus ou moins de violence.

Notre rôle à nous, avant-garde du prolétariat dans une situation historique extrêmement défavorable, n'est pas de réprouber la rébellion et les luttes des classes moyennes, mais encore moins de les exalter et de les suivre ! Ou de les ignorer. Il est de nous servir de ces luttes, des difficultés qu'elles créent à l'Etat bourgeois comme à son opposition, des troubles et des fissures qu'elles provoquent dans l'encadrement idéologique, politique et physique de la société capitaliste, pour y répandre et y faire pénétrer le programme communiste.

Au bout d'un demi-siècle de contre-révolution, de liquidation totale des positions de classe par une Internationale et des Partis dégénérés conjuguée à 25 ans d'expansion et de prospérité capitaliste, le prolétariat est politiquement absent de la scène historique. S'il recommence sporadiquement à lutter sur ses positions de classe, c'est, pour le moment, sur un terrain strictement économique, pour se défendre contre l'extorsion croissante de plus-value, absolue ou relative ; mais de cette résistance élémentaire à sa résurrection politique, il y a encore loin. Car le mouvement petit-bourgeois parvient et parviendra encore durant un certain temps à " coiffer " ces luttes rudimentaires pour l'augmentation de salaire et la diminution de la journée de travail avec l'encombrant assemblage de ses objectifs démocratico-réformistes, à marquer de son sceau toutes les luttes politiques.

Il y réussit d'autant mieux que certaines catégories petites-bourgeoises sont parfois touchées avant, et plus durement que les ouvriers, par les secousses du capitalisme, et que, moins solidement " encadrées " que les prolétaires et n'ayant pas à craindre d'être débordées par eux, elles osent se lancer dans la lutte violente.

Cette inversion provisoire des rôles était inévitable et prévisible ; elle n'a pas de quoi nous surprendre ni nous démoraliser. Nous relevons au contraire l'aspect positif de ces éruptions, perturbatrices et indicatrices de la crise. Mais nous devons critiquer et combattre sans relâche les

objectifs, l'idéologie et les illusions des mouvements petits-bourgeois, pour leur opposer, non un " économisme " sans issue, mais la politique prolétarienne, le programme communiste.

« Il faut d'abord absolument se délimiter de tous les autres ». disait Lénine. Pourquoi ? Pour arriver à la victoire. Et il ne faut pas le faire à la manière jésuite des trotskystes, qui croient qu'il suffit de s'être " délimité " une fois pour toutes en son for intérieur pour pouvoir se mélanger impunément avec n'importe qui, en gardant tout juste une autonomie formelle. Encore une fois, cette délimitation porte sur le contenu, et elle doit se faire constamment, dans toutes les actions de tous les jours. C'est seulement ainsi que le prolétariat pourra briser le carcan opportuniste.

Le rôle du Parti, c'est d'aider le prolétariat à s'éduquer à travers ses luttes, à se préparer à la révolution et à s'organiser pour l'accomplissement de ses tâches. Pour cela il doit constamment affirmer l'originalité du prolétariat, de sa doctrine de l'histoire, de son but historique, de ses voies et moyens de lutte. Il doit constamment avertir le prolétariat, lui annoncer quels problèmes il devra affronter — ils vont de la plus simple grève à la dictature et la destruction du capitalisme, — les fausses solutions que l'opportunisme tentera de lui imposer, et la façon communiste de les résoudre, à laquelle il sera obligatoirement poussé. C'est parce que et dans la mesure où l'expérience de leurs luttes confirmera nécessairement ces prévisions et ces mises en garde que les prolétaires se rangeront sur les positions de classes défendues par le Parti, suivront les directives du Parti et s'organiseront autour de lui.

Cette lutte pour s'élever à la hauteur de sa tâche historique, le prolétariat doit la mener avant tout contre l'influence des classes moyennes. Mais elle est aussi le seul moyen de préparer ces classes à la révolution communiste. Si " les communistes dédaignent de cacher leurs buts ",, s'ils ne cachent rien, s'ils disent la vérité, rien que la vérité, toute la vérité, c'est parce qu'elle est leur meilleure arme.

Aux classes moyennes aussi nous annonçons ce que l'avenir leur réserve, la vanité de leurs aspirations, les mesures que le prolétariat devra prendre, avec ou sans leur agrément. Non que nous cherchions à les " convertir " au communisme, à les " convaincre " de renoncer à leur position, mais parce qu'elles se joindront ou se soumettront d'autant plus facilement au prolétariat que l'expérience leur aura enseigné la sûreté de ses prévisions et la sincérité de ses propos.

Il serait absurde d'espérer un ralliement massif des classes moyennes au communisme ; il est criminel d'en faire « dépendre » la révolution. Nous nous estimerons déjà satisfaits si certaines fractions de ces classes se battent avec nous, si d'autres s'abstiennent de se battre contre nous. Leur grande masse devra subir la révolution sans comprendre ; il faudra que la dictature du prolétariat conquière nettement l'avantage sur la bourgeoisie non seulement nationale, mais internationale, pour que leur attitude pratique à son égard — sinon leur idéologie — change.

Le 27 novembre 1918, à une réunion des militants du Parti de Moscou, Lénine, notant un tel changement d'attitude pratique des classes moyennes à l'égard du bolchevisme, concluait : « Désormais, bien que la démocratie petite-bourgeoise continue toujours à osciller, ses illusions sont ébranlées. Lorsqu'il nous arrive d'entendre un groupe de démocrates petits-bourgeois qui déclare vouloir être neutre à l'égard du pouvoir des Soviets, nous devons dire : la « neutralité » et les relations de bon voisinage, c'est un vieux bric à brac qui ne vaut rien du point de vue du communisme. Nous avons toujours envisagé les choses de cette façon et n'avons jamais espéré que ces éléments petits-bourgeois deviendraient des communistes. Mais les propositions pratiques, nous devons les examiner. Nous nous réservons le pouvoir d'Etat seulement pour nous (...) Si vous êtes véritablement d'accord pour vivre dans des rapports de bon voisinage avec nous, alors messieurs les coopérateurs et les intellectuels, prenez la peine de remplir telles ou telles tâches. Si vous ne le faites pas, vous serez nos ennemis et nous lutterons contre vous. Mais si vous exécutez ces tâches cela sera plus que suffisant pour nous. Notre soutien est solide. Nous n'avons jamais douté de votre manque de fermeté. Mais que nous ayons besoin de vous nous ne le nions pas... Nous édifions le pouvoir avec les éléments que nous a légués le capitalisme. Nous ne pouvons pas édifier le pouvoir si l'héritage de la culture capitaliste n'est pas utilisé. Aujourd'hui, nous pouvons agir à l'égard de la petite-bourgeoisie comme à l'égard d'un bon voisin placé sous le contrôle rigoureux du pouvoir de l'Etat. En cette matière, le prolétariat conscient doit comprendre que dominer ne signifie pas qu'il accomplira lui-même toute cette œuvre. »

Dans une révolution socialiste pure, une révolution prolétarienne moderne, le rapport des forces entre prolétariat et classes moyennes sera infiniment plus favorable au premier que dans la Russie de 1918. Pourtant, comme alors, « entre la bourgeoisie et le prolétariat, il existe (ra) une quantité de degrés intermédiaires », que le prolétariat devra dominer, sans s'imaginer toutefois qu'il « accomplira lui-même toute l'œuvre ». Mais encore une fois, notre seule chance de les rallier ou de les neutraliser après comme avant la prise du pouvoir sera de leur dire la vérité. Les flatter, encourager leurs illusions à un moment quelconque de la lutte reviendrait à les jeter dans les bras du grand capital. Aujourd'hui, c'est donc un seul et même travail que de restituer le programme communiste au prolétariat (c'est-à-dire faire ce qui relève de nous pour reconstituer un Parti au sens entier du terme), de préparer le prolétariat à la révolution et d'y préparer les autres classes.

Le Parti n'a pas un programme spécial à l'usage des classes moyennes, pas plus qu'il n'a de programme particulier pour les nègres ou les juifs, les femmes ou les jeunes, les piétons ou les psychopathes. Le programme communiste ne se fractionne pas pour les différentes catégories, il dépasse et supprime toutes les barrières catégorielles. Cette unification de l'humanité, le prolétariat l'annonce aujourd'hui pour pouvoir la réaliser demain.

M. ALTHUSSER OU LES LIMITES DE L'ENTEN- DEMENT PETIT-BOURGEOIS

Comment faire aujourd'hui pour retrouver la doctrine révolutionnaire ? Comment renouer avec le programme du prolétariat, alors que son représentant officiel, le Parti français dit « communiste », a sombré dans l'opportunisme le plus ouvert et renié la doctrine pour lui substituer une plate idéologie progressiste, nationale et démocratique, en reprenant sous le nom de « démocratie avancée » l'essentiel du vieux programme anti-prolétarien de la social-démocratie ?

Comment faire pour retrouver le marxisme, alors que ceux qui prétendent s'opposer à l'opportunisme officiel et lutter pour la révolution ont abandonné tout recours aux principes, et qu'ils rayent d'un trait de plume toutes les leçons des luttes passées pour faire de la révolution une pure question de recettes ?

P.C.F. d'un côté, « gauchisme » de l'autre : cette fausse alternative est le reflet fidèle des fausses perspectives offertes aujourd'hui au mouvement ouvrier. Ordre réactionnaire ou volonté sans but, collaboration ouverte avec la bourgeoisie ou activisme aveugle : l'opportunisme officiel a noyé la doctrine dans l'idéologie bourgeoise, le gauchisme l'a transformée en recettes et formules tactiques.

Il est normal que ceux qui veulent malgré tout retrouver la doctrine traversent ce double écran et s'adressent en dernier recours aux divers théoriciens, idéologues, universitaires qui prétendent faire œuvre de marxisme. Ce n'est pas le moindre mal de la contre-révolution que la doctrine de la révolution semble refluer dans le cerveau d'individus isolés, que leur haute conscience théorique semble miraculeusement sauver de la déroute générale. Mais cet espoir lui-même est déçu : ces gens-là ne font pour la plupart que jouer avec conscience leur rôle d'idéologues actifs en s'acharnant à découvrir la méthode la plus ingénieuse pour châtrer le marxisme, le moyen le plus subtil de le défigurer. Outre ceux qui depuis plus d'un siècle suent sang et eau pour lui opposer de subtiles réfutations, il y a ceux — plus méprisables encore — qui en font la critique honteuse en l'adaptant, en le renouvelant, en lui accolant des épithètes nouvelles, toutes plus ou moins philosophiques ou abstraites.

Ce que l'opportunisme fait dans la pratique, les « marxistes » universitaires l'ont fait dans leurs théories : il s'agit dans les deux cas de faire disparaître la vision révolutionnaire, de l'enfourer sous un monceau d'immondices et de l'empêcher à tout jamais de ressurgir.

Il nous manquait quelqu'un qui soit enfin capable de prendre les choses à leurs racines, de retourner aux sources de la théorie et d'accomplir un immense travail de restauration : ce quelqu'un, certains ont cru le trouver dans la personne de M. Louis Althusser.

Ceci n'est pas étonnant : seul contre tous, M. Althusser affirme aujourd'hui la nécessité d'un retour aux principes historiques de la doctrine marxiste, et d'une critique de toutes les fausses idéologies qu'on a tenté de lui substituer. Il est donc normal que ses écrits puissent apparaître comme une planche de salut : ils sont le dernier

recours de tous ceux qui veulent aujourd'hui s'approcher du *vrai marxisme*. C'est assez dire l'importance de ses travaux, et notre impatience à les lire.

Que dit M. Althusser ?

Contre les bourgeois qui nient la doctrine, et les philosophes qui en font une théorie métaphysique, il commence par affirmer hautement son caractère *scientifique*. Le marxisme est une science : lui seul permet en effet une connaissance réelle de la société et de l'histoire, un savoir positif sur les véritables conditions d'existence des hommes ; c'est pourquoi il s'oppose à toutes les autres doctrines économiques, historiques ou philosophiques qui déforment la réalité parce qu'elles sont toujours entachées d'idéologie. Il est donc fondamental d'établir une fois pour toutes la distinction entre la science et l'idéologie : il faut distinguer la connaissance véritable de tous les systèmes de pensée aliénés qui obéissent directement ou indirectement aux intérêts d'une classe dominante. Pour éviter toute méprise, toute ambiguïté, il faut donc montrer en quoi la naissance du marxisme a représenté une immense révolution théorique, et réfléchir sur les principes de cette science.

Cela, ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'ont pu le faire : car ceci nécessite une *philosophie nouvelle* qu'ils n'ont jamais eu le temps de formuler, soit que la science ait pris tout leur temps, soit qu'ils aient été accaparés par des tâches politiques. Cette philosophie marxiste, dont la possession est si essentielle, ne se trouve encore qu'à « l'état pratique », c'est-à-dire qu'elle n'est jamais formulée pour elle-même :

« Notre lot, et notre tâche aujourd'hui est tout simplement de poser et d'affronter ces problèmes au grand jour, si nous voulons donner un peu d'existence et de consistance théorique à la philosophie marxiste. »

(Préface de « Pour Marx ».)

Réfléchir sur la science du *Capital* pour en tirer les principes de cette nouvelle théorie de la connaissance, voilà la tâche que se fixe M. Althusser : tâche difficile dont dépend malgré tout la compréhension de la doctrine.

Qu'est-ce que le Marxisme ?

Avant d'entrer à la suite de M. Althusser dans les dédales de la conscience critique, précisons ce que, dans la tradition révolutionnaire, il faut entendre par cette expression « marxisme ». Par cette expression, nous entendons la doctrine qui surgit historiquement avec l'apparition du prolétariat comme classe dans l'arène sociale, et qui « l'accompagne » jusqu'à sa complète émancipation du joug de l'exploitation capitaliste. Le marxisme n'est rien d'autre que le corps de doctrine théorique, politique et tactique propre à cette classe révolutionnaire, l'expression consciente de son activité et de ses buts historiques. C'est pourquoi il faut dénier tout sens à la recherche de la « vérité absolue » et voir dans cette doctrine non pas un produit de la raison abstraite, ou même de l'intelligence d'un individu donné, mais une arme de combat surgie historiquement avec la classe qui doit s'en servir et qui, comme telle, doit rester invariante aussi longtemps que cette classe mène ce combat.

Dans cette optique, il faut insister sur le fait que le marxisme déborde largement par sa signification les produits du cerveau de l'INDIVIDU Marx ; une conception qui voudrait les identifier (et nous verrons que M. Althusser lui-même n'échappe pas à la règle) a déjà été raillée par Engels dans un passage célèbre de son « Anti-Dühring » (p. 51) :

« Si, jusqu'ici, la raison et la justice effectives n'ont pas régné dans le monde, c'est qu'on ne les avait pas encore exactement reconnues. Il manquait précisément l'individu génial qui est venu maintenant et qui a reconnu la vérité ; qu'il soit venu maintenant, que la vérité soit reconnue juste maintenant, ce fait ne résulte pas avec nécessité de l'enchaînement du développement histo-

rique comme un événement inéluctable, c'est une simple chance. L'individu de génie aurait tout aussi bien pu naître 500 ans plus tôt, et il aurait épargné à l'humanité cinq cents ans d'erreurs, de luttes et de souffrances. » (1).

Marx lui-même l'a répété cent fois : la conception matérialiste de l'histoire devait nécessairement être découverte dans les années 1845-50, quels qu'aient dû être l'homme ou les hommes capables de la formuler, parce qu'elle apparaît comme le produit nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire : la bourgeoisie et le prolétariat. Dans cette lutte, le prolétariat va opposer à la doctrine bourgeoise sa propre conception du monde, matérialiste, déterministe et dialectique. Ce n'est pas par luxe théorique que nous insistons sur ce point : nous verrons par la suite que M. Althusser a fait là aussi œuvre de réformateur.

Par la suite, la doctrine marxiste, en tant que théorie révolutionnaire du prolétariat, fut naturellement amenée à étudier dans son développement historique le mode de production capitaliste, qui avait engendré ces deux classes et leur antagonisme. Il ne s'agissait pas de la simple étude des phénomènes historiques contemporains, et encore moins de la simple « science du mode de production capitaliste » (2). Il s'agissait bien au contraire de montrer, en s'appuyant sur une telle étude, que les conflits économiques et sociaux engendrés par le capitalisme appellent la solution révolutionnaire. S'il s'était uniquement agi de « décrire le capitalisme », *Marx s'en serait bien moqué*. A ses yeux, l'étude du capitalisme signifie la démonstration de sa nécessaire disparition, en même temps que celle de la nécessaire disparition de toute « économie politique », considérée comme la science propre au capital et à son point de vue.

Notre thèse de Parti est qu'en réalité Marx passa sa vie à décrire non pas le capitalisme, mais bien *le socialisme et le communisme* comme antithèses dialectiques du capitalisme. Chaque chapitre du « Capital » démontre non seulement leur nécessité, mais aussi leur nature : il suffit pour s'en convaincre de rappeler la fameuse conclusion du Livre I, qui décrit « l'expropriation des expropriateurs » dans les termes mêmes du « Manifeste Communiste ».

C'est que « Le Capital » n'est pas (comme le pense M. Althusser) un manuel scientifique de l'économie capitaliste : c'est un **TEXTE DE PARTI** qui, en faisant l'analyse de la nécessité de fer qui régit le capitalisme, appelle aussi à la dictature du prolétariat comme point d'aboutissement de ces conflits :

« Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des *phases de développement historique déterminé de la production* ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la *dictature prolétarienne* ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la *transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes*. » (Souligné par Marx ; Lettre à Weydemeyer, mars 1852.)

C'est en ce sens que la doctrine marxiste se constitue contre toutes celles qui l'ont précédée comme **PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE** du prolétariat, sa tâche

(1) A comparer avec la fleur des « théoriciens » bourgeois qui s'imaginent faire œuvre de déterminisme en cherchant dans les circonvolutions du cerveau de Marx ou dans sa vie amoureuse la clé du communisme et de ses tares.

(2) M. Althusser, il fallait bien s'y attendre, n'hésite pas à nous servir la vieille thèse selon laquelle « Le Capital » ne serait rien d'autre que la connaissance du mode de production capitaliste, « et de lui seul ». Nous verrons comment une telle affirmation peut réduire à néant l'ensemble de la conception révolutionnaire qui se dégage du « Capital », sous prétexte de démontrer encore une fois l'attirance de Marx envers le savoir pur et désintéressé : il faut à tout prix transformer Marx en Althusser avant la lettre, pour pouvoir se présenter soi-même ensuite comme « marxiste » (cette démarche est bien connue : elle était déjà celle de Bernstein qui faisait de Marx un apôtre de la science pure).

fondamentale étant d'indiquer à celui-ci tout le mouvement qui le mène de sa naissance à sa disparition en tant que classe dans la société communiste, et de lui fournir les armes théoriques et doctrinales capables de lui faire prendre conscience de ce mouvement, qui est le *mouvement réel de la société capitaliste elle-même*, que ses propres contradictions mènent nécessairement à cette destruction révolutionnaire.

Comme le disait Engels, « le communisme n'est pas une doctrine, mais un *mouvement*, il ne part pas de principes, mais de faits ». En ce sens, la doctrine marxiste, comme produit de la lutte qui ravage la société capitaliste, n'est rien d'autre que L'EXPRESSION THEORIQUE de la position du prolétariat dans cette lutte, et la capacité de PREVOIR son stade ultime : l'instauration par le prolétariat de sa propre dictature de classe sur toute la société.

Voilà pourquoi une telle doctrine ne peut pas être séparée de la pratique politique rendue nécessaire par la défense acharnée du programme ; voilà pourquoi elle ne peut être redécouverte par un quelconque exercice de l'intelligence : c'est qu'elle ne peut s'incarner que dans la *tradition* du seul Parti de classe, qui défend contre tout opportunisme la claire vision de la lutte.

Voilà aussi pourquoi le marxisme est inséparable d'une critique de la philosophie sous toutes ses formes.

La critique marxiste de la philosophie

Lorsque Marx, dans les célèbres « Thèses sur Feuerbach », affirma que les philosophes n'avaient fait qu'interpréter le monde de différentes manières, et qu'il s'agissait désormais de le transformer, cela ne voulait pas dire qu'il fallait abandonner définitivement la théorie pour la pratique, mais au contraire qu'il s'agissait enfin de faire de la théorie l'expression VRAIE de la pratique REELLE, seule condition pour que la théorie devienne à son tour une force matérielle.

Si le marxisme, dès qu'il est apparu, s'est précisément attaqué à la vieille philosophie, c'est que celle-ci, loin de donner de la réalité une image adéquate, n'en était que l'expression mystifiée, inversée : la philosophie, c'est la conscience s'imaginant qu'elle est autonome par rapport à ses propres conditions d'existence matérielles et qui, en conséquence, s' imagine que ces conditions matérielles ne sont rien d'autre que de simples PRODUITS de la conscience. Toute philosophie (même « matérialiste ») se caractérise essentiellement par l'affirmation plus ou moins claire, plus ou moins consciente, selon laquelle ce sont *les idées* qui mènent le monde. Mais pour affirmer cela, il a d'abord fallu montrer que les idées sont *indépendantes* par rapport au monde : d'où la phraséologie habituelle de la philosophie sur la « conscience » (plus ou moins pure), l'« Esprit » (plus ou moins absolu), la pensée (plus ou moins abstraite), etc...

Pour caractériser dans toute sa clarté la critique faite par le marxisme de l'absence fondamentalement idéaliste de toute philosophie, il suffit de rappeler le lumineux passage de l'« Idéologie allemande » (p. 50-51) :

« La conscience ne peut jamais être autre chose que l'Être conscient et l'être des hommes est leur processus de vie réel. Et si, dans toute l'idéologie, les hommes et leurs rapports nous apparaissent placés la tête en bas comme dans une chambre obscure, ce phénomène découle de leur processus de vie historique, absolument comme le renversement des objets sur la rétine découle du processus de vie directement physique.

« A l'encontre de la philosophie allemande qui descend du ciel sur la terre, c'est de la terre au ciel que l'on monte ici. Autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, les pensées, l'imagination et la représentation d'autrui pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os ; non, on part des hommes dans leur activité réelle ; c'est à partir de leur processus de vie réel que l'on représente ainsi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce

processus vital. Et même les fantasmagories dans le cerveau humain sont des sublimations résultant nécessairement du processus de leur vie matérielle que l'on peut constater empiriquement et qui repose sur des bases matérielles. De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussi toute apparence d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement ; ce sont au contraire les hommes qui, en développant leur production matérielle et leurs rapports matériels, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience...

« ...C'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle que commence donc la science réelle, positive, l'exposé de l'activité pratique, du processus de développement pratique des hommes. Les phrases creuses sur la conscience cessent, un savoir réel doit les remplacer. DES LORS QU'EST EXPOSEE LA REALITE, LA PHILOSOPHIE CESSE D'AVOIR UN MILIEU OU ELLE EXISTE DE FAÇON AUTONOME ».

Cela veut dire que l'ancienne philosophie ne pouvait donner du monde qu'une image mystificatrice : elle transformait le monde réel en monde pensé, parce que la pensée détachée du réel était son propre mode d'existence. D'autre part, la philosophie, comme toute idéologie, n'avait pas uniquement une fonction spéculative : elle avait aussi une fonction pratique. Elle culminait en effet dans la recherche de vérités éternelles, de principes absolus, capables de rendre compte de la réalité d'une façon définitive et systématique, en transformant pour cela la réalité *actuelle* en réalité définitive, c'est-à-dire en niant le développement historique.

Au fond, toute idéologie possède d'abord une fonction pratique : elle a pour but non seulement de transformer les rapports réels en « concepts purs », mais aussi de faire de ces concepts des concepts FIGES. Elle accrédite ainsi l'illusion d'une éternisation possible des rapports réels (3), comme la religion pouvait le faire à l'intérieur du mode de production féodal.

En réalité, c'est bien parce que la philosophie est un substitut théorique et pratique de la religion qu'elle n'a jamais pu donner des rapports réels qu'une image inversée, entièrement dominée par l'illusion d'une pensée pure, même chez ses représentants les plus conséquents, tel Feuerbach ; ce n'est pas par insuffisance théorique, c'est par impossibilité pratique : le rôle de la philosophie n'est pas de dévoiler les rapports réels, mais de les dissimuler sous une foule de rapports imaginaires (c'est ainsi, par exemple, qu'après Descartes, elle a défini l'existence comme étant celle de la pensée : cogito, ergo sum).

A partir de là, il était évident que l'étude des rapports réels représentée par le marxisme devait se dégager définitivement de toute philosophie, et en faire la critique. Elle devait aussi expliquer le *pourquoi* de l'existence de la philosophie : c'est qu'à partir du moment où règne dans la société une division entre travail matériel et travail intellectuel, cette division rend autonome chacune de ces occupations. Chacun tient sa propre occupation pour la vraie : c'est ainsi que les idéologues, dans la mesure où ils vivent de leurs pensées, s'imaginent que c'est la pensée qui fait vivre le monde, et croient qu'ils sont des consciences pures. De là provient le renversement qui caractérise toute idéologie :

« L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute consciemment, mais avec une conscience fautive. Les forces motrices

(3) A ceux qui douteraient de cette fonction essentiellement pratique de la philosophie, on peut rappeler le rôle fondamentalement réactionnaire de toute philosophie après Feuerbach : son unique fonction est soit de nier, soit de défigurer la doctrine marxiste, au nom de vieux arguments idéalistes. Nous y reviendrons

véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique » (Engels à Mehring, 14-7-93).

La révolution théorique représentée par le marxisme consiste donc non seulement à avoir dépassé la philosophie, mais à avoir mis en lumière les « forces motrices véritables » qui avaient fait naître la philosophie. Après cela, il suffisait de montrer que la philosophie était à l'étude du monde réel ce que l'onanisme est à l'amour sexuel, et de montrer comment elle devait nécessairement s'effacer devant l'étude du monde réel. La meilleure preuve en est l'inanité philosophique des théologiens actuels de la bourgeoisie, qui n'arrivent même pas à la cheville de Hegel.

Nous avons failli oublier M. Althusser. Que le lecteur se rassure, nous allons lui laisser la parole : nous allons voir ce que M. Althusser pense du marxisme, de la philosophie et de leurs rapports.

M. Althusser, apôtre de la philosophie " en personne "

Le point de départ de M. Althusser, c'est précisément le regret de n'avoir pas trouvé dans l'œuvre de Marx une philosophie développée pour elle-même. Selon lui, Marx, en écrivant *le Capital*, a fait œuvre de « science » (nous verrons par la suite le sens que M. Althusser donne à ce mot) mais il a oublié de donner à cette science une théorie philosophique. Quant à Engels ou Lénine, ils n'ont jamais produit que « des grands textes de polémique », écrits dans le feu de l'action, et où la pure théorie se noie dans les bagarres idéologiques.

Voilà qui est clair :

« La philosophie marxiste... ne nous est jamais donnée en personne dans une forme adéquate à son objet : elle est contenue à l'état pratique » ("Matérialisme historique et matérialisme dialectique", p. 98).

Selon M. Althusser, Marx, Engels, Lénine n'auraient donc jamais trouvé le temps de faire de la philosophie « en personne » : accaparés par d'autres tâches, accablés par un ingrat labeur politique, ils n'ont pu faire que de la philosophie « à l'état pratique ». M. Althusser, pour sa part, n'hésite pas : si quelqu'un est capable de donner au marxisme la philosophie qui lui manque, c'est bien lui. Il nous le dit sans plus de détours :

« Notre lot et notre tâche aujourd'hui est tout simplement de poser et d'affronter ces problèmes (philosophiques) au grand jour, si nous voulons donner un peu d'existence et de consistance théorique à la philosophie marxiste » (préface de "Pour Marx").

Nous voilà bien prévenus : nul n'entre ici s'il n'est philosophe.

Mais quelle est cette « philosophie » dont M. Althusser prétend nous faire cadeau ? De deux choses l'une : ou bien c'est la nouvelle conception du monde apportée par le marxisme sur la base de l'étude de l'histoire et des rapports sociaux, et il s'agit alors d'une conception qui n'a plus rien de philosophique parce qu'elle est fondée sur les rapports réels, ou bien il s'agit encore une fois d'un système de la connaissance ayant pour but de rendre compte de la vérité EN GENERAL, et on retombe précisément dans la vieille philosophie dont il fallait faire la critique.

En ce sens, peut-être n'est-ce pas un hasard si Marx, Engels ou Lénine n'ont pas cru bon de formuler la philosophie marxiste « en personne », et s'ils ne l'ont fait qu'en pratique : car ce que désire M. Althusser, c'est précisément un système théorique assez général et abstrait pour rendre compte EN GENERAL de la « production des connaissances », dégager un ensemble de principes qui, en dehors même de la pratique, pourraient servir à distinguer la vérité de l'erreur, la science de l'idéologie, etc... Ainsi, lorsque M. Althusser nous affirme que nous avons expressément besoin d'une philosophie pour savoir si l'œuvre de Marx est scientifique ou si elle ne l'est pas, il oublie bien vite la fameuse « Thèse sur Feuerbach » :

« La question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question *pratique*. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance, l'en-deçà de sa pensée. La discussion sur la réalité et l'irréalité de la pensée, isolée de la pratique, est *purement scolastique* » (Thèse 2).

Cela veut dire qu'il n'y a pas de « théorie de la connaissance » possible au-dessus ou en dehors du *processus* même de la connaissance : cela signifie précisément la mort de toute philosophie conçue comme *système général* de la connaissance, à la manière de ce que M. Althusser veut nous proposer. Le fait qu'il appelle ce système général « philosophie marxiste » ne change rien à l'affaire : il s'agit toujours de raisonner sur la vérité, l'erreur, la science en dehors de leurs applications pratiques. (Nous verrons d'ailleurs que chaque fois que M. Althusser se risque à faire un pas sur le terrain miné de la « pratique », il se casse la figure sans aucun brio : on est philosophe ou on ne l'est pas.)

Cependant, M. Althusser ne se laisse pas démonter si facilement. Il nous répondra certainement qu'une telle critique dénote de notre part une grande mauvaise foi, et qu'il n'a rien à voir avec l'ancienne philosophie, puisque celle-ci n'a fait qu'interpréter le monde, *alors qu'il n'interprète que Marx*.

Suivons-le donc dans son « interprétation ».

M. Althusser, interprète de Marx

Dans le silence de son cabinet de travail, M. Althusser, qui a lu et relu « Le Capital », rêve : il a suffi à Marx de lire Smith, Say, Malthus, Ricardo et d'autres encore, de se rendre compte de leurs insuffisances, de critiquer leurs théories, d'ajouter quelques pincées de dialectique et de se placer du point de vue matérialiste pour que les anciennes théories économiques s'écroulent et que s'effectue cette fameuse « rupture épistémologique » qui consacre la naissance du marxisme (4). En disant cela, M. Althusser n'a rien expliqué du tout : il suppose au contraire que le passage de l'économie politique classique à la théorie marxiste s'effectue tout entier dans le domaine de la pure pensée. S'il a suffi, pour effectuer une telle révolution théorique, d'une simple « rupture épistémologique », c'est que M. Althusser s'imagine sans doute, comme tous les idéologues, que la science est un pur produit de l'intelligence. C'est pourquoi le fin mot de son explication consiste à identifier l'apparition du marxisme avec une véritable prouesse intellectuelle de l'individu Marx : « Alors Marx vint... », « Il a l'audace de poser la question... », etc..., etc... Il aurait donc suffi à Marx d'un peu plus d'intelligence qu'à Ricardo pour donner la clé du mystère capitaliste, de la même manière qu'il suffirait à M. Althusser d'un peu plus d'intelligence qu'à M. Sartre pour nous donner la clé du mystère philosophique.

En réalité, la « rupture épistémologique » en question n'est pas une explication, car elle n'est rien d'autre que le résultat d'une autre rupture plus profonde et plus essentielle : une **RUPTURE DE CLASSE**. C'est uniquement dans la mesure où Marx a adopté par rapport au capitalisme une position révolutionnaire (et, sur ce point, il n'était rien d'autre que le porte-parole de la **CLASSE** révolutionnaire) qu'il fut capa-

(4) Ce qui est sous-entendu par de telles affirmations, c'est qu'il suffira à M. Althusser lui-même de lire Marx, de se rendre compte de ses insuffisances et de se placer au point de vue de la philosophie en personne pour que naisse cette nouvelle théorie dont l'absence a coûté si cher au mouvement ouvrier.

M. Althusser ne saurait trouver mieux pour se caractériser lui-même à nos yeux comme un bouffon philosophe qui puiserait dans l'œuvre de Marx assez de fausses raisons pour justifier l'inanité de sa tentative.

ble d'en saisir la nature profonde, tandis que les meilleurs économistes bourgeois, tel Ricardo, n'ont pu y parvenir jusqu'au bout. C'est que Marx ne s'est pas placé du point de vue du capitalisme, mais *du point de vue de sa destruction révolutionnaire* : voilà en quoi consiste la fameuse « rupture » à propos de laquelle M. Althusser a écrit un livre entier pour embrouiller la question. L'« épistémologie » a des dédales que le marxisme ignore.

Comment M. Althusser nous livre-t-il son « interprétation » ?

Il commence par nous recommander de

« toujours garder bien présente à l'esprit cette idée que "Le Capital" est un ouvrage de *théorie*, ayant pour objet les mécanismes du mode de production capitaliste, et de lui seul » (Avertissement à l'édition de poche du "Capital", page 11).

Donc, première recommandation de M. Althusser : laissez de côté tous les caractères révolutionnaires du *Capital*, tout ce qui en fait précisément un texte de Parti. Gardez toujours présent à l'esprit qu'il s'agit d'un texte de pure théorie. Une fois que cela est bien compris, M. Althusser nous prévient encore :

« Or, qu'est-ce que cette théorie indispensable à toute science ? C'est un *système de concepts scientifiques de base*. Il suffit de prononcer cette simple définition pour faire ressortir deux aspects essentiels de toute théorie scientifique : 1° Les concepts de base, et 2° Leur système » (ibidem, p. 10).

Donc, deuxième recommandation de M. Althusser : faites bien attention, car dans *Le Capital* vous allez trouver un *système de concepts* qui vont s'enchaîner les uns les autres pour former la pure théorie. Si vous ne reconnaissez pas ces concepts au passage, vous ne comprendrez rien au "Capital".

Après avoir ainsi décelé magistralement la difficulté théorique du "Capital", M. Althusser finit par nous mettre au fait :

« Le Livre I contient encore d'autres difficultés théoriques, liées aux précédentes, ou à d'autres problèmes. Par exemple, la distinction à établir entre la *valeur* et la *forme-valeur* ; par exemple, la théorie de la qualité de travail *socialement nécessaire* ; par exemple, la théorie du travail *simple* et du travail *complexe* ; par exemple, la théorie des *besoins sociaux*, etc... Par exemple, la théorie de la *composition organique du capital*. Par exemple, la fameuse théorie du « fétichisme » de la marchandise, et sa généralisation ultérieure ». Et plus loin : « Nous devons en tirer la conséquence, ce qui suppose à la limite qu'on *ré-écrive la section I du Capital*, de façon qu'elle devienne un "commencement" qui ne soit plus du tout ardu, mais simple et facile ».

Donc, troisième et dernière recommandation de M. Althusser : après tout, vous pouvez bien laisser de côté tout "Le Capital", car vous n'y comprendrez jamais rien : moi-même, je n'y ai rien compris. C.Q.F.D.

Comment M. Althusser a-t-il fait pour arriver à cette conclusion renversante au nom du marxisme ? Il a d'abord fait du marxisme une théorie en soi, dont la valeur scientifique serait uniquement justifiable du point de vue de « l'épistémologie ». Mais, en disant cela, il a donné au mot « science » son sens platement bourgeois de connaissance au-dessus des classes. Pour lui, *c'est le marxisme qui est au-dessus des classes* : le marxisme est en effet devenu une théorie générale de la société et de l'histoire, que le premier intellectuel venu peut faire sienne à condition de posséder la bonne méthode. C'est pourquoi M. Althusser veut écrire une philosophie qui donnerait cette méthode à tous : par exemple, il suggère que tous les savants sans exception deviennent marxistes, puisque la « philosophie » marxiste est sans nul doute celle qui est la plus capable d'accélérer le développement des sciences. Il nie ainsi le fait que la doctrine est le résultat d'un travail collectif de Parti, orienté vers la révolution par-delà toutes

les fausses idéologies au premier rang desquelles se trouve précisément celle de la « théorie pure », cheval de bataille de l'idéalisme bourgeois et petit bourgeois (5).

M. Althusser a réussi le tour de force d'écrire des centaines de pages sur le marxisme en ignorant tout du marxisme : c'est pourquoi il a dû adopter le langage le plus hermétique, la pensée la plus abstraite, la méthode la plus théologique, l'allure la plus doctorale qui soient. Remarquons au passage que ces traits significatifs ne sont d'ailleurs pas son apanage personnel : ils caractérisent tout aussi bien tous les plisse-copie « marxistes » de l'université, qui passent leur vie entière à jeter de la poudre aux yeux pour mieux faire oublier leur vide théorique.

M. Althusser, brillant défenseur de la " coupure "

Ainsi, lorsque M. Althusser tentait de justifier son projet philosophique en disant que Marx n'avait « pas eu le temps » de faire de la philosophie, il oubliait sans doute "L'Idéologie Allemande" et ce passage célèbre de "L'Anti-Dühring" :

« Il (le matérialisme) est essentiellement dialectique et n'a que faire d'une philosophie placée au-dessus des autres sciences. Dès lors que chaque science spéciale est invitée à se rendre un compte exact de la place qu'elle occupe dans l'enchaînement général des choses et de la connaissance des choses, toute science particulière de l'enchaînement général devient superflue. De toute l'ancienne philosophie, il ne reste plus alors à l'état indépendant que la doctrine de la pensée et de ses lois, la logique formelle et la dialectique. TOUT LE RESTE SE RESOUT DANS LA SCIENCE POSITIVE DE LA NATURE ET DE L'HISTOIRE » (p. 56-57).

M. Althusser, qui veut à tout prix faire de la philosophie, nous répondra sans doute qu'il s'agit uniquement là d'un texte de polémique, à ne pas prendre à la lettre, etc... A ce propos, il faut signaler que s'il n'aime pas Engels (qu'il accuse de « débotté philosophique »), M. Althusser aime encore moins les premières œuvres de Marx : selon lui, ces œuvres, l' "Idéologie allemande" comprise, seraient encore « hégéliennes ou feuerbachiennes », c'est-à-dire non marxistes. M. Althusser nous donne la solution en disant qu'il se serait produit dans la pensée de Marx une « coupure » : ainsi, selon lui, tous les textes de jeunesse sont à jeter au panier.

A cela, nous pouvons répondre plusieurs choses :

I. — La doctrine marxiste est apparue à un moment où régnait déjà une certaine conception du monde, le système hégélien. C'est sur le terrain de la décomposition de ce système, auquel il a emprunté la conception dialectique, que le marxisme s'est constitué, en employant les concepts et le langage qui lui étaient légués par cette époque. Lorsque M. Althusser nous dit : un mot hégélien dissimule une pensée hégélienne, il oublie bien vite ce jugement de Marx lui-même sur cette période de sa pensée :

« Déjà dans les "Annales franco-allemandes", dans l' "Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel" et dans "La question juive", cette évolution (la conception matérialiste du monde, N.D.L.R.) était indiquée. Mais

(5) Il est vrai que M. Althusser admet ici quelques restrictions : il reconnaît ce qu'il appelle « les influences du monde ambiant » sur la science. Mais pour lui, ces influences sont uniquement négatives : « Parmi ces influences, il est des influences sociales et politiques, qui peuvent intervenir directement dans la vie des sciences, et compromettre gravement leur cours, quand ce n'est pas menacer leur existence » ("Matérialisme historique et matérialisme dialectique", p. 118).

D'où le souci constant de M. Althusser : protéger la science de toutes les influences sociales, qui ne font que la « menacer » ou la « compromettre ». M. Althusser tient beaucoup à son nuage.

elle l'était à l'aide du vocabulaire philosophique traditionnel, et les termes philosophiques traditionnels qui s'étaient glissés dans ces ouvrages, tels que « essence humaine », « genre », etc... donnèrent aux théoriciens allemands l'occasion qu'ils souhaitaient de se méprendre sur le sens de la véritable évolution, et de croire qu'il ne s'agissait dans ce cas, une fois encore, de d'un nouvel avatar de leurs vêtements théoriques usés... » (l' "Idéologie allemande", p. 269).

M. Althusser fait-il autre chose que ces « théoriciens allemands », lorsqu'il nous dit qu'un *mot* hégélien dissimule nécessairement une *pensée* hégélienne ? Il ne fait que prendre la forme pour le fond, ce qui est bien la meilleure manière d'ignorer la dialectique.

II. — Là où Marx et Engels voyaient TROP de philosophie, M. Althusser ne voit que l'ANTIPHILOSOPHIE : ce qui le gêne, ce n'est pas le côté philosophique des œuvres de jeunesse de Marx, c'est leur critique impitoyable de toute philosophie : elles annoncent sa nécessaire disparition de dix façons différentes. M. Althusser, lorsqu'il clame sur tous les tons que ces œuvres ne sont pas marxistes *parce qu'elles* condamnent la philosophie, ne fait rien d'autre que de protéger sa propre existence en tant que philosophe. Ce n'est donc pas par un quelconque souci de « pureté marxiste » qu'il a proclamé cette fameuse « coupure », c'est uniquement pour pouvoir élaborer un nouveau système philosophique apte à transformer la doctrine en théorie pure.

III. — Il est absurde de prêter à Marx deux personnalités différentes. Selon cette hypothèse vide de sens, Marx jeune aurait été philosophe, révolutionnaire et volontariste alors que l'homme mûr aurait versé dans la manie scientifique. Nous avons au contraire montré maintes fois que les œuvres de l'homme mûr poursuivaient les mêmes buts révolutionnaires, et ne faisaient que donner une assise théorique indispensable à la condamnation du capitalisme telle qu'elle avait été formulée dans les premières œuvres.

Voilà tout le secret de la « coupure » que M. Althusser voudrait introduire dans l'œuvre de Marx : nier l'arme de la critique pour mieux nier la *critique par les armes*.

Ainsi, l'essentiel de ce que nous propose la conscience critique de M. Althusser tient en peu de mots : couper le marxisme de sa base de classe. Mais ce que M. Althusser oublie, c'est que séparer le marxisme du prolétariat pour en faire une « théorie pure », c'est aussi *séparer le prolétariat du marxisme* et mettre au rancart la tradition révolutionnaire pour rejoindre une autre tradition bien connue : celle de l'opportunisme.

Où l'on voit que la théorie de M. Althusser n'est pas si pure qu'elle en a l'air

Ici, M. Althusser va nous arrêter tout de suite et nous dire : comment osez-vous insinuer que je suis opportuniste, puisque je ne fais que de la théorie, et jamais de politique. Il est vrai que les positions politiques AVOUEES de M. Althusser brillent par leur absence : à peine ose-t-il de temps en temps risquer quelques avis prudents sur le « dogmatisme stalinien » ou sur « le dépassement de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. » (6). La plupart du temps, il laisse le soin à ses épigones (qu'ils soient membres du P.C.F., du P.S.U. ou même maoïstes) de s'avancer sur ce terrain piégé, où la pure théorie se sent mal à l'aise.

Mais les VERITABLES positions politiques de M. Althusser — car il en a — sont d'un tout autre ordre : inavouées, inconscientes d'elles-mêmes, elles se glissent subrep-

(6) Sur ce dernier point, M. Althusser se serait rétracté en disant que « cela lui avait été imposé ». Jugez du malheur de la conscience critique, contrainte par l'ignoble pression du « monde ambiant » à laisser imprimer des thèses qu'elle renie farouchement. Jugez aussi de son sérieux.

ticement, par on ne sait quelle magie, dans chacune de ses phrases. Ainsi, lorsque M. Althusser nous affirme que le mouvement ouvrier périclite parce qu'il manque de théoriciens, non seulement il renverse les rapports entre la pensée et l'action, mais encore il réédite la vieille théorie social-démocrate de la division des tâches à l'intérieur du Parti entre « théoriciens », « politiques », « syndicalistes », etc..., division qui a précisément eu pour résultat l'imitation par la II^e Internationale de la division du travail entre travail pratique et travail intellectuel propre à la société bourgeoise elle-même. Vouloir scinder le Parti en idéologues d'un côté et en hommes politiques de l'autre, c'est précisément le détruire et détruire son unité organique, c'est abandonner la critique faite par le marxisme de la division entre travail matériel et travail intellectuel.

Nous savons que dans la II^e Internationale, une telle séparation correspondait à une pratique globalement réformiste ; nous savons aussi que dans l'esprit de M. Althusser, elle correspond à l'idéalisme le plus creux : ne va-t-il pas jusqu'à expliquer les défaites du mouvement ouvrier par le manque d'idéologues, et jusqu'à dire que :

« Les grandes déviations du mouvement ouvrier sont, en leur fond, des déviations PHILOSOPHIQUES » ? ("Lénine et la philosophie", p. 32).

Comme on le voit, Hegel n'est pas le seul à dire que ce sont les idées qui mènent le monde : voilà que la philosophie « en personne » de M. Althusser prend la tête des révolutions et consomme les contre-révolutions, puisque les *idées* opportunistes précèdent l'opportunisme réel.

M. Althusser a, dans un premier temps, coupé tous les ponts qui reliaient sa philosophie au monde ; il veut maintenant expliquer le monde par sa philosophie. Le moins que l'on puisse dire est qu'il a un *esprit renversant*.

Ainsi, M. Althusser, nous pouvons vous donner une première réponse : c'est précisément parce que vous ne voulez faire QUE de la théorie que vous faites AUSSI de la politique. D'autre part, nous allons voir que votre théorie n'est rien d'autre que la plate récupération idéalisée des perspectives politiques de la contre-révolution. Mais avant de montrer cela, il faut aller jusqu'au bout dans l'aride élaboration de la théorie pure. Voyons ce que M. Althusser pense de la dialectique.

M. Althusser restaure la dialectique

Pour donner au marxisme une « philosophie nouvelle », il faut d'abord s'attaquer à sa méthode, c'est-à-dire à sa dialectique. M. Althusser nous le dit franchement : Staline « a eu raison » de *supprimer la négation de la négation* des lois de la dialectique parce que c'était un « héritage hégélien » incompatible avec la nouvelle science :

« ...Il me paraît plus simple de reconnaître que le rejet de la "négation de la négation" du domaine de la dialectique marxiste peut témoigner d'un réel discernement théorique chez son auteur » ("Pour Marx", p. 205).

Or, ce que M. Althusser passe sous silence, c'est que la négation de la négation est précisément le *point central* de toute la vision dialectique du marxisme (7). En effet, c'est à partir d'un tel principe que la dialectique comme science du mouvement se distingue de la métaphysique qui présente les concepts des choses comme immuables, absolus, éternels. Selon la métaphysique, si je nie un principe, j'en obtiens un autre qui lui est contraire, mais si je nie à son tour ce second principe, c'est pour retomber automatiquement dans le premier, au nom du principe de non-contradiction

(7) Le fait qu'elle soit un « héritage hégélien » ne change rien à l'affaire : Engels répétait qu'il s'agissait précisément du caractère révolutionnaire de la dialectique hégélienne, selon laquelle tout ce qui existe mérite de périr.

(Voir entre autres : " Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande ").

(soit deux thèses opposées A et B : nier A, c'est obtenir B ; nier B, c'est automatiquement retourner à A. On voit que la méthode métaphysique ou logique est purement formelle, et qu'elle ne constitue en fin de compte qu'une négation du changement : c'est que pour elle les catégories sont fixes et n'évoluent pas).

Selon la méthode dialectique, au contraire, durant les négations et les affirmations successives, les termes en présence ont changé de caractéristique et de position, si bien qu'après avoir nié la première négation, on ne retombe pas dans l'affirmation primitive et on obtient un résultat nouveau : voilà le sens *formel* de la négation de la négation. Son sens *historique* est d'une importance fondamentale pour la doctrine marxiste : en effet, c'est en fonction de la négation de la négation, comme loi tirée de l'histoire elle-même, que le marxisme a pu dégager la claire vision de l'ensemble du processus historique qui mène du communisme primitif au communisme tout court. Prenons un exemple historique : le capitalisme est la négation historique du mode de production féodal, c'est-à-dire d'une forme de société où règne une production non mercantile, fondée sur la propriété individuelle des biens instrumentaux et la disponibilité personnelle des produits pour le travailleur (artisanat). Le capitalisme met fin à ces deux formes : il transforme les instruments de production en propriété privée et les produits en marchandises sur lesquelles le travailleur n'a plus aucun droit ; mais en même temps, il fait du travail un travail social et fait apparaître un rapport historique nouveau, fondé sur l'antagonisme du capital et du salariat, la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation des produits. Ce que montre Marx dans *Le Capital*, c'est que de même qu'auparavant l'évolution de la production individuelle a nécessairement engendré les conditions de son propre anéantissement — c'est-à-dire de l'expropriation des producteurs individuels —, de même aujourd'hui le mode de production a engendré les conditions matérielles qui le feront nécessairement périr :

« L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation » (*"Le Capital"*, Livre I, tome 3, p. 205).

Cette troisième phase, négation de la négation, représente « l'expropriation des expropriateurs ». Elle pousse jusqu'à son terme le processus de socialisation des forces productives qui caractérisait le capitalisme. Les biens instrumentaux cessent d'être propriété privée, de même qu'apparaît la propriété *individuelle* de tous les travailleurs sur les produits. La société tout entière prend en main son propre destin : c'est le socialisme. Marx insiste sur le fait que ceci n'est rien d'autre qu'une tendance historique du capitalisme lui-même, en tant qu'il produit les conditions de son propre dépassement :

« La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés » (*Ibidem*).

Lorsque M. Althusser nous dit naïvement qu'il n'existe dans *Le Capital* que « deux petites phrases » sur la négation de la négation, qu'il nous permette de rire : c'est dans *TOUT Le Capital*, dans *TOUTE* l'œuvre de Marx que nous voyons la négation de la négation à l'œuvre : sans elle, il est impossible de comprendre le mouvement historique qui mène comme une fatalité naturelle au socialisme et au communisme. Il est vrai que ce n'est pas la négation de la négation en elles-mêmes que M. Althusser veut, après Staline, rayer des lois de l'histoire, mais bien l'avènement nécessaire du socialisme et du communisme !

En ce sens, M. Althusser nous permettra également de rire lorsqu'il affirme que c'est par *pur souci théorique* que Staline aurait éprouvé le besoin de nier une telle loi : si celui-là fit disparaître celle-ci des traités officiels de philosophie de l'Etat russe, c'est que, voulant donner une justification « théorique » au « socialisme dans

un seul pays », il lui fallait présenter le passage au « communisme supérieur » comme un processus progressif et sans heurt sous la houlette de l'État du peuple, sans que soit nécessaire un bouleversement quelconque au sein de la société. Comme on le voit, un tel souci n'est nullement théorique, mais bien POLITIQUE : le traitement que le stalinisme a fait subir à la dialectique revient tout simplement à avoir *codifié* celle-ci pour en éliminer tous les éléments révolutionnaires. Ce refus d'admettre toute possibilité d'une transformation explosive du soi-disant « socialisme » russe se retrouve d'ailleurs dans la fameuse théorie des « contradictions non antagoniques » au sein du peuple, dont les « communistes » chinois ont fait leur bible.

Le rôle de M. Althusser lui-même vis-à-vis de tout cela est bien ingrat : il doit donner à toutes ces thèses opportunistes un vernis philosophique assez épais pour qu'elles puissent passer pour inspirées par des « soucis théoriques ». De la même manière que Hegel transformait les chapeaux en idées, M. Althusser transforme la contre-révolution en concepts : il suffit de soulever le cache-sexe philosophique pour découvrir l'effarante nudité du stalinisme.

Nous avons suivi jusqu'à présent M. Althusser dans les dédales de la « philosophie marxiste ». Nous pouvons maintenant déboucher à sa suite dans les régions marécageuses de la contre-révolution. Après avoir transformé cette dernière en concept, il va s'attaquer à la *révolution* elle-même pour la faire disparaître avec dextérité dans le premier tiroir venu. Voyons comment il s'y prend.

M. Althusser fait disparaître la lutte des classes

Si nous admettons avec M. Althusser que "Le Capital" n'est que la théorie du mode de production capitaliste, nous allons nous heurter à une grave difficulté : comment l'humanité va-t-elle passer de 'ce mode de production déterminé à un autre ?

M. Althusser, qui avait vu le problème avant nous, attendait que nous le formulions. Sa réponse est toute prête :

« Marx ne nous a pas donné — et cette absence est de grande conséquence — de théorie des formes de transition d'un mode de production déterminé à un autre mode de production, mais seulement des indications et des esquisses » ("Matérialisme historique et Matérialisme dialectique", p. 92).

M. Althusser n'a vraisemblablement pas lu les chapitres sur l'« accumulation primitive » ni les « Grundrisse » ni les études d'Engels sur la dissolution du communisme primitif ni la critique du programme de Gotha : il y aurait vu comment un mode de production est remplacé par un autre, comment une nouvelle classe étend son pouvoir à toute la société. Le problème est que M. Althusser, s'appuyant sur la prétendue « absence » qu'il a décelée chez Marx, a cru bon de le compléter en édifiant lui-même une « théorie de la transition » : selon lui, le passage d'un mode de production à un autre voit apparaître certaines « formes de transition », certaines transformations des rapports de production, etc. ; une théorie conséquente de la « transition » consisterait précisément à réfléchir sur ces « formes de transition » et sur leur développement. Elle nous livrerait ainsi la clé du passage d'une forme sociale à une autre (8).

(8) Ce point est amplement développé dans "Lire le Capital", et en particulier dans l'exposé de M. Balibar, épigone en chef de M. Althusser. Nous ne donnons de cette « théorie » que l'esprit, sans entrer dans les détails, aussi bien pour ne pas noircir inutilement du papier que par sollicitude envers le lecteur.

Tout à l'heure, M. Althusser se demandait où était bien passée la philosophie ; pour notre part, nous nous demandons dans quelle trappe théorique a pu disparaître la lutte des classes.

Où est la lutte des classes ?

M. Althusser l'a habilement escamotée au profit de ses fameuses « formes de transition ». Ce n'est plus la lutte des classes ni la révolution qui permettent le passage d'une société à une autre, CELA SE FAIT TOUT SEUL, par la vertu des « formes de transition ». En fait, M. Althusser pourra nous répondre que, dans « l'accumulation primitive » par exemple, Marx décrit bien le passage de la production féodale à la production capitaliste au niveau des « formes de transition » ; mais il oublie de nous dire que dans le "Manifeste communiste", le même Marx nous décrit la lutte de classe acharnée de la bourgeoisie contre les formes féodales pour imposer ces formes nouvelles. D'autre part, non content d'escamoter la lutte des classes en général, M. Althusser escamote également la révolution prolétarienne : en effet, celle-ci est précisément la seule dans l'histoire à exclure les « formes de transition » pour la simple raison que le prolétariat, en tant que classe soumise à l'esclavage salarié, n'a aucune position à conquérir à l'intérieur de la société capitaliste. Son seul moyen d'émancipation consiste précisément à *détruire* de fond en comble cette société et son Etat.

En mettant en avant sa théorie des « formes de transition », M. Althusser ne fait que généraliser la vision bourgeoise de la révolution : selon une telle conception, toute révolution doit obéir au modèle bourgeois qui a pu effectivement gagner petit à petit, progressivement, des secteurs entiers de la production féodale avant de s'emparer de l'Etat pour le transformer dans le sens de ces nouveaux rapports sociaux. M. Althusser, en laissant entendre qu'on peut appliquer à la révolution prolétarienne elle-même un tel schéma, ne fait que rejoindre la vieille vision réformiste de Bernstein qui culminait dans l'apologie des « conquêtes » économiques progressives du prolétariat en régime capitaliste, en niant le fait que la première tâche du prolétariat dans la révolution est la destruction de l'Etat bourgeois, et que cette tâche n'admet aucune transition : l'émancipation politique du prolétariat est la clé de son émancipation économique, parce que tant que le capitalisme vivra, il ne peut que se *défendre* contre ses attaques.

En réalité, la théorie des « formes » telle que la conçoit M. Althusser répond à un double but :

1) Montrer que ce ne sont plus les hommes qui font l'histoire, montrer que les rapports sociaux ne sont pas d'abord des rapports entre les hommes, mais des rapports AU-DESSUS des hommes : ceci pour éliminer la lutte des classes, et la possibilité d'une intervention consciente du Parti dans cette lutte.

Voilà le secret de l'« antihumanisme » philosophique de M. Althusser, qui conçoit la société comme un vaste système mécanique où tout s'enchaîne et se développe selon une rigueur quasi mathématique, en dehors même de l'intervention humaine.

2) Montrer qu'il peut exister en conséquence des « formes socialistes » à l'intérieur de l'économie capitaliste et justifier après coup la fameuse théorie stalinienne de la « construction du socialisme », conçue comme une généralisation de ces formes à toute la société. Sur ce point, le marxisme a déjà répondu que le socialisme ne se « construit » pas : *c'est le capitalisme qui se détruit*, et on n'insistera jamais assez sur le fait que la tâche du prolétariat dans sa révolution est de *DETRUIRE* les formes existantes pour permettre une libération des forces productives, et non pas d'en « construire » de nouvelles par on ne sait quelle logique volontariste. En fait, cette fameuse théorie de la « construction du socialisme » n'est qu'un piètre paravent servant à dissimuler la sinistre réalité de l'accumulation capitaliste.

Décidément, il est bien difficile d'être pur dans ce monde impur... (9).

M. Althusser, chantre du stalinisme

Puisque selon lui Marx nous a quand même donné une certaine image de la société, M. Althusser va — comme à son habitude — nous donner une théorie de cette image, une « théorie de la théorie » : il va encore une fois nous préciser ce que Marx lui-même n'a pas pu comprendre dans sa propre doctrine. Quelle est donc, selon Marx, la nature d'une formation sociale ?

L'œuvre de Marx, répond M. Althusser, nous montre que l'on doit concevoir la structure de toute société comme étant constituée par des « niveaux » différents et d'inégale importance : ainsi, à la base de toute société, il y a l'infrastructure ou base économique, qui est son fondement matériel ; elle se compose des forces productives et des rapports de production qui leur correspondent à un moment donné. Au-dessus de cette base économique se trouvent les superstructures qui sont de natures diverses : juridique (le droit), politique (l'Etat), idéologique (la morale, la religion, la philosophie, la théorie de M. Althusser, etc.). Voilà un point sur lequel nous ne reviendrons pas : la doctrine marxiste a effectivement insisté sur cette organisation de toute société, en soulignant que l'infrastructure économique avait une *influence déterminante* sur les superstructures.

Précisons :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté (10), rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. »

(Préface à la « Contribution », p. 4.)

D'autre part, contre tous ceux qui déformaient la doctrine jusqu'à voir dans l'action des forces économiques l'*unique* cause du développement social, Engels montrait qu'il existait une ACTION RECIPROQUE des superstructures sur la base économique : ainsi l'Etat peut avoir une certaine « répercussion » sur le développement économique, bien qu'il soit lui-même en dernière instance le produit de ce développement (11). Les idéologies elles-mêmes peuvent avoir une certaine efficacité histo-

(9) D'autant plus que les rares fois où M. Althusser parle de la révolution, c'est pour lui appliquer les schémas staliniens, bien que pour lui la révolution ne soit intéressante qu'en tant qu'objet de spéculation. A ce propos, il serait intéressant de savoir ce qu'il pense de la formule de Lénine : « Il est plus agréable et plus utile de faire l'expérience d'une révolution que d'écrire à son sujet ». M. Althusser y voit sans doute une confirmation du fait que Lénine n'était après tout qu'un simple « praticien » ..peu enclin à la théorie.

(10) Ce qui ne veut pas dire que ces rapports ne soient pas des rapports entre les hommes, comme le laisse penser M. Althusser. Ainsi, le salariat est un rapport indépendant de la volonté des salariés, mais il est précisément le rapport qui les lie à la classe capitaliste et au patron comme rapport humain, ou plutôt inhumain.

(11) Les démonstrations d'Engels à ce sujet se trouvent principalement dans sa lettre à Bloch (21/9/90), celle à Conrad Schmidt (27/10/90), celle à Mehring (14/7/93).

rique et jouer un rôle dans l'histoire : la façon dont les hommes prennent conscience des conflits réels, même sous une forme mystifiée comme dans toute idéologie, exerce son action sur le cours des luttes historiques (sinon on ne pourrait pas comprendre pourquoi « la théorie qui s'empare des masses devient une force matérielle », ni pourquoi l'idéologie de M. Althusser peut servir à dévoyer certains jeunes trop épris de théorie). Mais cela ne veut pas dire que les superstructures (et en particulier l'idéologie) puissent avoir un *développement indépendant*. Or c'est précisément la thèse de M. Althusser lorsqu'il prétend que l'on peut « légitimement étudier à part » les superstructures, et qu'on peut les considérer comme « les objets d'un traitement scientifique relativement indépendant ». Selon lui, les phénomènes qui se font jour au niveau des superstructures peuvent être considérés « légitimement » comme ayant des causes propres. M. Althusser entend sans doute par là justifier la « relative autonomie » de sa propre pensée par rapport au communisme ; en réalité, nous allons voir qu'une telle thèse n'est pas du tout « autonome » par rapport à la contre-révolution (12).

En effet, si on ne voyait pas très bien où M. Althusser voulait en venir avec cette thèse, tout devient lumineux dès qu'il nous parle de la « période stalinienne ». Il nous explique en effet que

« très simplement, en théorie, l'infrastructure socialiste a pu, pour l'essentiel, se développer sans dommages, pendant cette période d'erreurs affectant la superstructure. ».

(Remarquons au passage le doux euphémisme que M. Althusser utilise pour qualifier la contre-révolution : « période d'erreurs affectant la superstructure »).

Voilà le fin mot de la chose : le stalinisme a pu détruire intégralement le programme communiste, entraîner le prolétariat dans l'édification de la NATION russe, il n'empêche que cette dernière est sur le point de passer au communisme parce que les « erreurs » staliniennes n'ont affecté que la superstructure qui, comme chacun le sait, est autonome. Telle est la plate réalité de la théorie de M. Althusser, qui ne fait ici que justifier par la bande le socialisme dans un seul pays en se donnant l'air de critiquer le stalinisme pour ses « erreurs dogmatiques » ! Ainsi l'Etat Russe aurait pu devenir une machine *entièrement contre-révolutionnaire* sans que l'infrastructure de la société russe cesse de poursuivre sa marche triomphante vers le plein communisme ?

En fait, la théorie de M. Althusser sur « l'autonomie des superstructures » est l'exact pendant de sa théorie des « formes de transition » : il s'agit pour lui de montrer que tout changement de société est le produit d'une série parallèle de phénomènes ; d'une part, au niveau de la base économique, il y aurait apparition de formes nouvelles ; d'autre part, au niveau de la superstructure politique, il y aurait remplacement d'une forme d'Etat par une autre. Si M. Althusser insiste tant sur la « relative indépendance » de ces deux ordres de faits, c'est qu'il a précisément fait sauter le lien qui les relie. *Ce lien, c'est la lutte des classes.*

C'est en effet à partir de la lutte des classes et *d'elle seule* que l'on peut comprendre comment la dynamique des forces économiques peut rendre nécessaire un changement et une transformation dans les rapports politiques, qui va jusqu'à la destruction de l'Etat. C'est à partir de la lutte des classes et *d'elle seule* que l'on peut comprendre comment la révolution n'est pas un simple mécanisme objectif et nécessite l'intervention consciente et volontaire d'un Parti capable de préparer la

(12) Le meilleur exemple que nous puissions en effet donner de l'inanité de la thèse de M. Althusser sur « l'autonomie » des idéologies est de montrer que sa propre idéologie n'est que le reflet inversé d'une force matérielle : celle de la contre-révolution.

classe révolutionnaire à ses tâches et de l'organiser. C'est à partir d'elle enfin que l'on peut comprendre la défiguration stalinienne du marxisme, produit de l'écrasement international du prolétariat et des conditions petites bourgeoises de la Russie d'alors.

M. Althusser a presque réussi à recoller les morceaux du stalinisme : il manque *simplement* dans sa théorie ce qui est devenu incompatible avec le stalinisme : la perspective révolutionnaire, la vision de Parti. Voilà pourquoi il se débat dans des acrobaties théoriques insurmontables : ainsi, ne pouvant faire le lien entre les contradictions économiques et le bouleversement politique et idéologique, il étudie chacun d'eux à part et déclare pompeusement que le dernier est « relativement autonome » (13).

M. Althusser apparaît lui-même comme le contre-exemple flagrant de ses propres cogitations : lorsqu'on a coupé la théorie de ses racines, lorsqu'on a isolé la superstructure de l'infrastructure, lorsqu'on a détruit de fond en comble l'unité organique du marxisme comme matérialisme dialectique, on ne peut tomber que dans la plate justification de l'idéologie bourgeoise, dont le stalinisme fut le sinistre représentant au sein du mouvement ouvrier.

A tous ceux qui chercheraient dans l'œuvre de M. Althusser une quelconque démonstration de l'invariance ou du caractère scientifique du marxisme, nous répondrons qu'il est précisément la démonstration vivante de l'invariance des attaques bourgeoises et petites-bourgeoises contre le marxisme, exprimées par la plume obscène de tous les « théoriciens » et philosophes, ces théologiens de cabinet, *ces tueurs à gages* acharnés à découvrir le meilleur moyen « théorique » pour assassiner la doctrine.

M. Althusser a suivi la voie connue : il a d'abord décrété que le marxisme était une « science inachevée », qui appelle sans cesse de nouvelles découvertes (« Il serait imprudent de croire que tout a été dit »). Le raisonnement est simple : c'est celui de tous ceux qui, depuis Bernstein, se sont proposé d'« enrichir » le marxisme ; s'il leur faut montrer que le marxisme est inachevé, c'est pour lui ajouter à chaque fois qu'on le peut (c'est-à-dire toujours) des « principes nouveaux » qui sont sa négation même.

Evidemment, le meilleur moyen d'« achever » le marxisme, c'est de le démolir.

Prenons quelques exemples dans les écrits de M. Althusser.

M. Althusser, théoricien de l'ouvriérisme et pourfendeur d'intellectuels

Avant de nous donner ses conseils pour lire « Le Capital », M. Althusser commence par faire une distinction entre les différents publics qui vont se lancer dans cette lecture : le lecteur nous excusera d'une longue citation, mais cela en vaut la peine :

« De qui va, tout naturellement, se composer ce public ?

- 1° De prolétaires, ou salariés directement employés dans la production des biens matériels.
- 2° De travailleurs salariés non prolétaires (depuis le simple employé jusqu'au cadre moyen et supérieur, à l'ingénieur et chercheur, à l'enseignant, etc.).
- 3° D'artisans urbains et ruraux.

(13) Il se sert pour cela de toutes les formules d'Engels dont il défigure à souhait la signification, selon la vieille méthode de Joseph Staline.

4° De membres de professions libérales.

5° D'étudiants et lycéens. »

Remarquons au passage que Marx a inutilement passé son temps à insister sur la division de la société en trois classes fondamentales : M. Althusser préfère visiblement s'adresser à la sociologie bourgeoise et à ses divisions en « catégories sociales ». Il précise sa pensée :

« Parmi les prolétaires ou salariés qui liront le livre I du « Capital » figurent naturellement des hommes et des femmes à qui la pratique de la lutte des classes dans leurs organisations syndicale et politique a donné une certaine « idée » de la théorie marxiste. Cette idée peut être plus ou moins juste, selon qu'on passe des prolétaires aux salariés non-prolétaires : elle n'est pas fondamentalement faussée. »

Donc, si l'on en croit M. Althusser, il suffit aujourd'hui d'être un prolétaire pour posséder une « idée juste » de la théorie marxiste. Il suffit de militer dans les organisations syndicale et politique ACTUELLES du prolétariat pour comprendre le marxisme, alors que ces organisations sont précisément celles qui ont TUE le marxisme et enchaîné le prolétariat à l'idéologie bourgeoise du réformisme, des conquêtes graduelles et du « passage pacifique » au socialisme. M. Althusser nous dira plus loin très naïvement que le mouvement ouvrier international a « fusionné » de façon définitive avec la théorie marxiste dès la fin du XIX^e siècle : c'est pourquoi, ignorant délibérément les contre-révolutions et le passage des partis « prolétariens » dans le camp de la bourgeoisie au cours des deux grandes crises qui ont secoué le début du XX^e siècle, il traite le P.C.F. actuel comme un Parti marxiste, comme le parti de la révolution et non comme le parti de la contre-révolution : il suffit que les canailles opportunistes se prétendent marxistes pour que M. Althusser, qui veut faire la même chose, les prenne aussitôt au mot.

D'autre part, si nous avons bien compris ce que M. Althusser avance, il justifie de la façon la plus plate possible le « spontanéisme » qui fleurit actuellement chez certains gauchistes : s'il suffit en effet d'être un prolétaire pour comprendre et mettre en pratique la doctrine marxiste, et posséder le programme communiste, pourquoi aurait-il besoin d'un parti qui lutte pour la défense de ce programme, d'une organisation centralisée du prolétariat, etc... Il suffit de faire de l'agitation quotidienne et d'attendre que les prolétaires, qui possèdent de façon innée une juste vision des choses, éprouvent le besoin (sans doute « spontané » lui aussi) de faire la révolution.

M. Althusser justifie à la fois la contre-révolution en acte et ceux qui veulent la combattre de façon irréfléchie : il justifie l'existence du P.C.F. à la tête de la classe ouvrière, mais il justifie aussi les fausses visions « spontanéistes » de certains gauchistes qui prétendent lutter contre cette existence à coups d'illusions. Si M. Althusser donne sa caution aux deux choses, c'est que ces deux attitudes sont liées de façon inséparable : c'est qu'elles ne constituent jamais qu'un changement de méthode pour mettre en avant la même vision inter-classiste des luttes « populaires et démocratiques ».

Ici encore, M. Althusser va nous arrêter et nous dire : Je ne suis pas inter-classiste, puisque je m'acharne à faire la différence entre les purs prolétaires et le reste de la population. Vous en aurez la preuve en lisant mes farouches attaques contre les intellectuels :

« Or, ce que les intellectuels ont dans la tête à propos de la théorie marxiste, ce sont à 90 % des idées fausses... Ces idées n'ont eu aucun mal à « gagner » un large public puisqu'il leur était, de par ses préjugés idéologiques anti-socialistes et anti-marxistes, « gagné » d'avance.

« Ce large public est avant tout composé d'intellectuels, et non d'ouvriers, car, comme le disait Engels, même lorsqu'ils ne pénètrent pas dans les démon-

trations les plus abstraites du *Capital*, les prolétaires ne « s'y laissent pas prendre. » (*ibidem*).

Vous voyez bien, triomphe M. Althusser : je lutte pour la vision de classe contre le pluri-classisme. Hélas, M. Althusser, vous commencez par oublier qu'Engels parlait uniquement des ouvriers *révolutionnaires* : il n'y a qu'eux qui ne « s'y laissent pas prendre ». Quand vous étendez ce raisonnement à l'ensemble du prolétariat actuel, vous passez précisément sous silence le fait que celui-ci s'y est « laissé prendre » et qu'il est aujourd'hui entièrement dominé par l'idéologie de l'opportunisme, à laquelle vous apportez votre petite contribution en lui donnant une teinte « théorique ».

Quant à vos féroces diatribes contre les intellectuels, laissez-nous RIRE : est-ce que vous ne vous proposez pas vous-même de résoudre ces petits problèmes, et de servir d'intermédiaire entre un prolétariat « spontanément » marxiste et des intellectuels spontanément soumis à l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise ? Car l'unique fonction des centaines de pages d'une densité admirable que vous avez écrites n'est-elle pas précisément de fournir aux « intellectuels » les moyens d'adhérer sans arrière-pensée à votre « marxisme », sans quitter pour cela leur confortable position d'idéologues ? Laissez-nous rire, M. Althusser, lorsque vous déversez des torrents de vinaigre sur les intellectuels petits-bourgeois : vous êtes bien leur meilleur porte-enseigne.

« Comme le disait Engels, tout savant, qu'il le veuille ou non, pratique inévitablement une philosophie de la science, ne peut donc pas se passer de philosophie. (On voit comment M. Althusser prend chez Engels ce qui l'arrange, et comment il déforme le sens de ses écrits.) Tout le problème est alors de savoir *quelle philosophie* il doit avoir pour compagne ? Une idéologie qui déforme sa propre pratique scientifique, ou une philosophie rigoureuse qui en rende compte et qui la comprenne ? Une idéologie qui l'asservit à ses erreurs et ses illusions, ou au contraire une philosophie qui lui ouvre les yeux, le libère des mythes, et lui permet de maîtriser sa pratique théorique et ses effets ? *La réponse ne fait pas de doute.* »

(« Mat. hist. et Mat. dial. », p. 119.)

C'est ainsi que parle M. Althusser, qui prétendait plus haut défendre le « point de vue de classe » et qui maintenant se lance dans la pénible entreprise de « libérer les savants de leurs mythes » en leur proposant la philosophie pour compagne, dans l'intérêt même de la connaissance.

En somme, la tâche du prolétariat est de fabriquer une *bonne* idéologie qui soit capable de combattre les fausses illusions et les erreurs : c'est ainsi que les intellectuels subjugués prendront leur carte... au P.C.F. !

Ardent défenseur des positions du prolétariat ou intellectuel petit-bourgeois, M. Althusser ? LA REPOSE NE FAIT PAS DE DOUTE !

Il nous serait facile d'établir le catalogue des aberrations politiques de M. Althusser : outre qu'un tel sottisier aurait la taille d'un annuaire téléphonique, on voit mal l'intérêt qu'il pourrait avoir. Indiquons seulement que M. Althusser rétablit magistralement contre le marxisme la séparation entre lutte économique et lutte politique (avertissement à la lecture du « *Capital* », p. 17), qu'il note en passant la « disparition formelle de l'Internationale » (*ibidem* p. 24), ce qui pour lui n'a eu aucune répercussion notable sur la lutte du prolétariat (14), et qu'il ne dédaigne pas enfin de

(14) Il est vrai qu'il donne sa caution à l'idéologie des « voies nationales du socialisme » au nom de l'analyse des « conditions particulières », en déformant complètement la fameuse phrase de Lénine sur « l'analyse concrète d'une situation concrète », que les Staliniens ont accommodée à toutes les sauces pour lui faire dire n'importe quoi.

donner son avis sur la théorie marxiste de l'Etat, laquelle selon lui est incomplète (« LA PENSÉE », revue... du rationalisme moderne, n° 151) parce qu'elle n'insiste pas assez sur la pseudo-distinction entre « pouvoir d'Etat » et « appareil d'Etat », laquelle n'est qu'un plat décalque de la distinction bourgeoise entre Etat et « gouvernement » (étant bien entendu que le « gouvernement » se sert de l'Etat et non l'inverse). On voit que M. Althusser ne lésine pas sur les « découvertes ».

Nous avons suivi M. Althusser au pays des merveilles conceptuelles ; il nous a ensuite conduit dans le désert du stalinisme : nous pouvons maintenant faire le bilan de cette promenade.

La science et l'idéologie selon Saint Althusser

Le problème fondamental que se pose M. Althusser, celui que l'on retrouve dans tous ses écrits, est le suivant : comment distinguer la science de l'idéologie, comment prendre conscience des différences qui les séparent et fixer d'un trait leur limite ? Nous finirons cette étude sur l'examen de cette question, qui va nous permettre de donner à la tentative de M. Althusser son sens global. Puisque l'essentiel des préoccupations de M. Althusser consiste à « développer la connaissance » dans la direction de la science, le problème peut se formuler ainsi : comment préserver la science de toutes les influences pernicieuses qui « compromettent son développement » ? Comment libérer les savants de leurs « mythes » ? Pour cela, il faut évidemment savoir ce qui distingue la science des autres représentations de la réalité dans le cerveau des hommes.

M. Althusser nous explique donc que

« l'idéologie comme système de représentations se distingue de la science en ce que la fonction pratico-sociale l'emporte en elle sur la fonction théorique. »

(« Pour Marx », p. 238).

Traduisons : l'idéologie obéit à certains intérêts pratiques et sociaux, elle est régie par des critères de classe, tandis que la science est uniquement « théorique » et n'a pas d'autres fonctions.

1) En disant cela, M. Althusser accéde l'idée bourgeoise d'une science « objective », qui planerait au-dessus de la société. Nous avons au contraire montré que le développement scientifique obéissait à de pures nécessités sociales, et en particulier qu'à l'intérieur de la société bourgeoise le développement de la science est subordonné à l'accroissement du capital et traverse en gros les mêmes phases (15). Nous avons vu plus haut comment M. Althusser avait appliqué au marxisme lui-même une telle définition pour en faire une théorie au-dessus de la lutte des classes. Nous n'y reviendrons pas : indiquons seulement qu'en partant de la science en général comme de quelque chose qui serait indépendant de l'idéologie, il oublie que les objets, les buts et même la méthode des sciences n'échappent pas à une détermination idéologique, dans la mesure où l'idéologie de la classe dominante intervient dans le travail « objectif » de la science pour lui imposer un développement compatible avec celui de la société de classe et ses impératifs.

(15) Voir dans " Programme Communiste ", n° 43-44, notre étude : " Marxisme et science bourgeoise ".

Indiquons enfin que cette conception d'une science « objective », apte à régler scientifiquement tous les problèmes, fait précisément partie de l'IDEOLOGIE bourgeoise, dénoncée par le marxisme comme OBSCURANTISME SCIENTIFIQUE. M. Althusser ne fait rien d'autre ici que donner sa caution à cet *opium* moderne.

2) Lorsque M. Althusser nous dit qu'il y aura toujours de l'idéologie, et que

« Pour ne pas éviter la question la plus brûlante, le matérialisme historique ne peut concevoir qu'une société communiste elle-même puisse jamais se passer d'idéologie » (« Pour Marx », p. 239),

il fait de l'idéologie une dimension permanente de l'existence humaine, alors que celle-ci n'est que le reflet *inversé* dans le cerveau des hommes de leurs propres conditions d'existence A L'INTERIEUR DE LA SOCIETE DE CLASSE. C'est que l'essence de toute idéologie à un moment donné est d'être, directement ou indirectement, l'idéologie propre à la classe dominante de la société à ce moment donné : ainsi l'idéologie actuelle se caractérise essentiellement comme étant celle de la bourgeoisie. Ce qui la caractérise comme toutes les autres, c'est que la classe qui en est l'origine parvient à faire passer ses propres représentations, sa propre façon de voir les choses comme une représentation et une façon de voir les choses qui seraient communes à toute la société :

« Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. »

(« Idéologie allemande », p. 75.)

Il est par conséquent impossible d'envisager l'idéologie autrement que comme représentation idéale de la domination d'une classe sur les autres : ainsi par exemple l'idéologie bourgeoise de la « liberté », qui suppose comme fondement réel l'existence du « travailleur libre », c'est-à-dire libéré des entraves de sa propriété : exproprié et uniquement « libre » de se faire exploiter.

Voilà pourquoi il est absurde de dire comme M. Althusser que le communisme est compatible avec l'existence de l'idéologie : comme société sans classes et sans Etat, le communisme bannit précisément tout système d'idées ayant pour fonction de renverser les rapports réels pour justifier une quelconque exploitation en en faisant un état NATUREL de l'existence de l'homme (16).

Ici encore, la raison d'être de la thèse de M. Althusser sur l'éternité de l'idéologie est bien prosaïque : elle se trouve dans la théorie stalinienne elle-même. Dans tous

(16) Si nous disons cela, ce n'est pas (comme le croirait sans doute M. Althusser) par une quelconque croyance illuministe dans le remplacement de l'idéologie par la « science » : c'est que pour nous la destruction des classes sociales signifie du même coup la destruction des fausses conceptions que se font les hommes de leurs rapports entre eux et avec la nature. Ce n'est pas que l'idéologie soit condamnable parce qu'elle est fautive (à la manière des philosophes petits-bourgeois), c'est que son existence est fonction de celle de rapports de classe à l'intérieur de la société, et qu'en conséquence elle devra disparaître avec eux.

les manuels officiels d'histoire ou de philosophie du Kremlin, on parle en effet de la nécessité de la lutte sur le « front idéologique » contre les ennemis du peuple qui reviennent aux vieilles conceptions « individualistes et liquidatrices ». Contre ceux-là, il faut donc mettre en avant la « bonne » idéologie patriotique, nationaliste et surtout productiviste : la propagande présente alors le « socialisme » comme assurant la libération rationnelle et totale de l'homme, bien qu'y subsistent toutes les formes sociales de l'exploitation, et en particulier le salariat. *C'est pour cela qu'on a besoin d'une « idéologie »,* et que M. Althusser se fait l'écho de ces divagations. Car, comme le disait Marx, le besoin d'une idéologie disparaît

« dès qu'il n'est plus nécessaire de représenter un intérêt particulier comme général ou "l'intérêt général" comme prédominant .»

(" Idéologie allemande " .)

Pour finir sur cette question, prenons un exemple éclairant : le marxisme a toujours affirmé que l'image d'après laquelle les hommes concevaient la nature n'était jamais qu'un reflet de la façon dont ils conçoivent leurs rapports sociaux. Ainsi, de même que la bourgeoisie a d'abord été une classe révolutionnaire, sa science et son idéologie ont tout naturellement commencé par être matérialistes et déterministes (Galilée, Diderot, Darwin, Morgan, etc...). Aujourd'hui, non seulement la philosophie bourgeoise recommence à nous servir les vieilles bigotteries idéalistes, mais la science elle-même est devenue anti-déterministe jusqu'en biologie ou en physique, sans parler des fausses sciences comme la soi-disant « sociologie », dont l'unique fonction est de prouver l'éternité du régime bourgeois et de ses catégories. Si aujourd'hui la science bourgeoise lance tant d'attaques contre le déterminisme dans la nature, c'est que la bourgeoisie, qui a cessé depuis longtemps d'être révolutionnaire, essaye de conjurer le spectre du déterminisme dans la société : spectre de la guerre sociale, spectre de sa propre chute.

Où est donc la différence entre la science et l'idéologie, M. Althusser ?

En réalité, cette fausse distinction peut servir à résumer tout l'effort de notre philosophe : en effet, s'il a tant besoin d'insister sur cette soi-disant démarcation, c'est que, transformant la doctrine marxiste en science au sens bourgeois du terme, il cherche par dessus tout à préserver sa « pureté », c'est-à-dire à la « *préserver du prolétariat* » et de la lutte des classes qu'il rejette dans l'idéologie. D'autre part, nous avons vu que son unique préoccupation était somme toute de « faire avancer la connaissance » : c'est pourquoi il lui faut tracer la limite entre ce qui est la « théorie » et ce qui est l'ACTION, pour ne garder que la théorie en la coupant de toute praxis. Mais, étant donné que le marxisme est inséparable de la praxis révolutionnaire du prolétariat, la « théorie » que nous offre M. Althusser n'a plus rien à voir avec lui : il est obligé de s'appuyer sur le stalinisme, qui est l'agent historique de cette séparation, dont le résultat fut la perte par le prolétariat de son programme historique. En définitive, si on réussit à enlever de l'œuvre de M. Althusser l'épaisse couche de poudre aux yeux philosophique dont il entoure ses thèses, il ne reste que cela : le stalinisme, que les théologiens actuels du faux marxisme n'osent même plus affirmer au grand jour.

*
**

Conclusion

Nous avons bien entendu laissé de côté une foule de détails : c'est que nous nous foutons éperdument des subtilités que M. Althusser peut apporter dans la formulation de sa théorie. L'essentiel est de voir que celle-ci n'est nullement une nouveauté, mais simplement la reproduction pédante de toutes les positions bâtarde de la petite-

bourgeoisie intellectuelle qui ose se prétendre marxiste parce qu'elle a picoré çà et là, dans la charogne stalinienne, quelques raisons pour justifier tout ce qui va à l'encontre de l'émancipation du prolétariat. C'est précisément à ce genre de bouffonneries que Marx faisait allusion lorsqu'il écrivait :

« Il ne faut pas s'imaginer que les représentants démocrates sont tous des boutiquiers, ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture ou leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite-bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit-bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits-bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent. »

(" Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte " , chap. 3.)

Voilà pour tous ceux qui, tels M. Althusser, ont voulu et veulent encore remplacer la réalité par leurs rêves philosophiques. Contre tous ceux-là, nous répéterons inlassablement que *la science et la philosophie d'aujourd'hui, c'est la marche en avant de la révolution* ; que le seul savoir qui compte, c'est le savoir de classe du prolétariat, sa théorie et sa praxis révolutionnaire, sa doctrine historique et l'expérience de ses luttes ; c'est l'organisation du prolétariat en classe autour de son programme et de son Parti.

M. Althusser nous affirme que l'intérêt fondamental du marxisme, et son caractère scientifique, c'est qu'il parvient à développer la connaissance et à « penser » la réalité mieux que ne l'ont jamais fait toutes les théories bourgeoises. Il ne fait par là que développer le rêve petit-bourgeois d'un savoir total. Pour nous au contraire, l'intérêt fondamental du marxisme, c'est qu'il est *la doctrine de la révolution* et qu'il a pu déceler le caractère absolument nécessaire de cette révolution, par delà la simple vision de la société actuelle. C'est ce qui fait aussi son caractère scientifique : si le marxisme est aujourd'hui la seule science sociale digne de ce nom, ce n'est pas par sa supériorité théorique, c'est parce qu'il exprime de façon rationnelle les buts de la classe révolutionnaire, et qu'il est par conséquent capable de relier l'étude de l'histoire passée et de la société actuelle à la perspective lumineuse de ces buts finaux. Si le marxisme est une science, ce n'est pas parce qu'il est seul capable d'étudier le capitalisme, mais parce qu'il est seul capable de PREVOIR LA FIN DU CAPITALISME. C'est cette capacité de prévision fondée sur le déterminisme, et uniquement elle, qui distingue le marxisme comme science de toutes les idéologies liquidatrices qui ont prétendu l'abattre ou, ce qui est pire encore, le « réformer ».

Aujourd'hui, seul un Parti qui a pu tirer jusqu'au bout les leçons de la contre-révolution et résister contre tous à la marée opportuniste peut avoir préservé une telle science et incarner la capacité de prévoir et de diriger les luttes qui en découlent. Seule la praxis révolutionnaire dont le Parti de classe est l'expression consciente et volontaire pourra mettre fin à tous les rêves philosophiques auxquels sont condamnés les apôtres honteux de la théorie pure.

C'est seulement par la lutte acharnée contre ces faux prophètes et ces hercules de théâtre, dont les théories empestent encore ou tentent d'empester le mouvement ouvrier, que le prolétariat retrouvera la voie de sa direction révolutionnaire : le Parti de classe organisé autour des principes invariants du communisme, critique impiétisable de tous les mythes, de toutes les idéologies, de toutes les philosophies dont l'unique but est de DÉVIER la lutte du prolétariat pour son émancipation en tant que classe, en l'enchaînant à toutes les illusions colportées dans ses rangs par l'opportunisme, théorique ou non.

**

Dernière minute

Nous apprenons sans surprise que M. Althusser vient de décréter que l'essentiel de l'œuvre de Marx porte malheureusement la trace « d'influences hégéliennes ». A son avis, Marx ne serait vraiment devenu marxiste que lors de la *critique du programme de Gotha* (1875). A ceux qui se demanderaient où va s'arrêter la triomphale marche en avant de la « coupure » qui ronge l'œuvre de Marx, nous pouvons répondre sans hésiter que M. Althusser sera bientôt obligé de nous montrer que Marx n'a jamais été vraiment marxiste — au « sens théorique » du terme, bien entendu — (ne l'a-t-il d'ailleurs pas dit lui-même ?).

M. Althusser pourra alors s'en donner à cœur-joie, ré-écrire le *Capital* et passer à la *critique ouverte* de la doctrine dont il n'a fait jusqu'à présent que la *critique honteuse*, en se dissimulant sous le manteau de la philosophie.

On ne peut pas vouloir faire de la théorie pure et en même temps garder un lien quelconque — même formel — avec le matérialisme. On ne peut pas vouloir monter au ciel sans couper en même temps tous les fils qui relient le ciel à la terre ferme. Chacun tient son métier pour le vrai : M. Althusser, dont le métier est de penser, transforme en pensée tout ce qu'il touche, et s'étonne de ne trouver autour de lui que des pensées.

Le marxisme est mort, vive saint Althusser !

La gauche communiste sur le chemin de la révolution

V. — DEFENSE DU PARTI ET DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

La participation aux séances du VI^e Exécutif Elargi de février 1926 fut la dernière apparition « officielle » de la « délégation » de Gauche du Parti Communiste d'Italie aux congrès de l'Internationale, de même que le congrès de Lyon de la même année fut le dernier où elle put se mesurer directement avec la nouvelle direction centriste du Parti. L'année 1926 est significative non tant pour ces événements que parce qu'aussi bien à l'Exécutif Elargi qu'au congrès de Lyon, le Parti d'Italie et l'Internationale font carrément machine arrière et s'engagent sur la voie sans issue qui mène de la dégénérescence à la contre-révolution. Par contre, solidement retranchée sur ses positions de départ, la Gauche remplit le rôle de « forteresse assiégée » qui, selon Lénine, aurait dû être celui de la Russie socialiste et révolutionnaire. Mais Lénine pensait à un siège de l'Etat prolétarien de Russie par le capitalisme international ; tandis que la Gauche subit depuis lors le siège et l'encerclement international de l'alliance entre la contre-révolution et le capitalisme. Lénine ne pouvait pas imaginer que l'ennemi aurait vaincu de l'intérieur du Parti et de l'Internationale !

Tel est le caractère saillant de la tragédie prolétarienne. Pour la première fois dans l'histoire du processus révolutionnaire, aussi bien l'Etat du prolétariat que le Parti politique de classe sont captés par le capitalisme et mis au service de la conservation sociale. La vague contre-révolutionnaire à laquelle Staline a donné son nom est la plus grave de toutes celles qui se sont abattues sur la classe ouvrière mondiale. La reprise de classe et la reconstitution du parti en dépendent étroitement, et c'est pourquoi le degré de difficulté que rencontre leur renaissance est directement proportionnel aux dégâts produits par la défaite. La loi qui régit la formation et la dissolution des formes sociales, politiques et économiques, comme la victoire de la doctrine marxiste sur toutes les autres théories d'interprétation de l'histoire, est une inexorable loi historique qu'il faut lire dans les faits matériels et pas dans la tête des gens. Ceci répond aux idéologues de l'ennemi historique, qui aime liquider l'« utopie » communiste en donnant l'exemple de la dégénérescence de la Russie révolutionnaire — ils ne sont plus bêtes quand il s'agit de frapper le prolétariat ! — vers une économie et un Etat non pas socialistes mais capitalistes. Et ceci répond également aux prétendues doctrines nouvelles d'allure idéaliste, et de style anarchisant et ouvriériste qui tout en niant également que la Rus-

sie actuelle ait une forme et une nature socialistes, s'efforcent d'extirper le marxisme révolutionnaire de la classe et de l'histoire, tout en prétendant sortir de la tragédie et marcher malgré tout vers le communisme. Ce n'est pas un hasard si, au moment où la révolution et l'Internationale triomphaient, les autres tendances révolutionnaires s'y soumirent, et si au contraire, avec leur défaite, elles essaient de redresser la tête aujourd'hui.

Ce difficile, long et pénible travail de « lecture » constituait la première condition pour la reconstitution du parti politique de classe. La Gauche n'a jamais cessé de le poursuivre, pas même lorsqu'au feu de la bataille de rues ou en rase campagne contre les forces ennemies, on croyait qu'il fallait abandonner l'élaboration théorique pour l'orientation pratique : elle suivait ainsi la leçon de Lénine, éblouissant théoricien marxiste de **l'Etat et la Révolution** au moment même où l'artillerie rouge mitraillait la bourgeoisie russe et le capitalisme mondial.

Le marxisme n'a pas été démenti par le processus réel, mais seuls ceux qui ne l'ont jamais renié ont le droit de l'affirmer avec assurance. On a beau vouloir enterrer la fonction scientifique du marxisme, les théoriciens des classes ennemies eux-mêmes sont obligés de compter avec la doctrine de la révolution et du socialisme, tout comme les jeunes bourgeoisies des anciennes colonies, qui par position et par intérêt refusent le socialisme, sont obligés d'en revêtir l'apparence extérieure : tant le communisme futur et la révélation de ses lois sont enracinés dans la réalité.

Avec l'année 1926, l'assaut révolutionnaire s'épuise et, dialectiquement, la contre-offensive capitaliste se renforce.

Mais la reprise accidentelle de la résistance bourgeoise à l'assaut révolutionnaire du prolétariat implique aussi l'usure irrémédiable de l'édifice capitaliste, que les rafistolages et les soutiens de la trahison opportuniste et du désespoir petit-bourgeois ne réussiront pas à sauver dans les siècles des siècles. C'est un cycle historique, et non éternel, qui aboutira à la victoire du communisme révolutionnaire.

La révolution d'Octobre n'a pas résolu tout de suite ce problème historique : comment abattre les résistances du capitalisme avancé, occidental et démocratique ? Mais elle a fourni toutes les conditions pour le résoudre, toujours dans un sens marxiste. Ce qui résume ces conditions, c'est la validité confirmée des positions de la Gauche Communiste, que personne ne pourra jamais démentir ni invalider. Ni la grossière exaltation de Staline ni la tout aussi vulgaire mystification des ordinovistes, pas même l'infâme dénigrement du camarade Amadeo, vivant ou mort, ne pourront entraver la marche irrésistible vers la victoire prolétarienne. Et ce n'est pas le « bordiguiste » qui parle ici, plutôt que le marxiste ou le léniniste.

Il n'existe pas au monde une œuvre de mise au point théorique et de réorganisation militante qui égale celle de la Gauche. C'est sur cette base indestructible que se produira le saut de la défaite à la résurrection.

De l'énorme matériel constitué par les interventions d'Amadeo, au nom de la Gauche, seul contre tous et votant contre toutes les résolutions au VI^e Exécutif Elargi de février-mars 1926, nous ne détachons que **quelques** passages significatifs. Ceux-ci donnent une idée de l'effort désespéré alors accompli pour appeler le mouvement communiste mondial à sauver l'Internationale et la révolution d'Octobre, contre la « terreur iréologique » instaurée dans les Partis sous le prétexte mensonger de la bolchevisation pour pouvoir ensuite exercer la terreur **physique** sur la vieille garde bolchevique, et contre la prétention absurde d'exclure de la discussion internationale la question russe et même l'**interdiction** d'en parler ; on aura une idée de l'effort désespéré accompli à ce cri : « Puisque la révolution russe est la première grande étape de la révolution mondiale, elle est aussi notre révolution, **ses problèmes sont nos problèmes** et tout membre de l'Internationale révolutionnaire a non seulement le droit mais le devoir de contribuer à leur solution ! ». Nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement.

Renverser la pyramide pour que l'Internationale revive

...Au dernier Congrès, j'ai déjà critiqué nos méthodes de travail. Une collaboration collective véritable fait défaut dans nos organes dirigeants et dans nos Congrès. L'organe suprême semble être quelque chose d'étranger aux sections, qui discute avec lui et se choisit dans chacune une fraction à laquelle donner son appui. Ce centre reçoit également, dans toutes les questions, l'appui de toutes les sections restantes, qui espèrent s'assurer ainsi un meilleur traitement lorsque leur tour sera venu. Parfois, ceux qui s'abaissent à ce maquignonage ne sont que des groupes de leaders unis par des liens purement personnels. On nous dit : la direction internationale nous est fournie par l'hégémonie du parti russe. Mais un problème se pose : comment les questions internationales sont-elles résolues par le parti russe ? Cette question, nous avons tous le droit de la poser.

Après les derniers événements, cet unique point d'appui de tout le système n'est plus suffisant. Dans la dernière discussion du parti russe, nous avons vu des camarades qui revendiquaient la même connaissance du léninisme et qui avaient indiscutablement le même droit de parler au nom de la tradition révolutionnaire bolchevique, discuter entre eux et dans ce procès utiliser les uns contre les autres des citations de Lénine et interpréter chacun en sa faveur l'expérience russe. Sans entrer dans la discussion elle-même, ceci est un fait indiscutable que je veux établir.

Qui, dans une telle situation, décidera en dernière instance sur les problèmes internationaux ? On ne peut plus répondre : la vieille garde bolchevique, car cette réponse ne résoud rien en pratique. C'est le premier point d'appui du système qui se dérobe devant notre enquête objective. Mais il en résulte que la solution doit être complètement différente. Nous pouvons comparer notre organisation internationale à une pyramide. Cette pyramide doit avoir un sommet et des génératrices qui tendent

vers ce sommet. C'est ainsi qu'on obtient l'unité nécessaire et la centralisation nécessaire. Mais aujourd'hui, du fait de notre tactique, cette pyramide repose dangereusement sur son sommet. Il faut donc la renverser ; ce qui est maintenant au-dessous doit venir au-dessus, il faut mettre la pyramide sur sa base pour qu'elle retrouve son équilibre.

Notre conclusion finale sur la question de la bolchevisation est donc qu'il ne suffit pas d'introduire de simples modifications d'ordre secondaire, mais que c'est tout le système qui doit être modifié de fond en comble...

L'expérience bolchevique est immense, mais elle ne suffit pas

...Il y a un seul parti qui ait obtenu la victoire révolutionnaire : le parti bolchevique russe. Il est d'une importance capitale pour nous de suivre la même voie que celle que le parti russe a suivie pour arriver à la victoire. C'est très vrai. Mais cela ne suffit pas. Il est hors de doute que la voie historique suivie par le parti russe ne peut pas présenter tous les caractères du développement historique que les autres partis ont devant eux. Le parti russe luttait dans un pays où la révolution libérale bourgeoise n'était pas encore accomplie ; le parti russe, c'est un fait, combattait dans des conditions particulières, c'est-à-dire dans un pays où l'aristocratie féodale n'avait pas encore été abattue par la bourgeoisie capitaliste.

Entre l'écroulement de l'autocratie féodale et la conquête du pouvoir par le prolétariat, il y a eu une période trop brève pour que ce développement puisse être comparé à celui que la révolution prolétarienne devra parcourir dans les autres pays. Il n'y a pas eu le temps suffisant pour faire naître sur les ruines de l'appareil d'Etat tsariste et féodal un appareil d'Etat bourgeois. Le développement de la révolution en Russie ne nous fournit donc pas les expériences fondamentales dont nous avons besoin pour savoir comment le prolétariat devra abattre l'Etat capitaliste moderne, libéral, parlementaire, qui existe depuis des années et qui possède une grande capacité de se défendre.

Etant donné ces différences, le fait que la révolution russe ait confirmé notre doctrine, notre programme, notre conception du rôle de la classe prolétarienne dans le cours de l'histoire, est du point de vue théorique d'autant plus important que la révolution russe, malgré ces conditions particulières, a amené la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat réalisée par le parti communiste. C'est en cela que la théorie du marxisme révolutionnaire a trouvé la plus grandiose confirmation historique. Du point de vue idéologique, c'est d'une importance décisive ; mais pour ce qui est de la tactique, cela n'est pas suffisant.

Nous devons savoir comment on attaque et comment on conquiert l'Etat bourgeois moderne, un Etat qui se défend (dans la lutte armée) plus efficacement encore que l'autocratie tsariste n'a su le faire, et qui

de plus se défend à l'aide de la mobilisation idéologique et de l'éducation du prolétariat dans un sens défaitiste par la bourgeoisie. Ce problème, dans l'histoire du parti communiste russe, ne se présente pas, et si on interprète la bolchevisation en ce sens qu'on pourrait demander à la révolution russe la solution de tous les problèmes stratégiques de la lutte révolutionnaire, une telle notion de la bolchevisation est insuffisante. L'Internationale doit construire une conception plus vaste, elle doit trouver pour les problèmes stratégiques des solutions qui sont en dehors de l'orbite de l'expérience russe. Celle-ci doit être utilisée pleinement, il n'y a rien dans cette expérience qu'on doive repousser, nous devons toujours l'avoir devant nos yeux ; mais nous avons également besoin d'éléments complémentaires tirés de l'expérience que la classe ouvrière fait en Occident.

C'est cela qu'il faut dire, du point de vue historique et tactique, sur la bolchevisation. L'expérience de la tactique en Russie ne nous a pas montré comment nous devons procéder dans notre lutte contre la démocratie bourgeoise : elle ne nous donne aucune idée des difficultés et des tâches que le développement de la lutte prolétarienne dans nos pays mettra en lumière...

La question russe ne peut être résolue dans les frontières de la seule Russie

...Quelles sont nos tâches pour l'avenir ? Cette assemblée ne saurait s'occuper sérieusement de ce problème sans se poser la question fondamentale des rapports historiques entre la Russie soviétique et le monde capitaliste dans toute son ampleur et sa gravité. Avec le problème de la stratégie révolutionnaire du prolétariat et du mouvement international des pays et des peuples coloniaux et opprimés, la question de la politique d'Etat du parti communiste en Russie est aujourd'hui pour nous la question la plus importante. Il s'agit de résoudre heureusement le problème des rapports de classe à l'intérieur de la Russie, il s'agit d'appliquer les mesures nécessaires à l'égard de l'influence des paysans et des couches petites-bourgeoises qui sont en train de se former, il s'agit de lutter contre la pression extérieure qui aujourd'hui est purement économique et diplomatique et qui demain sera peut-être militaire.

Puisque des mouvements révolutionnaires ne se sont pas encore produits dans les autres pays, il est nécessaire de lier le plus étroitement possible toute la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat. Je n'entends pas approfondir ici cette question, mais j'affirme que dans cette lutte on doit s'appuyer, certes, en premier lieu sur la classe ouvrière russe et sur son parti communiste, mais qu'il est fondamental de s'appuyer également sur le prolétariat des Etats capitalistes. Le problème de la politique russe ne peut être résolu dans les limites étroites du seul mouvement russe, la collaboration directe de toute l'Internationale communiste est absolument nécessaire.

Sans cette collaboration véritable, non seulement la stratégie révolutionnaire en Russie, mais aussi notre politique dans les Etats capitalistes seront gravement menacées.

Nous pensons tous ici que les partis communistes doivent maintenir inconditionnellement leur indépendance révolutionnaire ; mais il est nécessaire de mettre en garde contre la possibilité d'une tendance à vouloir remplacer les partis communistes par des organismes d'un caractère moins clair et explicite, qui n'agiraient pas sur le terrain de la lutte des classes et nous affaibliraient, nous neutraliseraient politiquement. Dans la situation actuelle, la défense du caractère international et communiste de notre organisation de parti contre toute tendance liquidatrice est une tâche commune indiscutable.

Pouvons-nous, après la critique que nous avons faite de la ligne générale, considérer l'Internationale, telle qu'elle est aujourd'hui, comme suffisamment armée pour cette double tâche stratégique en Russie et dans les autres pays ? Pouvons-nous exiger la discussion immédiate de tous les problèmes russes par cette assemblée ? A cette question nous devons hélas répondre non. Une révision sérieuse de notre régime intérieur est absolument nécessaire ; il est en outre nécessaire de mettre à l'ordre du jour de nos partis les problèmes de la tactique dans le monde entier et les problèmes de la politique de l'Etat russe ; mais cela ne peut se faire qu'au travers d'un cours nouveau, avec des méthodes complètement différentes.

Dans le rapport et dans les thèses proposées nous ne trouvons aucune garantie suffisante à cet égard. Ce n'est pas d'un optimisme officiel que nous avons besoin ; nous devons comprendre que ce n'est pas avec des méthodes aussi mesquines que celles que nous voyons trop souvent employer ici, que nous pouvons nous préparer à assumer les tâches importantes qui se présentent à l'état-major de la révolution mondiale...

La terreur idéologique contre les camarades doit cesser

...Je demande ceci : y aura-t-il à l'avenir un changement dans nos rapports intérieurs ? Cette séance plénière montre-t-elle que l'on prendra une nouvelle voie ? Au moment même où on affirme ici que le régime de la terreur intérieure doit cesser, les déclarations des délégués français et italiens suscitent en nous quelques doutes, bien que les thèses parlent de donner au parti une vie nouvelle. Nous attendons de vous voir à l'œuvre.

Je crois, pour ma part, que la chasse au prétendu fractionnisme va continuer et donnera les résultats qu'elle a donnés jusqu'ici. On peut le voir également dans la manière dont on s'efforce de régler la question allemande et diverses autres questions. Je dois dire que cette méthode de l'humiliation personnelle est une méthode déplorable, même quand elle est utilisée contre des éléments politiques qui méritent d'être durement combattus. Je ne crois pas que ce soit un système révolutionnaire. Je

pense que la majorité qui prouve aujourd'hui son orthodoxie en s'amusant sur le dos des pécheurs persécutés, est très probablement composée d'anciens opposants humiliés. Nous savons que ces méthodes ont été appliquées, et peut-être le seront encore, à des camarades qui non seulement ont une tradition révolutionnaire, mais restent des éléments précieux pour nos luttes futures. Cette manie d'autodestruction doit cesser si nous voulons vraiment poser notre candidature à la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Le spectacle de cette séance plénière m'ouvre de sombres perspectives pour ce qui est des changements à venir dans l'Internationale. Je voterai donc contre le projet de résolution qui a été présenté...

Un dernier appel avant qu'il ne soit trop tard

...Je voudrais formuler par écrit ma position en ce qui concerne la discussion sur les problèmes russes. J'ai le droit de constater que le plénum n'a pas discuté les questions russes, qu'il n'a ni la possibilité ni la préparation requise pour le faire et cela me donne le droit d'en conclure que nous avons là un des résultats de la politique générale erronée de l'Internationale et des déviations de droite de cette politique. C'est la même constatation que j'ai faite dans mon premier discours durant la discussion générale.

Concrètement, je propose que le Congrès mondial soit convoqué l'été prochain, avec à l'ordre du jour précisément la question des rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de l'Etat russe et du parti communiste d'Union Soviétique, étant bien établi que la discussion de ces problèmes doit être préparée correctement dans toutes les sections de l'Internationale.

FACE A FACE AVEC LA CONTRE-REVOLUTION

Les différents aspects de la question russe ne furent discutés (si on peut dire) que partiellement au cours d'une séance à huis clos entre Staline et la délégation italienne.

Le procès-verbal est — comme l'admet G. Berti qui l'a reproduit dans les "Annales Feltrinelli 1966" — en partie censuré, et d'ailleurs la "discussion" fut réduite autoritairement à un échange de questions et de réponses. Il était **interdit** de parler de la "théorie du socialisme dans un seul pays" : Amadeo posa toutefois à Staline des questions précises sur ce point. Le lecteur remarquera avec quel cynisme celui-ci se défend en jurant qu'il n'est pas question que la Russie abandonne jamais le mouvement communiste international pour se "replier sur elle-même". Il va même jusqu'à prendre le Bon Dieu à témoin pour couvrir ses mensonges !

Nous reproduisons ici le passage final, où l'on voit entre autres comment la question vitale du Parti Russe et de ses graves divergences est liquidée sous des prétextes d'ordre purement administratif, quelques mois à peine avant que les armes de la terreur idéologique et physique ne lui apportent une tragique solution.

ERCOLI demande si les questions qui ont été discutées au Congrès du P. C. R. comprennent des perspectives concernant les développements de la situation mondiale. (1).

STALINE : Nos perspectives sont celles de l'Internationale Communiste en général

BORDIGA : Afin de préciser la question de perspectives, je demande si le camarade Staline pense que le développement de la situation russe et des problèmes intérieurs du Parti russe est lié au développement du mouvement prolétarien international ?

STALINE : On ne m'a jamais posé une telle question. Je n'aurais jamais cru qu'un communiste puisse me la poser. Que Dieu vous pardonne de l'avoir fait !

BORDIGA : Alors je demande que le camarade Staline dise ce qu'il arrivera en Russie si la révolution prolétarienne en Europe ne se produit pas avant un certain temps ?

STALINE : Si nous savons bien organiser l'économie russe, elle est destinée à se développer, et avec elle c'est la révolution qui se développe. Le programme de notre parti dit d'autre part que nous avons le devoir de répandre la révolution dans le monde par tous les moyens, et nous le ferons. Il n'est absolument pas exclu que si la bourgeoisie ne nous attaque pas la première, nous soyons obligés de l'attaquer nous-mêmes.

Sans doute la bourgeoisie a-t-elle laissé passer le bon moment pour nous attaquer, quand nous étions faibles. Aujourd'hui nous sommes plus forts. Nous avons deux millions d'ouvriers dans la grande industrie et sept millions dans l'industrie moyenne, et leur capacité productive ainsi que leur culture ne cessent d'augmenter. La marche sur Varsovie a été une erreur de tactique mais non une erreur de principe.

BORDIGA : Cette collaboration devrait déjà avoir lieu pour la récente discussion. Les questions traitées par le Congrès russe devraient donc être traitées à l'actuel exécutif de l'I. C.

STALINE : On doit remarquer que ces questions sont essentiellement russes. En outre, les Partis occidentaux ne sont pas encore armés pour en discuter. C'est pourquoi le centre du P. C. R. a adressé aux Partis de l'I. C.

(1) Ercoli était le pseudonyme de feu Togliatti.

une lettre où on demande que la récente discussion du parti russe ne soit pas transportée dans les autres Partis. Cette résolution a été également approuvée par l'Opposition et a été adoptée par le Présidium de l'I. C. Nous avons fait cela également pour éviter que ne se reproduise ce qui s'est passé pour les discussions précédentes avec Trotsky, qui ont été transportées dans certains Partis de façon artificielle et mécanique

BORDIGA : Je ne crois pas que ces arguments aient une valeur décisive. Tout d'abord, si on ne voulait pas discuter des questions russes à cet Exécutif élargi, c'est l'Exécutif élargi lui-même qui devait le décider. Deuxièmement, les problèmes abordés dans la discussion du Parti russe ne peuvent pas être considérés comme exclusivement russes. Ils intéressent les prolétaires de tous les pays. Enfin, le fait que l'Opposition ait accepté n'a aucune valeur.

STALINE : D'un point de vue formel de procédure, il est sans doute vrai qu'il n'est pas absolument régulier que l'Exécutif élargi ne décide pas lui-même de ne pas affronter la question russe, mais il faut regarder le fond des choses. La position que le Parti Communiste Russe a dans l'Internationale est telle qu'on ne peut penser qu'il soit possible de résoudre selon la procédure les problèmes qui concernent les rapports entre le Parti russe lui-même, l'Internationale, et les autres Partis. Sans aucun doute, la position du Parti russe dans l'Internationale est une position privilégiée. Nous savons que ce privilège existe et nous savons quelle responsabilité en découle. Nous savons que lorsque les camarades russes parlent au Présidium il est difficile que les camarades des autres Partis les contredisent, et même cela ne nous fait pas plaisir. Nous avons encore d'autres privilèges : le privilège que l'Internationale soit située à Moscou, le privilège d'avoir gagné notre Révolution.

Nous sommes prêts cependant à transférer le siège de l'Internationale dans un autre pays dès que la Révolution aura vaincu ailleurs. Comme vous voyez, il ne s'agit pas d'une question de procédure. De plus, cette difficulté de procédure est une chose bien petite en comparaison des difficultés que nous aurions à affronter si la discussion russe était rouverte au Plénum de l'Exécutif élargi. En effet, cela voudrait dire que nous la rouvrions dans le Parti russe, et non seulement, mais cela voudrait dire mettre l'opposition en minorité dans l'Internationale, c'est-à-dire ôter au camarade Zinoviev la direction de l'Internationale. Or il n'y a personne qui désire cela. Et nous ne pensons pas que les Partis de l'I. C. aient intérêt à rouvrir la controverse dans le Parti russe.

(Suite et fin au prochain numéro)

A PROPOS DU CINQUANTENAIRE DES SCISSIONS DE TOURS ET DE LIVOURNE

Les opportunistes de France et d'Italie ont commémoré à leur manière les Congrès de Tours et de Livourne de 1920-21, célébrant chacun de leur côté « leur » tradition nationale et « leurs » grands hommes. Toutefois, à l'heure du dialogue avec les socialistes, des manœuvres de couloir pour instaurer cette « union de la Gauche » qu'on fait miroiter aux yeux éblouis des électeurs comme la panacée, le P.C.F. poursuit plus que jamais cette politique de réconciliation que Thorez définissait lapidairement en disant : « La liquidation de la scission est un objectif constant des communistes ». C'est pourquoi aussi le P.C.F. s'est empressé de souligner que les responsables de la scission de Tours, ce sont « les autres » (1).

Le P.C.I., lui, a été fondé par un courant, la Gauche communiste, qui de toutes ses forces avait voulu, réclamé et préparé la scission d'avec les réformistes. Alors on oublie la Gauche, on se dit le « Parti de l' " Ordine Nuovo " », on exalte le fondateur de l' " Unità " (autre titre significatif), Gramsci, dont on connaît la parole mémorable : « La scission de Livourne a été le plus grand triomphe de la réaction. »

Quoi d'étonnant ? Qu'est-ce qui sépare les opportunistes actuels du P.C.F. et du P.C.I. de ces opportunistes de la 11^e Internationale contre lesquels s'était formée l'Internationale Communiste avec ses différentes sections ? Partisans des voies nationales, pacifistes, progressistes, compromis jusqu'au cou dans la collaboration de classes et la défense de leurs

(1) Cf. "l'Humanité", décembre 1970, numéro sur le Congrès de Tours : « Léon Blum a beau s'écrier : " Malgré tout, restons frères... ", ses amis et lui refusent de s'incliner devant la majorité (...). L'inconnue, mais en est-ce bien une ? c'est de savoir si la minorité que nul ne songe à chasser du Parti ne va pas le quitter (...). Elle le fera... L'immense volonté de renouveau n'a pu entraîner tout le monde ».

Cf. aussi dans le même numéro, cette citation de la brochure " Un sacré bout de chemin " (publiée à l'occasion du cinquantenaire) : « Du fond de l'histoire du Parti monte toujours le maître-mot : Unir ».

économies nationales respectives, ils sont bien en réalité les héritiers des Blum, des Longuet, des Turati, de tous ceux que dénongeaient avec la plus grande vigueur les thèses de Lénine.

L'opportunisme actuel n'est qu'une réédition plus infâme encore de l'opportunisme social-démocrate. Il suffit de feuilleter les discours des droitiers aux Congrès de Tours et de Livourne (2) pour être frappé de la ressemblance avec les paroles des prétendus « communistes » d'aujourd'hui. Si on veut chercher une continuité, on la trouve entre l'opportunisme social-démocrate, l'opportunisme stalinien et l'opportunisme post-stalinien actuel. Mais dans cette lignée, les révolutionnaires véritables n'ont pas leur place. De telles commémorations sont en réalité une insulte : « le P.C.F. est le Parti du renouvellement de la société vers le progrès social », péroré F. Billoux à Tours en décembre 1970. Qui eût osé dire cela à Tours en décembre 1920 ?

Rappeler au prolétariat ce que furent réellement Tours et Livourne, c'est lutter contre les renégats qui dirigent le P.C.F. et le P.C.I. aujourd'hui. C'est contre eux que devra se faire la reprise des luttes à l'échelle mondiale, de même qu'en 1919 la III^e Internationale se forma contre les traîtres de la social-démocratie.

Tours et Livourne sont des exemples qui nous montrent à quelles conditions se constitue le Parti révolutionnaire. Nous n'avons pour cela rien à inventer : il suffit de tirer les leçons du passé à la lumière du programme invariant du marxisme. La grande affaire d'un certain nombre de gauchistes d'aujourd'hui (mis à part ceux qui nient purement et simplement la nécessité de l'organisation), c'est de trouver des recettes de

(2) On trouvera des extraits des discours de Tours dans la brochure d'A. Kriegel, " Le Congrès de Tours ", Julliard, 1964, et l'intégrale des principaux discours de Livourne dans le fort volume de L. Cortesi, " Il socialismo italiano tra riforme e rivoluzione, Dibattiti congressuali del P.S.I., 1892-1921 ", Laterza, 1969.

On trouvera des documents sur l'histoire du mouvement ouvrier en France et en Italie, ainsi que notre analyse de parti sur les Congrès de Tours et de Livourne dans les publications suivantes :

" Prometeo ", 1^o série, n° 2 (1951), " Documents sur le Congrès de Livourne (21 janvier 1921) du P.C. d'Italie ".

" Programma comunista ", 1963 (n° 6, 7, 8, 14, 15) : " Le mouvement ouvrier français jusqu'en 1920 ", 1965, (n° 5) : " Origines et caractère du mouvement ouvrier français " ; 1971 (n° 3) : " A bas les fossoyeurs du communisme ".

" Programme communiste " : n° 26, " Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français " ; n° 28, " Alfred Rosmer " ; n° 29, " A propos d'une brochure sur la naissance du P.C.F. " ; n° 31, " Enseignements de la scission de Tours " ; n° 45, " le P.C. d'Italie face à l'offensive fasciste " ; N° 50, " la Gauche communiste sur le chemin de la révolution " ; " Le Prolétaire ", n° 95, " Le cinquantenaire du parti qui n'a jamais existé ".

On consultera en outre : " Programme communiste ", n° 34, " le Parti, sa nature, sa fonction, son organisation " ; n° 38, " Les thèses de Lyon " ; n° 43-44, " Les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste ".

« construction du Parti » et de regrouper le plus grand nombre de gens possible par un racolage volontariste et sans discrimination de programme. Mais en réalité, comme nous l'avons toujours dit, il n'y a pas de manœuvre qui puisse pallier artificiellement la faiblesse du prolétariat à un moment donné. Le parti est le produit d'un rapport de forces entre les classes, qui résulte lui-même à la fois d'une poussée objective, matérielle, et d'une tradition révolutionnaire préexistante. Or, la tradition marxiste était inégalement implantée dans les deux pays au moment de Tours et de Livourne.

En Italie, il existait au sein du Parti socialiste un courant marxiste qui s'était lui-même forgé au cours d'une longue lutte théorique et pratique où il avait affronté non seulement le réformisme, mais aussi le centrisme et les diverses tendances « gauchistes » (anarchisme, syndicalisme-révolutionnaire). En France, dans le pays de la « grande révolution de 89 », où le prolétariat était beaucoup plus enchaîné à l'idéologie démocratique propagée par ses chefs, et où il n'existait pas de gauche marxiste véritable, la scission se fit sur des bases beaucoup moins claires. A la scission « étroite » de Livourne, où les divers courants s'affrontèrent sur la base d'un débat programmatique de fond, s'oppose la scission « large » de Tours, qui se fit sur la base de la confusion, des manœuvres de couloir et du culte du nombre. Alors que le P. C. d'Italie rompit résolument avec le P.S.I., le P.C.F. naissait à Tours dans une parfaite continuité avec la S.F.I.O. par l'entrée en masse des centristes.

C'est aussi pourquoi la contre-révolution n'a pas affecté les deux partis de la même façon. Pour briser le Parti communiste d'Italie il a fallu les coups conjugués du fascisme et du stalinisme, il a fallu que l'ancienne direction de gauche soit chassée et la ligne politique brutalement modifiée. En France, la contre-révolution n'a pas eu besoin de briser le parti, mais s'est au contraire appuyée sur lui. La bourgeoisie n'a pas dû recourir au fascisme, elle est devenue au contraire de plus en plus démocratique, jusqu'à accepter les socialistes au gouvernement. La contre-révolution stalinienne ne s'est pas soldée par un changement brutal de la direction (qui était centriste dès l'origine), mais par une simple expulsion des militants gênants, trotskystes ou syndicalistes-révolutionnaires.

Aujourd'hui il n'y a plus rien à tirer ni du P.C.F. ni du P.C.I., qui sont tous deux de purs produits de la contre-révolution, même s'ils sont arrivés là par des chemins différents. Le P.C.I. d'aujourd'hui, c'est celui qui est né en 1943 de la Résistance antifasciste, sur des bases stalinienne et chauvines. Le P.C.F., lui, est bien toujours celui de Tours, le « parti communiste qui n'a jamais existé ».

De Livourné, cependant, il subsiste quelque chose : son programme et le gardien fidèle de ce programme, notre courant. Bref, si l'organisation formelle, le P. C. d'Italie, a été brisée, il reste le parti historique, autour duquel pourra se cristalliser à nouveau l'organisation, cette fois véritablement mondiale, du prolétariat.

LA CONSTITUTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET DE SES SECTIONS

Le « problème » de Tours et de Livourne, les faits eux-mêmes nous le montrent, n'est pas national, mais international. Les partis communistes des années vingt sont nés dans le sillage de la vague révolutionnaire déferlant sur le monde depuis la Russie ; ils sont nés comme l'expression d'un mouvement réel à l'échelle internationale et comme des sections de l'Internationale Communiste, pour diriger la révolution partie de Russie et l'amener à la victoire dans le monde entier, car si la révolution restait « russe », elle était condamnée à rester dans un cadre bourgeois. C'est pourquoi le programme adopté par le Parti Communiste d'Italie à Livourne ne parle même pas de l'Italie, et c'est pourquoi il est toujours le nôtre. De même que l'ennemi du prolétariat est international, son Parti, l'instrument de sa libération, doit-il être international. Aussi Tours et Livourne nous intéressent-ils surtout en tant qu'ils sont exemplaires d'un processus qui intéressait le sort du mouvement communiste à l'échelle du monde, et dont la solution, discutée entre autres au II^e Congrès de l'I. C., en 1920, devait être mondiale.

Le séisme qui a ébranlé le monde à partir de 1917 était un mouvement collectif, anonyme, en grande partie inconscient de ses buts. Ce qui poussait alors les prolétaires à partir une nouvelle fois « à l'assaut du ciel », ce n'était pas la parole d'apôtres, mais les conditions mêmes de misère et d'exploitation où le capitalisme les avait placés et que la crise de la guerre et de l'après-guerre avait rendues insoutenables. Ce sont ces déterminations objectives qui ont poussé les prolétaires vers leur parti international. Nous avons toujours dit que la révolution communiste n'a pas besoin de « noms », de mythes personnels. Pas plus que la révolution, le Parti ne naît de la volonté de quelques individus, plus ou moins géniaux, de « personnalités » d'exception. En tant qu'organisation de classe, il est le produit de la lutte qui porte la classe à s'unifier toujours plus et à se regrouper sur son programme, qui est lui-même le fruit des luttes passées, le condensé d'une expérience séculaire.

Ce qui rendait inéluctable la constitution de la nouvelle Internationale, et donc la liquidation de l'ancienne et la scission des vieux partis socialistes, c'étaient les faits eux-mêmes. Au moment où la guerre impérialiste et la crise économique réduisaient à néant les illusions réformistes de conquêtes graduelles et de développement pacifique du capitalisme, au moment où ce qui était à l'ordre du jour c'était l'affrontement direct entre le prolétariat et l'Etat, continuer dans le réformisme n'était plus seulement une erreur, c'était contre-révolutionnaire.

L'alternative réforme ou révolution signifiait désormais l'alternative entre la défense du capitalisme et l'armement du prolétariat pour la prise du pouvoir. C'est pourquoi, pour le parti de classe, tolérer des réformistes en son sein en un pareil moment, était non seulement stupide mais « cri-

minel », comme l'écrivait Lénine à Serrati (3). Et c'est pourquoi le centrisme, c'est-à-dire la pratique de ceux qui voulaient à la fois la réforme et la révolution, se trouvait condamné par l'histoire elle-même, et forcé de rejoindre l'un ou l'autre camp, bref de se démasquer.

En effet, avec la crise économique et sociale de l'après-guerre, la bourgeoisie acculée à la ruine ne peut plus accorder d'avantages partiels. La base de la collaboration de classes se trouve donc détruite, et l'énorme vague de grèves économiques qui déferle sur l'Europe en protestation contre le chômage, la vie chère, la dévaluation des salaires, et pour la journée de huit heures, devient d'emblée politique. Le mouvement revendicatif connaît un brusque croissance, qui s'accompagne du renforcement spectaculaire du nombre des syndiqués (4). Les grèves, particulièrement longues et dures (qui culminent avec la grève des cheminots de février-mai 1920 en France, et avec l'occupation des usines de septembre 1920 en Italie), tendent à dépasser les limites des catégories, malgré les efforts des bonzes syndicaux : à cet égard, les Bourses du Travail, en Italie, jouent un rôle capital, comme organes de combat ouverts à toutes les catégories. Les grèves tendent même à dépasser les limites nationales : l'élan leur est donné par la révolution russe, et les travailleurs en reprennent spontanément les mots d'ordre ; en juillet 1919, en Italie, ils manifestent leur solidarité à la Russie et à la Hongrie attaquées, mais en France la grève est sabotée par le Parti socialiste et la direction réformiste de la C.G.T.

Dans une telle situation, l'Internationale Communiste, dont la constitution était préparée de longue date, représentait pour le prolétariat l'instrument indispensable de son unification contre le capitalisme international. L'Europe occidentale était la clef de voûte de la stratégie mondiale du communisme : il fallait avant tout donner au mouvement prolétarien en plein élan une direction mondiale centralisée. Et c'est pourquoi la première tâche des bolchéviks fut de préparer la formation de la nouvelle Internationale. Les signataires du Manifeste de l'Internationale, en 1919, avaient conscience de ne rien apporter de nouveau, de spécifique, de national, mais de renouer avec le programme originel du marxisme, par-dessus les déviations de la II^e Internationale dégénérée :

« Nous communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétiste, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont

(3) Lénine, " A propos de la lutte au sein du P.S.I. " (décembre 1920), dans " Œuvres ", t. 31, p. 395.

(4) En Italie, de 1915 à 1919, le nombre des grévistes dans l'industrie passe de 132.000 à 1.049.000 et de 1916 à 1919 le nombre des syndiqués C. G. L. passe de 234.000 à 1.159.000 (" Storia della sinistra comunista ", vol. 1, p. 166).

En France, il y avait 41.000 grévistes en 1916, 1.151.000 en 1919 (cf. A. Ferrat, " Histoire du P. C. F. ").

» le programme a été annoncé il y a 72 ans. Notre tâche est de
 » généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière,
 » de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportu-
 » nisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous
 » les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et
 » par là-même de faciliter et de hâter la victoire de la révolu-
 » tion communiste dans le monde entier. »

Le centralisme de la nouvelle Internationale devait s'opposer au fédéralisme de l'ancienne, où chaque parti avait fini par devenir un défenseur de son propre socialisme national et, au bout du compte, de sa patrie, comme cela apparut dans le triste été de 1914, à la honte de tous les social-chauvins. Comme l'écrivait Trotsky dans son article du 22 juillet 1920 sur les conditions d'admission à l'Internationale (mais on pourrait aussi citer Lénine ou Zinoviev) :

« Je le répète, l'Internationale Communiste n'est pas un
 » rassemblement de partis ouvriers nationaux. Elle est le parti
 » communiste du prolétariat international » (5).

Quelle était donc la tâche de l'I. C. ? Comme le disait et le dit toujours notre courant, le parti « ne crée pas la situation, mais il l'exploite » ; il ne « fait » pas la révolution, mais il la dirige. L'Internationale ne pouvait pas accélérer le cours de l'histoire. Comme le disait le représentant de la Gauche « italienne » au II^e Congrès, « elle ne peut pas " créer " la révolution, ni la susciter par la force, elle ne peut qu'y préparer le prolétariat » (6). Ce qui dépendait d'elle, par contre, c'était de tirer les leçons de la guerre et de la victoire russe comme de l'échec hongrois, en donnant à ses sections des bases inébranlables, les bases de la plus ferme intransigeance théorique. Pour éviter que les réformistes n'y entrent et ne l'infectent de l'intérieur, elle adopta au Congrès de 1920 les fameuses vingt-et-une conditions d'adhésion.

Dès Octobre 1919, au Congrès de Bologne du Parti socialiste italien, la Gauche communiste affirmait ces critères, en montrant que l'attitude à l'égard des réformistes n'était pas une question de tactique, mais de principe :

« Voilà quelle a été malheureusement la cause principale
 » de l'échec hongrois, que le Congrès a oubliée ou presque :
 » c'est qu'on n'a pas mis nettement en lumière, au moment où
 » il le fallait, la méthode qui constitue le patrimoine de la
 » III^e Internationale, à savoir la séparation absolue des deux

(5) " Pour le II^e Congrès mondial de l'I.C. ", " La Pravda ", 22 juillet 1920, cité dans Trotsky, " Le mouvement communiste en France ", textes choisis et présentés par P. Broué, Ed. de Minuit, p. 75.

(6) Discours au I^e Congrès de l'I.C. sur les conditions d'admission, dans " Programme communiste ", n^o 50, p. 47.

» tendances entre lesquelles il ne peut y avoir aucune collaboration. Au moment décisif de son histoire, la bourgeoisie ne se défend pas au moyen de partis bourgeois. Dans la bataille suprême contre la révolution qui avance, elle se défend au moyen des champions de la méthode social-démocrate » (7).

La seule base d'organisation parce que la seule garantie d'efficacité était l'intransigeance théorique et programmatique :

« Que s'est-il passé en Russie ? La révolution russe a été l'œuvre du prolétariat. Mais elle a eu lieu lorsque le prolétariat a pu se regrouper autour d'une méthode précise, exclusive, nette et sûre. Et ce n'était même pas la méthode d'un parti, mais d'une fraction qui, grâce à sa ligne d'une intransigeance de fer, réussit à réunir un tel concours de forces, de volontés, autour des points fondamentaux de son programme. C'est justement cette fraction qui était la dépositaire d'un programme et d'une conception des événements historiques coïncidant avec la réalité ; toutes les autres forces tombèrent devant elle ; la vérité du programme des bolchéviks fut bientôt reconnue, et les foules accoururent se ranger autour de leur drapeau. » (7).

C'est pourquoi toute l'intervention de la Gauche italienne au II^e Congrès de l'Internationale tendit à rendre plus explicites et plus rigoureuses encore les conditions d'admission :

« Il ne peut plus y avoir de réformistes, car la crise bourgeoise exclut tout travail de réforme. Les socialistes de droite le savent fort bien, quand ils se déclarent pour une crise de l'ordre social et se proclament " révolutionnaires ", mais espèrent que la forme et le caractère de cette lutte ne seront pas les mêmes qu'en Russie (...).

« Nous devons dresser devant les réformistes des barrières infranchissables. Nous devons contraindre ces partis à une déclaration de principe sans équivoque. Il faudrait que tous les Partis communistes du monde aient un programme commun, mais à l'heure actuelle ce n'est malheureusement pas possible. L'Internationale ne possède aucun moyen pratique de s'assurer que ces gens-là suivront à l'avenir le programme communiste. Toutefois je propose la condition suivante :

» Lorsqu'il est dit, à la thèse 15 : " Les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates ont le devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de

(7) Discours de la Gauche au Congrès de Bologne du P. S. I., octobre 1919, dans " Programme communiste ", n° 50, p. 42.

» leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste », après les mots " les réviser ", il faudrait supprimer la phrase : " et élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste ", et la remplacer par : et élaborer un programme dans lequel les principes de l'Internationale Communiste soient fixés d'une manière non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des Congrès internationaux (8).

Ce vœu ne fut malheureusement pas écouté, et par la suite les opportunistes interpréteront abusivement cette formule des « conditions spéciales de leur pays », effectivement dangereuse, même si elle était bien claire dans l'esprit de Lénine et des révolutionnaires réunis au II^e Congrès. Par contre on adopta la fin de la thèse de la Gauche, qui continuait ainsi :

« La minorité du Parti qui se déclare contre ce programme doit, pour cette raison, être exclue de l'organisation du Parti. Les partis qui ont modifié leur programme et adhéré à l'Internationale, mais n'ont pas rempli cette condition, doivent convoquer immédiatement un Congrès extraordinaire pour s'y conformer » (8).

En effet, cette condition fut insérée dans le texte définitif à la demande de Lénine et devint la 19^e condition qui stipulait la nécessité pour tous les partis de convoquer dans les quatre mois « un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions » (d'où les Congrès de Tours et de Livourne) et surtout la 21^e, qui affirmait la nécessité des scissions dans les vieux partis socialistes entre révolutionnaires et réformistes sur la base programmatique de l'I. C. :

« Les adhérents au Parti qui rejettent ces conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire ».

Ceci était conforme au principe clairement défini par la Gauche dans son intervention au II^e Congrès et que nous n'avons cessé de réaffirmer depuis, aussi bien contre le démocratisme de style social-démocrate que contre l'autoritarisme artificiel du stalinisme :

« Tous ceux qui votent contre le nouveau programme doivent sortir du Parti. A l'égard du programme, il n'existe pas de discipline : ou on l'accepte, ou on ne l'accepte pas, et dans ce dernier cas, on quitte le Parti. Le programme est une

(8) Discours au II^e Congrès de l'I.C., sur les conditions d'admission, dans " programme communiste ", n^o 50, p. 48.

» chose qui nous est commune à tous, ce n'est pas la chose
» d'une majorité de camarades du Parti » (9).

Enfin, le discours de la Gauche s'achevait sur une ultime recommandation, celle de « fermer la porte », après une certaine période transitoire, en ne laissant plus d'autre moyen d'entrer dans l'Internationale Communiste que l'« adhésion individuelle au Parti Communiste du pays considéré ». C'était exclure l'adhésion collective de groupes entiers possédant une tradition, un programme, une organisation propres, et susceptibles de ce fait d'entamer l'homogénéité nécessaire du Parti. Cette précaution fut malheureusement négligée par l'Internationale : quelques mois plus tard une fraction du Parti Indépendant rejoignait le Parti Communiste d'Allemagne à Halle, tandis qu'en 1923 l'Internationale insistait pour que le Parti Communiste d'Italie récalcitrant s'ouvre au groupe de Serrati (les « Terzini », aile des centristes favorable à l'adhésion à l'I. C.) (10) et qu'en 1924 on en arrivait à admettre l'entrée dans l'I. C. d'un parti « sympathisant » tel que le Kuomintang.

Mais nous n'en sommes pas encore à examiner cette cascade d'erreurs tactiques successives de l'Internationale. Au Congrès de Livourne, en janvier 1921, le Parti Communiste d'Italie se constituait sur les bases claires définies par la Gauche à Bologne et à Moscou, en refusant de pallier la faiblesse numérique des révolutionnaires, fruit des conditions objectives (11), par des manœuvres volontaristes de racolage qui se seraient nécessairement soldées par un renoncement aux principes. Comme la Gauche le répétait, toujours en 1921, alors que l'Internationale commençait à juger ses partis adhérents en fonction du critère numérique :

« Nous n'avons pas à être pour de " grands " ou de
» " petits " partis. Nous n'avons pas à bouleverser toutes les
» bases sur lesquelles certains partis sont fondés sous prétexte
» qu'ils ne sont pas des " partis de masse ". Tout au contraire,
» les partis communistes doivent partout se constituer sur des
» bases organisationnelles, programmatiques et tactiques sai-
» nes, c'est-à-dire sur les résultats des plus hautes expériences
» révolutionnaires de la lutte internationale... Les conclusions
» que la doctrine et l'expérience historique permettent de for-
» muler à propos du processus révolutionnaire ne peuvent être
» qu'internationales et elles doivent donner lieu à des règles
» internationales. Dès lors que les partis communistes sont
» solidement fondés sur ces conclusions, leur physionomie poli-
» tique est définie et on doit admettre que leur faculté d'attirer

(9) Ibidem, p. 49.

(10) Les « Terzini » entrèrent finalement dans le P. C. d'Italie en juillet 1924.

(11) 58.783 voix à la motion de gauche, 98.028 à celle du Centre, 14.695 à celle de droite.

» les masses et de leur donner toute leur puissance de classe ne
» dépend plus que de leur fidélité au programme et de leur
» stricte discipline intérieure » (12).

Or à Tours, comme nous le verrons, la scission se fit sur des bases beaucoup plus confuses : des centristes qui n'acceptaient pas entièrement les principes codifiés dans les 21 conditions de Moscou entrèrent en masse au P.C.F. de sorte que, comme l'avait craint notre représentant au Congrès de l'I.C., les opportunistes chassés d'un côté, rentrèrent dans l'Internationale « par un autre chemin ».

INVARIANCE DE L'OPPORTUNISME

En 1926, l'Internationale Communiste renie les principes marxistes qui avaient présidé à sa fondation, et bascule dans la contre-révolution. Aujourd'hui, la boucle est bouclée : l'opportunisme des partis ouvriers actuels reproduit, en l'aggravant, celui de la II^e Internationale, contre lequel Lénine et les communistes authentiques avaient mené leur vigoureuse bataille et dressé la barrière des 21 conditions.

Comme l'expliquait un des orateurs de la Gauche au Congrès de Livourne de janvier 1921, l'opportunisme n'est pas déterminé « par le hasard, ni par le caprice ou la volonté des hommes », mais par « les caractères même du développement capitaliste » (13). En même temps qu'il produit ses propres fossoyeurs, le capitalisme élabore « des éléments de conservation, des facteurs contre-balançant les facteurs de crise, des anticorps comme tout organisme en secrète pour combattre les toxines » (14). Entre deux crises économiques, dans les moments de stabilité économique, le capitalisme peut accorder des avantages partiels au prolétariat : c'est là la base de la politique de transaction, de concertation des bonzes avec le patronat, et ce qui permet la formation d'une aristocratie ouvrière dont l'intérêt finit par coïncider dans une certaine mesure avec celui du capital. L'opportunisme n'est pas un phénomène ressortissant de la mauvaise volonté d'une bureaucratie, c'est un phénomène strictement déterminé par des conditions matérielles.

Dans les moments de crise aiguë du capitalisme, lorsque la base de la collaboration de classes (la possibilité pour la bourgeoisie d'accorder des avantages partiels à certaines catégories de la classe ouvrière) vient à manquer, l'opportunisme ne peut pas changer de méthode à volonté et devenir révolutionnaire, car il est déterminé par sa propre action passée de transaction avec la bourgeoisie. C'est pourquoi, au moment où la première guerre mondiale éclate, les socialistes de la II^e Internationale, jus-

(12) Cité dans " programme communiste ", n° 38, p. 17.

(13) Discours de la Gauche à Livourne, dans " programme communiste ", n° 50, p. 52.

(14) Ibidem, p. 52.

qu'alors pacifistes convaincus, adhèrent brutalement à la défense nationale ; et dans l'après-guerre, au moment où se pose l'alternative historique ; dictature du prolétariat ou dictature du capital, ils persistent obstinément dans leur politique gradualiste et électoraliste pourtant condamnée par l'histoire, pour détourner de toutes leurs forces le prolétariat de la révolution.

En 1914, les chefs du « socialisme français » unanimes envoyaient les prolétaires aux tranchées pour défendre la « culture française » et la « liberté des peuples », comme le dit Marcel Sembat (15), pour sauver une tradition nationale que Longuet, dans son discours du 2 août 1914, définissait par un typique amalgame entre révolution et démocratie :

« Mais si demain la France est envahie, comment les socialistes ne seraient-ils pas les premiers à défendre la France de la Révolution et de la démocratie, la France de l'Encyclopédie, de 1789, de juin 48, la France de Pressensé, la France de Jaurès ? » (16).

Tradition jacobine ossifiée et devenue contre-révolutionnaire à plus d'un siècle de distance à laquelle fait écho la rhétorique de Vaillant :

« Jurons de faire notre devoir jusqu'au bout pour la patrie, pour la République, pour la Révolution ! » (16).

C'est exactement de la même façon qu'en 1940, les faux communistes ont envoyé les prolétaires défendre leurs « patries » respectives au nom de la démocratie, de la résistance au fascisme, voire de la défense de l'U.R.S.S. « socialiste ». Quelle différence, sinon que le deuxième conflit mondial, beaucoup plus meurtrier, s'est soldé par le triomphe des U.S.A., géant encore plus puissant que l'Angleterre victorieuse en 1918 ?

Après le carnage, cependant, l'opportunisme doit changer de visage, s'il ne change pas de nature. Une fois les social-chauvins complètement discrédités aux yeux des prolétaires qui ont survécu au massacre, l'opportunisme de la II^e Internationale redevient pacifiste. Il se dit pour la « paix sans annexions », pour le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », mais il emprunte aussi aux Russes un langage révolutionnaire pour pouvoir jouer sur plusieurs tableaux : ainsi apparaît le centrisme, et c'est lui qui l'emporte au cours de la guerre dans les partis socialistes européens, sous des noms divers : « Reconstructeurs » en France, « Indépendants » en Allemagne, « maximalistes » en Italie. C'est exactement de la même façon qu'après des appels hystériques à massacrer les « Boches », les staliniens ont donné dans le pacifisme avant leur politique de « co-existence pacifique » et leur anti-impérialisme de façade dans le second après-guerre.

(15) Dans son discours du 2 août 1914, cité dans A. Ferrat, " Histoire du P.C.F. ", Ed. Git le Cœur, 1931, chap. II.

(16) Ibidem.

En 1919-1921 cependant, la situation révolutionnaire imposait au centrisme un langage plus radical. Pour empêcher le prolétariat de se constituer en parti révolutionnaire, comme la situation objective l'y poussait irrésistiblement, pour dévier son énergie vers les élections ou vers des mots d'ordre syndicaux compatibles avec le capitalisme, il fallait pouvoir se réclamer d'une opposition à la guerre (qu'on avait menée sur le plan d'un pacifisme humanitaire, mais à laquelle on s'efforçait, après coup, de conférer une auréole révolutionnaire) et se réclamer des grands exemples de militants prolétariens comme Lénine et Liebknecht.

L'exemple de l'Italie est particulièrement net à cet égard. Contrairement à son homologue français, le Parti socialiste italien ne s'était pas compromis dans la guerre et dans l'union sacrée (17), s'en tenant à une formule de compromis : « Ni adhérer, ni saboter ». Dès la formation de l'Internationale Communiste, il y adhérait à l'unanimité (mars 1919). En septembre 1920, au moment culminant de la vague révolutionnaire, l'occupation des usines, il alla même jusqu'à se donner des allures gauchistes, lançant le mot d'ordre faussement extrémiste de « contrôle ouvrier ». Il était dès lors bien difficile de le démasquer pour ce qu'il était aux yeux des masses ouvrières.

Pourtant dès cette époque la Gauche dénonça le caractère équivoque du centrisme et avertit qu'il choisirait inmanquablement le camp bourgeois. Le critère discriminant était en effet (comme toujours) la question de l'Etat et celle du Parti : or, au lieu d'adopter un programme intransigeant et d'expulser les réformistes, comme la Gauche communiste l'avait demandé avec insistance au Congrès de Bologne (octobre 1919), les maximalistes s'obstinèrent à maintenir l'unité avec la droite et à Livourne, ils rallièrent ouvertement le camp réformiste.

Au lieu de se consacrer à la préparation révolutionnaire, ils consacraient toutes les énergies à la campagne électorale ; pendant l'occupation des usines, ils freinèrent le prolétariat en l'amusant avec le mot d'ordre mystificateur du « contrôle ouvrier » de la production au moment où la véritable question était celle du contrôle du POUVOIR POLITIQUE. Ils donnèrent ainsi à la classe capitaliste le temps de se ressaisir, si bien qu'avec tout son déguisement maximaliste, le centrisme italien est un des principaux responsables de la victoire du fascisme en 1922.

En France, où la situation était moins tendue, les centristes obtinrent le même résultat avec bien moins de frais. En juillet 1919, les dirigeants de la C.G.T. sabotent la grève générale par laquelle le prolétariat international devait riposter à l'encerclement de la Russie et de la Hongrie rouges par les armées alliées. En 1920, ils donnent à la magnifique grève des cheminots l'objectif bourgeois de... nationalisation des chemins de fer et

(17) Effectivement, la droite chauvine en avait été expulsée dès 1912, pour avoir soutenu l'expédition coloniale de Libye.

ils l'épuisent par la pratique des « vagues successives ». Le mouvement pourrit, vingt-cinq mille grévistes sont licenciés, les dirigeants révolutionnaires du syndicat des cheminots sont arrêtés et accusés de complot contre l'Etat.

A lire les discours de la droite et du centre à Tours et à Livourne, on est frappé par l'aspect « familial » de leur propos : on croirait entendre M. Marchais ou l'Onorevole Longo : invariance de l'opportunisme !

Premier argument de l'opportunisme contre les révolutionnaires : l'épouvantail de la « provocation », de l' « aventure », si cher aux futurs staliniens. Selon Marcel Sembat, s'engager sur la voie de la révolution en adhérant à l'Internationale, c'est exposer le parti à la répression et faire le jeu de la bourgeoisie française qui n'attend que cela pour massacrer le prolétariat. Faure renchérit en évoquant la supériorité écrasante de celle-ci, les mitrailleuses et gaz toxiques dont elle dispose, que sans doute Marx n'avait pas prévus. Turati, à Livourne, accusera les communistes de vouloir la « politique du pire » et d'être les fourriers de la réaction et du fascisme.

Il s'agit d'inspirer au prolétariat la terreur de la révolution pour qu'il se rabatte sur... l'amélioration de la démocratie. D'ailleurs une fois arrivés à la direction du P.C. d'Italie, les centristes reprendront purement et simplement la politique du droitier Turati : défense de la démocratie contre le fascisme, et plus tard des « bons » gouvernements contre les « réactionnaires ».

Pour donner un semblant de décence à cette honteuse liquidation de la politique de classe, Blum à Tours (et Turati à Livourne) tente un amalgame « théorique » entre réforme et révolution :

« Si vous estimez que le but c'est la transformation, que c'est la transformation qui est la révolution, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation devient travail révolutionnaire. Si là est la révolution, l'effort quotidien de propagande qu'accomplit le militant, c'est la révolution avançant un peu chaque jour. Tout ce qui est organisation et propagande socialiste, tout ce qui est extension à l'intérieur de la société capitaliste de ces organisations ouvrières de toutes sortes, sur lesquelles la société collectiviste reposera un jour, tout cela est révolutionnaire. Et les réformes elles-mêmes (...) si elles servent à accroître, à consolider les emprises de la classe ouvrière sur la société capitaliste (...) sont révolutionnaires » (18).

(18) Blum, " Discours de Tours ", dans A. Kriegel, op. cit., p. 124. Voyons un peu de l'autre côté des Alpes : : « Nous pensons que la révolution est déjà là, qu'elle procède par conquêtes lentes, qu'elle dure des dizaines d'années... » (Turati, " Discours de Livourne", dans Cortesi, op. cit., p. 939.

C'est un pauvre travail de bricolage qu'on accuse pathétiquement les communistes de compromettre par « leur politique du pire », mais pour donner du poids à cette accusation, il faut bien l'idéaliser !

La deuxième pomme de discorde, c'était la dictature du prolétariat exercée par le Parti. Le marxisme affirme depuis toujours que l'Etat est l'instrument de la dictature d'une classe et qu'indispensable pour prendre un pouvoir que la bourgeoisie défend les armes à la main, la violence ne l'est pas moins pour défendre et consolider le pouvoir conquis et même pour transformer l'économie. A tous les révolutionnaires qui, en 1919-1920, se rendaient dans la Russie assiégée et livrée à la guerre civile au péril de leur vie, cette théorie apparaissait comme une vérité d'expérience; mais les social-démocrates, eux, continuaient à discourir sur la démocratie et la tyrannie en général, insensibles aux réponses définitives de Lénine dans la " Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky " et de Trotsky dans " Terrorisme et communisme ".

A la différence de nos pseudo- « communistes », les réformistes de 1920 n'essayaient pas de faire croire que la dictature du prolétariat est synonyme de la volonté populaire. Turati, par exemple, est clair :

« De deux choses l'une : ou bien la dictature du prolétariat est la dictature d'une minorité, et alors elle est inséparable d'un despotisme tyrannique, où elle est la dictature d'une majorité et alors c'est un vrai non-sens, car alors ce n'est pas la dictature, mais c'est la volonté du peuple, la volonté souveraine » (19).

Blum n'est pas plus clair que Marchais, mais il est beaucoup plus audacieux. La dictature du prolétariat ? « Nous n'avons peur ni du mot ni de la chose. » Peste ! Et il ajoute :

« La dictature ne doit pas forcément (!) être démocratique, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle (...). La dictature peut être exercée par un parti, oui, mais par un parti organisé comme le nôtre et non pas comme le vôtre » (20), c'est-à-dire par un parti de type

(19) Turati, discours du Congrès de Livourne, dans Cortesi, op. cit., p. 937.

(20) Blum, discours de Tours, dans A. Kriegel, p. 127-128. Et maintenant, retournons de nouveau à Livourne : nous retrouvons exactement la même crainte devant la dictature exercée par le parti communiste, dans les paroles du centriste Baratono, qui accuse la Gauche de vouloir un « despotisme d'élite de classe », et qui refuse une telle conception de la dictature au nom des « conditions réelles de l'Italie », de la « psychologie italienne », « parce que nous ne sommes pas des orientaux » : « l'Italie n'est pas la Russie. N'espérez pas instaurer un parti de sélection, un parti de conspirateurs, comme l'était le parti des révolutionnaires russes avant la révolution, n'espérez pas instaurer un gouvernement comme celui qui existe aujourd'hui en Russie » (Baratono, dans Cortesi p. 877). Mais ici nous abordons un autre thème favori de l'opportunisme : celui des voies nationales.

social-démocrate, un parti de « recrutement le plus large possible et de libre pensée », et non pas un parti de type bolchévique, centralisé, discipliné sur les principes de l'Internationale Communiste : la Gauche italienne avait donc bien raison de mesurer l'authenticité révolutionnaire à l'acceptation de ce dernier critère.

Le troisième grand argument des opportunistes de 1920-21 était les « traditions nationales » du mouvement ouvrier de chaque pays et la « liberté de critique ». De droite ou du centre, ils piaillaient très fort contre la « main de fer » de l'Internationale. C'étaient les centristes qui réclamaient le droit d'appliquer les vingt-et-une conditions d'adhésion « selon la situation particulière de chaque pays » ; en réalité, il s'agissait d'échapper au contrôle du Centre du parti mondial et de revenir au fédéralisme qui avait perdu la II^e Internationale (21).

A une époque où la victoire révolutionnaire dans le monde était indispensable à sa survie en Russie, la « différence des conditions nationales » n'était, disait la Gauche à Livourne « qu'un des nombreux sophismes qu'on fabrique pour conclure : oui à la révolution, oui à la dictature, oui à tout ce que vous voulez, mais pas maintenant, pas ici, demain, ailleurs » (22).

De la même manière, Lénine répondait vertement aux opportunistes italiens de la fraction « communiste unitaire » qui attaquaient le principe même du centralisme, et se plaignaient des atteintes portées par l'Internationale à leur « liberté » :

« Tant que les classes ne sont pas abolies, tout raisonnement sur la liberté et l'égalité doit susciter la question : liberté pour quelle classe ? à quelle fin ? égalité entre quelles classes ? sous quel rapport précis ? (...) D'abord, rupture avec ces préjugés, ces faiblesses et ces hésitations, et avec les gens qui prêchent, défendent et incarnent ces conceptions et ces manières d'être. Ensuite, et à cette seule condition, " liberté " d'adhérer à l'I. C., " égalité " de tout communiste effectif (et non du communiste en paroles) et de tout autre communiste, membre de l'I. C. (...) Camarades Nobs et Serrati, ne venez pas nous parler de liberté et d'égalité en général ! Parlez de la liberté de ne pas exécuter les décisions de l'I. C. sur l'obligation absolue de la rupture avec les opportunistes et les centristes (qui ne peuvent manquer de saper, de saboter la dictature du prolétariat). Parlez de l'égalité des opportunistes et des centristes avec les communistes. Cette liberté et cette égalité, nous ne pouvons les

(21) Baratono, dans Cortesi, op. cit., p. 867.

(22) Discours de la Gauche, cf. " programme communiste ", n° 50, p. 62.

» admettre dans l'I. C., toute autre liberté et toute autre
» égalité autant qu'on voudra » (23).

Les partisans du « polycentrisme », des « déstalinisateurs » aux gauchistes, haïssent un tel langage, aujourd'hui !

Ce qui fait l'opportunisme (ce qui le distingue des partis bourgeois), c'est qu'il ne renonce jamais ni à se réclamer de Marx, ni à revendiquer le droit de le réviser : le droit à la « liberté de critique », c'est le droit à la falsification, parfaitement cohérent avec l'anti-centralisme. Ainsi Turati :

« Nous sommes fils du " Manifeste " de 1848. Tous ! Mais
» nous l'acceptons non comme un dogme religieux, mais dans
» son esprit, en le replaçant dans son époque, en le complétant
» avec les révisions, les perfectionnements, les développements
» que réclame notre époque et que les auteurs eux-mêmes ainsi
» que les interprètes les plus autorisés de leur pensée ont
» solennellement consacrés dans la théorie » (24).

Et de sacrer Engels « premier des révisionnistes » en se fondant sur la fameuse préface de 1895 aux " Lutttes de classes en France " en réalité censurée... par les sociaux-démocrates allemands d'avant 1914 !

Le confusionnisme théorique de l'opportunisme va de pair avec le praticisme attaché aux résultats immédiats. Or le mot-clé de ce praticisme était l'unité, quatrième grand argument des orateurs du centre comme de la droite. Pour les communistes, la seule unité désirable est l'unité révolutionnaire, qui ne peut s'obtenir que par la scission avec toutes les tendances opportunistes. Celle des réformistes visait seulement à paralyser les révolutionnaires pour confiner la lutte prolétarienne dans les limites du train-train immédiatiste et démocratique quotidien :

« Le noyau solide de toutes ces luttes (...) consiste dans
» l'action. Dans l'action qui n'est pas l'illusion, qui n'est pas
» le miracle, la révolution en un jour ni en un an, mais la
» manière progressive (...) dont le prolétariat se rend peu à
» peu capable d'assumer la gestion sociale, par conquêtes
» graduelles successives : syndicats, coopératives, pouvoir
» municipal, parlementaire, culture, toute la gamme, voilà le
» socialisme qui devient ! Il n'y a pas d'autres voies : les rac-

(23) Lénine, " Boniments sur la liberté, en guise de postface " à la lettre au P.S.I. du 4-11 décembre 1920. " A propos de la lutte au sein du P.S.I. ", Œuvres, tome 31, p. 407 et 410. Cf. aussi la lettre de Lénine " Aux ouvriers allemands et français " 24 septembre 1920, où il montre que toutes les clameurs sur la « tyrannie dictatoriale » de l'I. C. ne sont que diversion pour masquer la lutte des réformistes contre les révolutionnaires.

(24) Turati, discours de Livourne, dans Cortesi, p. 941. On pourrait aussi citer Baraton : « Karl Marx, comme tout auteur de génie, peut donner lieu à des interprétations différentes » (Ibid., p. 873).

» courcis ne font qu'allonger le chemin ; le chemin le plus long est aussi le plus court.

« Et l'action est la grande pacificatrice, la grande unificatrice ; c'est elle qui créera l'unité de fait, qui ne se trouve pas dans les formules (...) Il faut faire cette action graduelle. Il n'y en a pas d'autre ! Tout le reste n'est que bruit et fureur, sang, horreur, réaction, tout le reste n'est que déception. Et cette œuvre que vous devez faire, c'est une œuvre de reconstruction ».

Le discours du vieux chef de la droite formule avec clarté et cohérence les principes du « minimalisme ». Le « maximalisme », lui, se disait attaché au « programme maximum » du Parti. Il rejoint (25) néanmoins Turati quand il accuse la Gauche de sectarisme, de volontarisme et de blanquisme. S'il veut garder la droite dans le Parti, c'est qu'il juge qu'une scission l'affaiblirait en le privant du contrôle de certains syndicats, coopératives et municipalités (26) ; lui aussi succombe au mythe de l'unité, lui aussi traite les révolutionnaires de « diviseurs ». Il se démasque ainsi comme tout aussi opportuniste, quoique plus insidieux, que la droite, car, comme disait Lénine :

« Seule la scission d'avec ces gens et leurs semblables assure l'unité internationale du prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie et pour son renversement » (27).

« Si l'on conserve dans ses rangs des réformistes, des menchéviks, la révolution ne peut vaincre et ne peut se maintenir. C'est une évidence de principe. Et cela est confirmé avec éclat par l'expérience de la Russie et de la Hongrie. Comparer à ce danger celui des " pertes " ou des succès, des erreurs, de la faillite des syndicats, coopératives, municipalités, etc., est tout simplement ridicule, et ce n'est pas seulement ridicule, c'est criminel » (28).

En janvier 1921, placés devant un choix inéluctable, les centristes choisirent l'unité avec la droite plutôt qu'avec la Gauche, confirmant toutes les prévisions de celle-ci et justifiant sa dénonciation du centrisme qui faisait écho à celle de Lénine.

(25) Ce dont les réformistes lui donnent acte aimablement : « Peut-être que vous ne vous en apercevez pas, dit Turati en se tournant vers les Maximalistes, mais vous courez vers nous à la vitesse d'un rapide » (dans Cortesi, p. 935).

(26) Baratono : « Il faut aller à la révolution non en nous appauvrissant, mais en nous armant de tous les moyens qui sont à notre disposition... » (dans Cortesi, p. 874).

(27) Lénine, " Lettre aux ouvriers allemands et français ", 24 septembre 1920, Œuvres, tome 31, p. 291.

(28) Lénine, " A propos de la lutte au sein du parti socialiste italien ", décembre 1920, " Œuvres ", tome 31, p. 398.

Propagandistes du passage pacifique au socialisme à coups de réformes et de manœuvres parlementaires, partisans des voies nationales et de la liberté illimitée d'interprétation, ennemis jurés de toute révolte, baptisée provocation, contempteurs de la théorie révolutionnaire, baptisée dogmatisme, les faux communistes d'aujourd'hui sont encore plus à droite que la droite socialiste de 1920-21. Les précédents historiques permettent de prévoir sans erreur qu'en cas de conflit mondial ou de crise révolutionnaire, ils feront à nouveau pire encore que les réformistes du premier après-guerre. Mais il faut aussi dénoncer dès maintenant ceux qui accompagnent leur radicalisme de façade d'appels à voter « pour les partis ouvriers » ; bien que critiquant la « bureaucratie stalinienne » au nom de la « démocratie ouvrière », ils n'ont pas d'autre programme qu'elle : ces faux extrémistes d'aujourd'hui seront les centristes de demain. Nul doute que la future crise révolutionnaire les verra, tout aussi bavards et timorés que leurs précurseurs de 1920-21, se rapprocher peu-à-peu de l'opportunisme officiel. L'intransigeance révolutionnaire exige donc qu'on ne leur passe pas plus de concessions qu'à la droite infâme représentée par les P. C.

SANS THEORIE REVOLUTIONNAIRE, PAS DE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Au Congrès de Livourne, le débat fut plus net et alla beaucoup plus loin qu'à Tours. C'est que dès 1919, tous les courants du Parti socialiste, la droite comprise, avaient voté l'adhésion à l'Internationale Communiste. En janvier 1921, à Livourne, il s'agissait de savoir si les vingt-et-une conditions d'adhésion de Moscou devaient être acceptées « sans réserves », c'est-à-dire si les réformistes devaient ou non sortir du parti. Prétendant que « la droite italienne correspond à la gauche d'autres pays » (29), les centristes estimaient que ces conditions devaient être adaptées aux « conditions particulières du pays ». Le débat concernait donc d'emblée la nature du parti et de sa discipline. Pour la Gauche, le parti devait être homogène, unitaire et centralisé ; cette discipline était fondée sur l'acceptation sans réticences du programme révolutionnaire. Pour la droite et le centre, ce parti devait être le parti de la « liberté de pensée » : la discipline ne pouvait donc plus être qu'une subordination formelle à la décision de la majorité.

Tout au long du Congrès, c'est la Gauche qui mène l'offensive, droite et centre étant en position d'accusés. C'est que la Gauche lutte

(29) Ce sont les paroles du centriste Baratono (Cortesi op. cit., p. 869). C'était une allusion à la France.

depuis longtemps pour la formation du parti révolutionnaire, et que la scission qui entraînera le centre dans la même débâcle que la droite, elle la veut.

A Tours, il en va tout autrement. La scission, beaucoup plus « large » que celle de Livourne, ne s'est pas faite sur la base des vingt-et-une conditions de Moscou, c'est-à-dire sur des bases programmatiques. Elle s'est faite sur une question assez vague : pour ou contre l'entrée dans l'Internationale Communiste ? Intransigeante, la droite de Blum, Faure, etc., était contre, mais soit enthousiasme soit calcul, la grande majorité du parti français était prête à ce pas, car la révolution ne donnait pas encore de signes visibles de reflux.

La fraction qui réclamait l'acceptation inconditionnelle des vingt-et-une conditions ne recueillit qu'une infime partie des mandats (30). Aucun orateur ne songeait d'ailleurs à exclure qui que ce soit, et ce sont les droitiers qui furent traités de scissionnistes. L'adhésion resta donc toute formelle, témoignant beaucoup plus de l'opportunisme de la plupart de ceux qui la votèrent que de leur intransigeance communiste : dès l'année suivante, le jeune P.C.F. subit par suite de nombreuses défections.

Pour empêcher l'entrée des longuettistes dans le Parti, il fallut rien de moins qu'un télégramme énergique de l'Exécutif de l'I. C. (31) qui souleva maintes protestations indignées et regrets. Jusqu'au bout ceux qui deviendront les chefs du P.C.F. essayèrent de sauver l'unité réformiste et de minimiser la portée de ce télégramme, qui accusait Longuet et les siens d'être des « agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ». Cachin argua du fait que ces « expressions brutales » sont « familières aux Russes » (32). Même après le vote, Frossard restera en désaccord : « Nous pouvons bien dire que Zinoviev se trompe ». Quant à Daniel Renoult, il proposera un additif demandant que le texte voté ne s'applique qu'à l'avenir.

Ce n'est pas un hasard si le thème de l'oubli des fautes du passé revient d'ailleurs constamment dans la bouche de ces néophytes du communisme dont le passé n'était certes pas sans tache. Ainsi Cachin : « Ce qui importe à l'heure où nous sommes c'est beaucoup moins le retour sur

(30) 44 mandats, contre 397 à la motion de la Droite (Blum), 1022 à la motion Longuet et 3208 à la motion favorable à l'adhésion.

(31) Pour « l'ultimatum » de l'I.C. : 3247 mandats, contre 1398, abstentions : 143.

(32) Ceci rappelle tout à fait le discours de Frossard à Strasbourg, en janvier 1920, avant sa « conversion », et montre bien que, convertis ou pas, les centristes restent pareils à eux-mêmes : « Actuellement nous sommes dans la période d'exagération des bolchéviks. Ils excommunient et qualifient de traîtres les militants. Mais les bolchéviks seront forcés d'évoluer ».

le passé que l'examen de la situation présente » (33). Mais ils ne sauraient non plus engager l'avenir : selon Frossard, citant plus loin Jaurès, « le respect de la tradition socialiste ne peut nous condamner à nous figer dans l'immobilité du dogme » (34) et « la vie, en nous entraînant dans son tourbillon, assouplira nos doctrines et nos méthodes ». Pris dans le vertige métaphysico-chauvin (qu'ils ne renient d'ailleurs nullement) et un avenir qu'ils se refusent à préciser, les « fondateurs » du P. C. F. trahissent leur opportunisme foncier fait comme tout opportunisme d'absence complète de fermeté doctrinale et d'une capacité illimitée d'adaptation aux conditions du moment.

Ces opportunistes ne cachent même pas qu'ils n'acceptent pas intégralement les 21 conditions. Dans son discours au Congrès, Frossard a exprimé des réserves sur trois points capitaux : sur la question des rapports parti-syndicats : « La subordination du mouvement syndical au mouvement socialiste dans notre pays est une impossibilité matérielle et une impossibilité morale » ; sur le droit de la minorité réformatrice à la « liberté d'expression » au cas où elle resterait dans le parti (35) ; et enfin sur le caractère inadmissible des exclusions « en ce qui concerne le passé » (36). Lorsqu'il démissionnera, en 1923, il avouera cyniquement qu'il n'avait jamais pris aucune de ces 21 conditions au sérieux.

Dans sa quasi-totalité, le jeune P.C.F. ne se distinguera en rien du centrisme classique. Venus à Moscou pour négocier avec l'Internationale, Frossard et Cachin acceptent d'y entrer par une conversion subite, mais ce sera pour la mieux saboter de l'intérieur.

Alors que l'I.C. s'est formée en réaction violente contre la politique de défense nationale de la social-démocratie, Frossard ose défendre le passé social-chauvin dans son discours de Congrès, en digne prédécesseur des renégats d'aujourd'hui :

« Le Parti avait toujours dans le passé affirmé qu'il était
» un parti de défense nationale. On lui a quelquefois opposé la
» parole de Marx : "Les prolétaires n'ont pas de patrie". Mais on
» l'avait prise, je crois, à contre-sens. Ce que Marx voulait dire,
» c'est que la patrie des prolétaires leur est volée par la bour-
» geoisie capitaliste et qu'ils ont à la lui faire restituer. Je
» marque tout de suite que nous n'entendons ni les uns ni les

(33) Cachin, dans A. Kriegel, cit., p. 73.

(34) Frossard, ibid., p. 146.

(35) Frossard, dans A. Kriegel, op. cit., p. 170 à 177.

(36) Ibid., p. 187-188.

» autres retomber dans cet antagonisme grossier, imbécile et meurtrier (!) de l'avant-guerre » (37).

Pas une fois il ne fut question de guerre de classe du prolétariat ; pas une fois, le terme de défaitisme révolutionnaire, dont tout le monde semblait ignorer le sens, ne fut employé. On se contentait de distinguer entre la « défense nationale honnête » (38), celle des socialistes sans doute, et celle de la bourgeoisie.

Rien d'étonnant qu'avec de pareilles origines, le P.C.F. ait trahi le principe de l'internationalisme avec le même cynisme pendant la seconde guerre mondiale qu'en 1914.

En fait, ces fondateurs du P.C.F. ne s'adressent pas aux révolutionnaires, mais aux réformistes (« mes amis du centre ») (39), qu'ils veulent entraîner avec eux. Cachin déclare :

« Pourquoi vous obstiner à nier cette réalité incontestable ? Elle est cependant là bien vivante ! La République « russe est définitivement, solidement établie ; une république socialiste est née, elle vous appelle à venir avec elle lutter sur le front nouveau de l'Internationale qu'elle a créée. Le fait de sa stabilité, de son établissement définitif n'est-il pas déjà un argument pour nous ? »

Le fait accompli, voilà l'argument décisif pour des opportunistes, c'est-à-dire des petits-bourgeois momentanément subjugués par la victoire remportée en Russie. Lorsque Cachin fait allusion à la tradition révolutionnaire « française », ce n'est pas à la Commune prolétarienne de 1871 qu'il pense. S'il admire « la grande nation » russe victorieuse, c'est parce que sa révolution lui rappelle la Révolution française, la révolution bourgeoise de 1793 :

« Laissez-moi vous dire, une fois de plus, combien ces hommes, dont un très grand nombre ont reçu leur éducation révolutionnaire ici, sont attachés à l'esprit et à la tradition d'action de la Révolution française (très bien !)

(37) Ibid., p. 182. A. Kriegel renchérit d'ailleurs en note : « L'antipatriotisme était un thème hervéiste, mais bien plus encore anarchiste et syndicaliste ». Pauvre Lénine, paix à ses cendres ! La formule ingénieuse de Frossard remonte d'ailleurs avec une légère variante à Jaurès : nouveau symbole de la continuité entre le jeune P.C.F. et la « vieille maison » socialiste. C'est Jaurès qui écrivait dans " L'armée nouvelle " : « Le prolétariat n'est donc pas hors de la patrie. Quand le Manifeste communiste de Marx et d'Engels prononçait en 1847 la fameuse formule si souvent répétée et exploitée en tout sens, " les ouvriers n'ont pas de patrie ", ce n'était qu'une boutade passionnée, une réplique toute paradoxale, et d'ailleurs malencontreuse, à la polémique des patriotes bourgeois qui dénonçaient le communisme comme destructeur de la patrie » (J. Jaurès, " L'armée nouvelle ", coll. 10-18, p. 254).

(38) Frossard, dans A. Kriegel, p. 183.

(39) Ibid., p. 191.

« Ils ont élevé des statues à plusieurs des grands révolutionnaires de ce pays ; ils connaissent la Révolution française mieux que nous-mêmes ; ils nous reprochaient souvent de ne pas nous reporter à ce grand mouvement de notre histoire nationale. Lorsque nous allons reprendre ces travaux, le journal du Parti devra remettre sous les yeux des militants les admirables pages de Jaurès dans son histoire de la Révolution. Nous demanderons à l'un de nos historiens les plus remarquables de l'époque de 93 de rappeler à ce pays quelle fut jadis sa véritable action révolutionnaire » (Applaudissements) (41).

Le nouveau parti ne se constitue pas sur la base d'une tradition prolétarienne, d'une critique marxiste des traditions jacobines et nationalistes du mouvement français : il hérite d'elles et continue donc purement et simplement la vieille S.F.I.O., seulement un peu « épurée » par le départ volontaire des adversaires les plus acharnés de l'I. C. et l'exclusion des centristes les plus discrédités.

Dans le pays de la révolution bourgeoise classique, mais aussi des profits coloniaux, c'est-à-dire du prestige de la démocratie, mais aussi de la corruption impérialiste, le mouvement ouvrier n'avait pas réussi à susciter une avant-garde marxiste intransigeante : le Parti Ouvrier de France de Jules Guesde, dégénéra rapidement à force de faire des concessions aux démocrates petits-bourgeois de gauche, et dès 1905, lorsqu'il fusionna avec le parti ouvrier français de Jaurès, il ne lui restait plus rien de révolutionnaire.

A Tours, le courant très réduit qui fait figure d'extrême-gauche est non pas marxiste, mais syndicaliste-révolutionnaire. Il ne comprend donc pas la nécessité du parti de classe, du lien parti-syndicat, de la suprématie du parti sur les conseils et enfin du centralisme. Dès le début, il constitue un élément hétérogène dans l'Internationale.

Sans faire du patriotisme à rebours par un éloge immodéré des traditions toutes différentes du mouvement italien, on peut essayer de comprendre pour quelles raisons matérielles — car nous ne croyons pas plus au génie des individus qu'au hasard ou à la providence — la formation du parti communiste put s'appuyer en Italie sur une gauche communiste déjà éprouvée et donc sur un programme marxiste.

Unifiée tardivement, l'Italie constituait (et constitue toujours) un des chaînons faibles du capitalisme international, une aire où les contra-

(40) Cachin, dans A. Kriegel, p. 54.

(41) Ibid., p. 62.

dictions capitalistes ont toujours été particulièrement aiguës, où donc l'opportunisme et l'idéologie démocratique n'ont jamais eu de base matérielle solide. Le capitalisme italien a commencé à se développer au moment où le capitalisme international en était déjà à sa phase ultime, celle de l'impérialisme, et n'a jamais réussi à rattraper ses concurrents partis avant lui (en particulier, malgré des tentatives répétées, l'Italie n'a jamais pu acquérir d'Empire colonial étendu et durable) ; il a dû par contre mettre les bouchées doubles en exploitant doublement l'énorme armée industrielle du prolétariat italien. L'Italie n'a pratiquement pas de moyenne paysannerie, mais par contre un prolétariat agricole nombreux qui mène dès le dernier tiers du 19^e siècle des luttes vigoureuses et s'organise (de même que le prolétariat urbain) en coopératives, en syndicats rouges, et beaucoup de ses membres adhèrent au Parti socialiste fondé en 1892.

Dans la période d'expansion du capitalisme, de 1900 à 1913, l'Etat démocratique, au moment même où il poursuit sa politique de séduction à l'égard des couches supérieures de la classe ouvrière urbaine, est constamment obligé de réprimer les révoltes ouvrières par de véritables massacres, révélant du même coup sa fonction véritable d'instrument de la dictature du capital (ce qui ne signifie pas que l'ensemble, ni même la majorité de la classe ouvrière soit désabusée sur la démocratie, mais ce qui fournit à une minorité d'avant-garde la possibilité de formuler une critique radicale des pièges du réformisme et du démocratismes).

Dans ce climat de luttes plus radicales, l'opportunisme réformiste ne peut se permettre des trahisons aussi ouvertes que celles du socialisme en France. Avant 1900, le Parti italien ne fait pas de fronts avec les partis bourgeois ; lorsque l'Italie entre en guerre, il ne participe à aucun ministère d'« Union Sacrée » (il choisit une forme plus hypocrite de trahison : celle du neutralisme) ; après la guerre, des réformistes comme Turati, plusieurs fois sollicités et tentés d'entrer au gouvernement pour « reconstruire » le pays, n'oseront jamais aller jusque là.

C'est dans ce climat que se forme la Gauche communiste italienne (42), et c'est lui qui l'amène à élaborer assez tôt une critique théorique radicale de l'opportunisme social-démocrate et de ses variantes, et à imposer au Parti socialiste des débats de fond ; dans les Congrès d'avant-guerre, elle remporte d'importantes victoires politiques : la condamnation de la collaboration électorale, du possibilisme (1911), l'exclusion de la droite social-chauvine compromise par sa participation à la guerre de Libye (1912), l'exclusion des francs-maçons et le retour au « programme maximum » (1914). Et elle combat avec succès non seulement

(42) Cf. l'analyse de ce processus, dans le discours de la Gauche à Livourne (" programme communiste ", n° 50), en partic., p. 62 à 64.

l'opportuniste droitier ou centriste, mais aussi son revers, le gauchisme anarchisant ou syndicaliste-révolutionnaire.

Produit de l'histoire, la Gauche communiste du Parti socialiste italien est également un produit de sa propre praxis. C'est parce que pendant les pires années de la dégénérescence de la II^e Internationale, la Gauche sut préserver et défendre fermement le programme marxiste, qu'elle put, en 1914, se placer résolument sur les positions mêmes de Lénine et de la petite avant-garde de Zimmerwald, avant même de les connaître. C'est aussi pourquoi elle sut reconnaître dans la révolution de 1917 la confirmation entière du marxisme et préparer dès la fin de 1918 la formation d'un parti digne du parti russe pour la rigueur révolutionnaire.

Le développement respectif des deux partis après Tours et Livourne confirme que sans théorie révolutionnaire il n'y a pas de parti révolutionnaire, et que nulle force numérique ne peut pallier la faiblesse théorique et politique.

Dès sa première année, le P. C. F. s'attire les réprimandes continues de l'Exécutif de l'Internationale, car il n'applique nullement les vingt-et-une conditions de 1920. En 1921, au troisième Congrès de l'I.C., il est accusé d'être la « simple aile gauche du bloc longuettiste » (43), qui soutient la société bourgeoise, de faire du parlementarisme bourgeois pur et simple, de s'obstiner « dans l'erreur selon laquelle l'action syndicale serait indépendante du Parti ». A la veille du Congrès de Paris (octobre 1922), le Comité Exécutif est encore obligé de critiquer vivement " l'Humanité " qui n'a toujours rien d'un journal communiste (44), de rappeler au Congrès que le rôle du Parti français est capital pour la révolution qu'on attend en Allemagne et de réclamer (plus de deux ans après le deuxième Congrès de Moscou !) que chaque participant au Congrès se prononce sur les vingt-et-une conditions en donnant son nom (45).

Dès le début, le P. C. F. se comporte à l'égard de l'Internationale avec un mépris total de la discipline et du centralisme communistes, mais au fur et à mesure que le reflux de la révolution s'accroît dans le monde,

(43) Cf. " Les quatre premiers Congrès de l' I. C. ", rééd. Maspéro, p. 97-98.

(44) Cité dans Humbert-Droz, l' " Œil de Moscou ", p. 132-133 : « En aucun cas le C. E. ne consentira à ce que " l'Humanité " reste dans l'état où elle est actuellement, ni ne se résignera à la continuation de l'état de choses que l'on a pu observer pendant l'année écoulée, alors que " l'Humanité ", au lieu d'être l'organe de combat du communisme militant et de défendre la tactique de l'Internationale Communiste, était l'instrument avec lequel on sapait l'unité du Parti et défendait les points de vue des demi-anarchistes et des demi-réformistes (...). " l'Humanité " a passé sous silence les questions intérieures les plus urgentes du mouvement prolétarien en France (Parti et Syndicat, différentes tendances dans le Parti, " Journal du Peuple ", etc.), questions auxquelles s'intéressait la presse ouvrière du monde entier ».

(45) Cf. Humbert-Droz, op. cit., p. 152.

il devient d'un centrisme toujours plus arrogant. Au Congrès de Paris, le « Congrès qui prépare la rupture du P.C.F. avec la Révolution russe » (46), la majorité du Parti accorde ses suffrages à la motion du Centre, qui accapare la totalité des postes dirigeants et refuse l'arbitrage de l'Internationale. Il en résulte une grande démoralisation chez tous les révolutionnaires sincères, dont on peut trouver un témoignage dans la déclaration de la « Gauche Ouvrière » sous la plume du syndicaliste-révolutionnaire Monatte, qui écrit dans le " Bulletin Communiste " du 9 novembre 1922 :

« Le Parti se désagrège (...) Aujourd'hui, en la personne
» du Centre, qui n'est pour une large part qu'une fraction
» fardée et masquée de la droite, c'est le vieux parti qui
» renaît, qui continue, le parti de l'impuissance parlementaire
» et de la faillite démocratique. Ses préoccupations électorales,
» l'importance qu'il donne aux problèmes nationaux qu'il regar-
» de d'ailleurs par le petit bout de la lorgnette, tout en témoi-
» gne » (47).

L'Internationale elle-même n'était pas étrangère à une telle situation. Elle avait commencé par tolérer que des centristes, sur lesquels elle ne se faisait pourtant aucune illusion, entrent en masse dans le Parti au Congrès de Tours. Ensuite, sans épargner ses critiques au jeune P.C.F., elle avait surtout compté sur une vague révolutionnaire pour balayer les opportunistes du Parti. Cette vague ayant reflué, l'I. C. crut pouvoir y remédier par des expédients tactiques. En 1922, devant les conflits entre fractions, elle se préoccupa surtout d'éviter un « Livourne français », c'est-à-dire une nouvelle scission, cette fois entre la Gauche et le Centre, à l'égard duquel elle se montra conciliante malgré les réprimandes. Le besoin impérieux où se trouvait la Russie révolutionnaire de briser l'encerclement capitaliste explique cette tolérance, mais ne la justifie pas, car ce ne sont pas des partis numériquement forts, mais sans principes fermes, qui pouvaient étendre la révolution. La Gauche italienne critiqua dès le début cette erreur, de même que les manœuvres volontaristes successives par lesquelles l'Internationale crut pouvoir endiguer le reflux de la révolution. Voici ce qu'elle en dit en 1926 :

« L'urgence d'une concentration des forces révolutionnaires
» pesa d'un grand poids dans la décision de fonder le Komin-
» tern, car on prévoyait alors un développement de la situation
» objective beaucoup plus rapide que celui qui s'est réellement
» produit. On a pu constater depuis qu'il aurait été préférable
» d'utiliser les critères d'organisation avec une plus grande

(46) Communiqué de la Gauche du P.C.F. dans " l'Humanité " du 20 octobre 1922.

(47) Cité dans " Archives Monatte ", p. 369.

» rigueur. La formation des partis ou la conquête des masses
 » n'ont été favorisées ni par les concessions faites aux groupes
 » syndicalistes et anarchistes, ni par les petites transactions
 » avec les centristes permises par les vingt-et-une conditions,
 » ni par les fusions avec d'autres partis ou fractions de partis
 » obtenues par le " noyautage " politique, ni par la tolérance
 » d'une double organisation communiste dans certains pays,
 » avec les partis sympathisants. Le mot d'ordre lancé après le
 » V^e Congrès : organiser le parti sur la base des cellules d'en-
 » treprise, ne contribuera pas non plus à éliminer les défauts
 » que tout le monde constate dans les sections de l'Internationa-
 » tionale » (48).

L'histoire du P. C. F., opportuniste de naissance, et par la suite véritable pilier du stalinisme, a confirmé avec éclat l'inanité du critère numérique et l'importance vitale de la fidélité aux principes programmatiques, que la Gauche italienne avait avancé au Congrès de Moscou de 1920 et appliqué, à Livourne, à la formation du P. C. d'Italie. Et si les Frossard et compagnie ont pour légitimes successeurs les Marchais d'aujourd'hui, la Gauche syndicaliste-révolutionnaire du jeune P. C. F. a pour descendants non moins légitimes les gauchistes du « contrôle ouvrier », de la « gestion ouvrière », des « conseils d'usine », mots d'ordre qui donnent la mesure de la débâcle totale dans laquelle l'absence de théorie marxiste a condamné ceux qui se prennent pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.

Rien ne peut bien entendu prémunir rigoureusement un parti contre les risques de dégénérescence. A Livourne même, une petite fraction centriste, l' " Ordine Nuovo " (49), se sépara des autres maximalistes pour suivre la Gauche, qui fut obligée de la tolérer. Tant que la situation demeura relativement favorable, ces transfuges se soumièrent avec discipline à la direction de Gauche et subirent même son influence. Mais après la défaite ouvrière allemande de 1923, après la victoire du fascisme italien en 1923, ils reprirent leur autonomie. Portés à la tête du parti grâce à l'arrestation des principaux dirigeants de Gauche, puis confirmés dans cette position par l'Internationale, ils appliquèrent avec zèle la politique de front unique politique pour mieux se rapprocher de leurs frères centristes restés dans le parti socialiste. A partir de 1926, ils deviendront les fourriers de la contre-révolution stalinienne en Italie, car chassant la Gauche du Parti, ils contribueront par là à l'égal du fascisme, à le détruire.

(48) " Thèses de Lyon " dans " programme communiste ", n° 38, p. 39.

(49) Qu'on pourrait définir en gros comme un mélange « original » (et fort apprécié aujourd'hui) d'idéalisme bourgeois de gradualisme réformiste et de conseillisme.

Avec la contre-révolution, c'est l'Internationale elle-même qui fut détruite en tant que parti mondial du prolétariat. Le « parti formel » (l'organisation) se sépara définitivement du « parti historique », défenseur de la doctrine et du programme marxistes. Si en Italie le parti formel d'aujourd'hui (né en 1943 sur des bases staliniennes et patriotiques) n'a donc plus rien à voir avec le parti formé à Livourne en 1921, le programme de Livourne, lui, a cependant été sauvé par les militants de la Gauche regroupés dans le petit Parti communiste international, seul rescapé d'une contre-révolution mondiale grâce à la fidélité de ceux-ci à la doctrine marxiste.

La crise du capitalisme — dont la menace se précise pourtant — tardant toujours à éclater, l'opportunisme continue à contrôler le prolétariat. Toutefois les contradictions du capitalisme étant tout autre chose que résolues, l'histoire va vers une reprise prolétarienne à plus ou moins brève échéance, qui reposera dans toute leur ampleur tous les problèmes des années « rouges » du premier après-guerre, et en particulier celui de la reconstitution du Parti mondial sans lequel la révolution ne peut vaincre.

L'étude précédente montre quel écart a séparé le parti issu de la scission de Tours (il ne fut malheureusement pas le seul) du Parti communiste. Comme nous l'écrivons dans l'introduction à notre brochure sur " Parti et Classe " :

« L'Internationale était née sur des bases théoriques de
» granit, mais elle grandit et se développa à travers un proces-
» sus de convergence et d'affiliation trop hâtives d'organisa-
» tions nationales se rattachant à des traditions parfaitement
» hétérogènes et souvent antithétiques. Loin de s'être consti-
» tuées par une maturation et une sélection idéologique radica-
» les et impitoyables, ces organisations importèrent dans le
» " parti mondial de la classe ouvrière " l'héritage à peine
» " retouché " du centrisme d'abord, de la social-démocratie
» ensuite, sans parler des survivances du syndicalisme, du socia-
» lisme d'entreprise et de l'ouvriérisme. C'est ainsi qu'elles
» rendirent de plus en plus fragile l'Internationale, déjà soumi-
» se à la pression écrasante d'une situation qui s'était rapide-
» ment détériorée en Russie et à l'échelle mondiale ».

La renaissance du Parti et de l'Internationale de classe sera le produit non de volontés subjectives, mais d'un cours révolutionnaire objectif. Il n'empêche qu'elle ne se fera pas sans la poursuite sans défaillance de la lutte communiste aussi bien contre le spontanéisme que contre le volontarisme, et que sans une inlassable préparation théorique et pratique, on ne peut prétendre à relever de ses ruines le mouvement ouvrier.

Grands amateurs de fusions et de regroupements de groupuscules hétérogènes aux idéologies confuses, les gauchistes actuels y réussiront

encore moins que les révolutionnaires de 1920 qui crurent pouvoir créer en France et ailleurs un parti révolutionnaire « de masse » en mêlant des courants divers tous aussi peu marxistes les uns que les autres.

Nous, Parti communiste international, nous ne pouvons pas nous vanter d'avoir remporté des succès « numériques » supérieurs à ceux des trotskystes et autres gauchistes au cours de l'interminable contre-révolution qui a succédé aux « années rouges », tout au contraire. Cela ne nous trouble aucunement : notre force, elle est dans le fait que jamais nous n'avons tant soit peu altéré les principes en vue d'un illusoire succès immédiat.

Triomphant depuis de longues années, l'opportunisme se rit d'affirmations aussi folles et le scepticisme l'approuve avec son habituelle vulgarité. Ils oublient que, dans la révolution, les principes et l'organisation centraliste tant moqués deviennent une force matérielle formidable, seule capable d'écraser non seulement l'opportunisme, mais la redoutable puissance de la bourgeoisie et du capital.

Qui le nie a simplement cessé de croire à la révolution, de l'attendre, de la vouloir pour le salut non seulement du prolétariat, mais de toute l'espèce, dont elle est l'unique espoir. C'est la définition même du renégat.

NOS PUBLICATIONS

Ces résumés de quelques-unes de nos publications en langue française n'ont pas un caractère " publicitaire ", mais se proposent de fournir aux camarades, aux lecteurs et aux sympathisants, un bref aperçu du travail accompli par le Parti pour la restauration intégrale des fondements du marxisme, utilisable également par ceux qui ne connaissent pas ces publications ou n'ont pas la possibilité de les lire.

Nous pensons ainsi faire chose utile pour la formation politique des militants communistes, en particulier des jeunes qui s'approchent de nous avec l'enthousiasme de leur âge et avec la soif de connaître et de combattre propre aux nouvelles générations que les contradictions et les convulsions du mode de production capitaliste jettent dans l'arène des conflits sociaux.

Parti et Classe

Cette brochure réaffirme la conception marxiste, reprise par Lénine dans " *Que faire ?* ", des rapports de la classe et de son organe-Parti, sans lequel celle-ci n'est pas une classe pour soi et devient « un jouet aux mains de la classe dominante » ; elle montre que c'est de cette conception fondamentale que découle l'interprétation correcte et la notion même de « dictature du prolétariat », et que toute forme de spontanéisme, d'ouvriérisme, d'opposition entre les « masses » et les « chefs », de refus du « substitutionnisme » (« substitution du Parti à la classe »), de dénonciation du « jacobinisme », du « blanquisme », etc..., tend objectivement à déclasser la classe ouvrière, à lui refuser toute existence réelle et toute possibilité de remplir sa fonction historique.

Elle définit d'abord le Parti sur la base du programme dont l'existence a été rendue possible par les luttes de classe et dont il est l'importateur dans la classe et l'agent indépendamment du niveau de « conscience » des masses prolétariennes : l'action révolutionnaire des masses, est-il précisé, n'est pas le fruit d'une « illumination », mais d'une mobilisation objective sous la poussée d'intérêts matériels et sous la direction du parti, avant-garde consciente de la classe. Elle démontre ensuite non seulement que l'acceptation de la démocratie, en tant que « principe », est en contradiction fondamentale avec l'A. B. C. du marxisme, mais que l'application d'un critère démocratique même à l'intérieur d'une collectivité qui n'est pas « interclassiste » mais rendue homogène par une position commune, comme le Parti de classe, est en contradiction avec la raison d'être du Parti et menace, si elle se généralise, l'intégralité et l'invariance du programme, et donc l'existence même du Parti.

Pas plus que la « base », la hiérarchie nécessaire du Parti, « l'appareil administratif », ne peut mettre en discussion le programme et la tactique qui en découle et qui ne peut être modifiée par des initiatives locales et contingentes, ni inclure une gamme indéterminée de variantes contradictoires. La dictature en vigueur dans le Parti doit donc être la dictature du programme ; elle s'exprime par le moyen de chefs (« le pouvoir de certains individus ») dont la validité est conditionnée par le fait qu'ils expriment ou non ce programme, et de militants, qui sont eux aussi valables dans la mesure où ils contribuent à l'appliquer et à le transmettre dans les secteurs d'avant-garde du prolétariat.

Le Parti est « facteur » mais aussi « objet d'histoire », il est exposé à l'influence contre-révolutionnaire, même s'il l'est moins directement que tout autre organisation de la classe ouvrière ; s'il dévie de la droite ligne révolutionnaire, cela s'exprime au niveau tant de la « base » que de la « direction », qui ne peuvent être opposées de manière idéaliste au nom du « droit de la majorité », etc... La dégénérescence du parti révolutionnaire ne peut être surmontée qu'au moyen d'une nouvelle incarnation « formelle » du « parti historique », c'est-à-dire du programme, de la doctrine marxiste.

Toute tentative de diminuer, sous quelque prétexte que ce soit, le rôle du Parti avant, durant et après la prise du pouvoir est dénoncée comme éminemment contre-révolutionnaire.

La brochure comprend également les Thèses de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti (II^e Congrès) : celles-ci montrent à l'évidence leur convergence fondamentale avec les positions soutenues par la Gauche communiste d'Italie, convergence confirmée par la pratique historique du Parti bolchévique dans les phases essentielles de sa lutte pour la prise et la conservation du pouvoir.

Il existe également une édition en langue allemande (" *Die Frage der revolutionären Partei* "). Un recueil plus complet de textes sur la même question est en préparation en langue italienne.

Les fondements du communisme révolutionnaire

Ce texte revendique la critique marxiste de l'opportunisme de droite aussi bien que de « gauche », formes qui proviennent toutes deux d'un décalque servile du démocratisme bourgeois et de sa philosophie idéaliste et volontariste. Il prend pour cible, en particulier, les groupes libertaires, conseillistes, ouvriéristes, spontanéistes, etc..., qui tirent de la négation du rapport parti-classe, tel qu'il est défini par la science sociale marxiste, la négation de la dictature du prolétariat sous sa seule forme possible, à savoir la dictature exercée par le parti, état-major de la classe ouvrière, et qui déduisent de tout ceci une forme économique de transition, inspirée par l'illusion petite-bourgeoise de l'« autogestion ».

Celle-ci éterniserait en effet la production marchande et l'autonomie des entreprises qui caractérisent le capitalisme et constituent le support matériel de l'idéologie démocratique et libertaire, qui est d'ailleurs apparue historiquement comme une exaltation des « petits producteurs libres et égaux ». Il montre que cette conception, héritière pure et simple du radicalisme bourgeois, soutient en définitive une vision gradualiste aussi bien pour ce qui est de la prise du pouvoir qu'en ce qu'elle admet la construction d'une économie de type nouveau au sein de la vieille société, analogue à ce qu'avait fait la classe bourgeoise dans l'Ancien Régime : elle coïncide donc avec l'opportunisme réformiste déclaré, dans ses objectifs finaux comme dans la caractérisation du processus permettant de les atteindre, la seule variante concernant seulement le rôle plus ou moins grand attribué à la violence (étant bien entendu que dans un cas comme dans l'autre celle-ci ne s'exerce que pour la défense de la « démocratie véritable »).

La brochure existe également en langue italienne (avec le texte " *Tracciato d'impostazione* " - *Eléments d'orientation*) et en langue espagnole.

Dialogue avec les morts

A travers l'examen des positions prises par le XX^e Congrès du P. C. U. S. (1956), ce texte montre la divergence de principe entre les partisans du « socialisme dans un seul pays », héritiers de la contre-révolution politique « stalinienne », et la conception immuable du marxisme.

Il démontre que le post-stalinisme et l'anti-stalinisme des « novateurs », à l'intérieur comme à l'extérieur de la Russie, ne sont qu'un développement nécessaire du stalinisme lui-même, qui, au niveau théorique, n'est autre que l'expression opportuniste et révisionniste de la négation des fondements mêmes du communisme scientifique, et qui, sur le plan des déterminations matérielles, résulte de la prédominance en Russie de forces sociales à orientation purement et exclusivement bourgeoise, alliées aux forces traditionnelles de l'opportunisme dans les pays capitalistes avancés.

Non seulement le texte récuse la critique démocratique — interne ou externe — du stalinisme, mais il dénonce dans le stalinisme lui-même une théorie et une pratique démocratique-bourgeoise, correspondant bien à la base romantico-populiste de l'« accumulation primitive », et qui se sont par la suite transformées en un démocratisme de type encore plus conventionnel et « ordinaire » (coexistence pacifique, polycentrisme, etc...), mais toujours fondé sur une réalité

mercantile qui, dans la Russie isolée, avait déterminé l'écroulement de toute possibilité de « contrôle » par une direction révolutionnaire, balayée même physiquement par le raz-de-marée petit-bourgeois, dans le reflux général de la révolution en Europe.

L'invariance de la doctrine marxiste, l'immuabilité de la définition des lois inhérentes au capitalisme, l'intangibilité de la conception du matérialisme dialectique et son intolérance aux exceptions (idéalistes, volontaristes, personnalistes), y sont répétées avec force en opposition aux pièges d'un anti-stalinisme non moins opportuniste que le stalinisme et encore plus ouvertement soumis à l'idéologie bourgeoise, démocratique ou libertaire, en raison du développement même du processus contre-révolutionnaire : le post-stalinisme des « déstalinisateurs » n'est qu'un approfondissement du stalinisme, qu'un nouveau pas dans le sens de la contre-révolution.

Bilan d'une révolution

Un demi-siècle après la révolution d'Octobre, ce texte oppose l'interprétation marxiste de la révolution double (révolution permanente, ininterrompue), qui sur le plan économique n'est jamais parvenue à dépasser l'accumulation capitaliste primitive (premier stade de la « base économique » du socialisme qui est lui-même la destruction des rapports capitalistes), aux conceptions qui, bien que réfutant le stalinisme, partent de la même prémisse, celle de la « construction » du « socialisme dans un seul pays ». Il revendique en même temps le contenu politique de la révolution d'Octobre et du pouvoir du Parti bolchévique en tant que dictature du prolétariat, gouvernement en Russie de l'Internationale Communiste. Il montre aussi que le processus contre-révolutionnaire eut essentiellement un caractère anti-parti, c'est-à-dire qu'il se déroula contre le Parti et contre son pouvoir au nom des intérêts locaux, contingents et exprimés en mots d'ordre démocratiques, du bloc animé principalement par les « classes moyennes » des petits producteurs, ennemis, selon Lénine, même de la première phase économique de la révolution double, instruments du mercantilisme capitaliste mondial et donc de l'impérialisme lui-même.

Il examine l'aspect petit-bourgeois persistant de l'économie agricole russe et en tire la conclusion que non seulement elle n'a pas dépassé le stade du capitalisme industriel et monopoliste, mais qu'elle ne l'a même pas atteint. Il répète que les formes du capitalisme d'Etat en Russie sont plutôt le résultat de l'accumulation primitive que de la « trustification » et donc qu'elles révèlent un capitalisme jeune, non encore parvenu à sa phase suprême capitaliste. Il analyse et condamne ensuite les « fausses leçons » tirées de la révolution et de la contre-révolution en Russie par les démocrates bourgeois déclarés, les sociaux-démocrates, les anarchistes, les conseillistes et les trotskystes, interprétations toutes tributaires de l'idéologie démocratique et de ses fantasmagories anti-déterministes.

Il étudie également le processus contre-révolutionnaire « stalinien » sous l'angle économique, avec une attention particulière au débat Boukharine-Préobrajenski, et démystifie l'opposition légendaire entre « droite » et « gauche » bolchévique, en mettant en évidence comment, malgré toutes sortes de concessions et d'hésitations, celles-ci se trouvèrent objectivement en lutte (même si elles n'étaient pas solidaires subjectivement) contre un prétendu « centre » qui était en réalité tout à fait étranger à la théorie et à la pratique bolchéviques.

La question parlementaire dans l'Internationale Communiste

Au travers de la reproduction de quelques documents fondamentaux, nous analysons les termes du désaccord tactique entre la Gauche communiste abstentionniste « italienne » et la tactique du « parlementarisme révolutionnaire »

préconisée par la III^e Internationale ; ce désaccord ne portait pas sur des questions de principe, puisque aussi bien la Gauche que l'Internationale soutenaient la destruction du parlement bourgeois et le caractère non-parlementaire de la dictature du prolétariat, et reconnaissaient la signification contre-révolutionnaire des théorisations des « voies parlementaires au socialisme ». Au contraire la Gauche se trouvait en opposition de principe avec les courants abstentionnistes européens (par exemple ceux qui étaient inspirés par le "tribunisme" hollandais, comme le K. A. P. D.) qui se refusaient à utiliser les instruments de la démocratie parlementaire, mais parce qu'ils les trouvaient insuffisamment ou "faussement" démocratiques, et qui appelaient à la désertion du parlement, non seulement sur la base de constatations contingentes sur la "radicalisation" des masses elles-mêmes, mais aussi parce que le parlement était considéré comme une pépinière de "chefs" et comme une négation de la "libération spontanée de l'esprit des masses".

Ce texte rapporte les arguments de la Gauche, fondés sur la réalité historique d'une longue tradition parlementaire en Occident, sur le caractère purement prolétarien et socialiste de la révolution dans cette aire, sur l'absence d'une signification révolutionnaire dans cette même aire géo-historique de l'agitation sur des mots d'ordre démocratiques, sur la prédisposition logique, dans les organismes parlementaires, d'un appareil catalyseur de l'opportunisme fondé objectivement sur le développement d'aristocraties ouvrières et même sur "l'intéressement" de couches prolétariennes plus vastes au régime bourgeois : ces conditions étant tout à fait absentes en Russie, siège d'une révolution double, la participation des communistes à de tels organismes y était donc justifiée. Ce n'est donc pas une question éthique, ni de "situations" et de contingences manœuvrières, mais une question de phase et d'aire historique sur la base de facteurs matériels, les rapports sociaux réels.

Communisme et fascisme

Au travers des textes fondamentaux, cette brochure rappelle l'attitude du Parti Communiste d'Italie dans la période où il était dirigé par la Gauche (1921-1924), face au phénomène fasciste, considéré non comme s'opposant à la démocratie parlementaire, mais comme la complétant dans son œuvre de répression anti-prolétarienne, et caractérisé essentiellement par un effort d'unification et de centralisation économique-politique du régime bourgeois. Elle rapporte la critique impitoyable de toutes les conceptions antifascistes, y compris de celles qui s'exprimaient dans l'Internationale, et qui se fondaient sur une sous-estimation du fascisme. Celui-ci était en effet l'expression non pas de couches rétrogrades, mais des forces les plus avancées et les plus puissantes de la bourgeoisie industrielle : ces forces étaient prêtes à frapper également les secteurs centrifuges renaissant devant la réorganisation impérialiste, et à écraser les couches petites-bourgeoises après les avoir mobilisées contre le prolétariat avec la démagogie de la "révolution populaire" antiploutocratique. Elle démontre d'autre part que la condition même du fascisme fut l'achèvement de la destruction des forces révolutionnaires en Italie, et sur une plus grande échelle, en Allemagne, au moyen de la démocratie et de la social-démocratie — et jamais par la grande bourgeoisie "en personne".

L'anti-fascisme équivalait donc à une conciliation avec les véritables troupes d'assaut de la contre-révolution, celles qui seules rendent possibles la réorganisation fasciste du pouvoir bourgeois, ainsi sauvé de la crise et occupé à la résoudre par une politique de "splendeur" impérialiste. La conception antifasciste implique donc une méconnaissance complète du rôle nécessaire et prévisible de façon déterministe de la social-démocratie dans ses différentes incarnations historiques ; elle asservit le prolétariat à la contre-révolution, et en dernière analyse, au fascisme lui-même qui en est un produit : sur le plan historique le pire produit du fascisme a été justement l'anti-fascisme, qui a sauvé la démocratie et la social-démocratie, en renforçant et en généralisant la suprématie de l'idéologie de la classe dominante.

Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANÇAISE :

- ⊙ **La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages** 4,00 F
- ⊙ **Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du " Prolétaire "** 0,50 F
- ⊙ **En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : « Bilan d'une révolution », 187 pages** 9,00 F
- ⊙ **Les fondements du communisme révolutionnaire, ronéotypé** 3,00 F
- ⊙ **Mouvements revendicatifs et socialisme** 1,50 F
- ⊙ **Revue " Programme Communiste " :**
 - N^{os} 1 à 34 épuisés
 - N^{os} 35, 36, 37, 38, 39 2,50 F
 - N^{os} 45, 46, 47, 50 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52 7,00 F
- ⊙ **Journal « Le Prolétaire » : collection reliée des premiers numéros disponibles (les numéros de 1 à 30 sont épuisés) : du N^o 31 au N^o 71 (décembre 1969)** 35,00 F
- ⊙ **Série : « les textes du Parti Communiste International » :**
 - 1. **Communisme et fascisme, 158 pages** 8,00 F
 - 2. **Parti et classe, 60 pages** 4,00 F
 - 3. **Le principe démocratique, 24 pages** 1,50 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. 1, 415 pages** 25,00 F
- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. 1 bis, 92 pages** 8,00 F
- ⊙ **O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale** 7,00 F
- ⊙ **La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages** 7,00 F
- ⊙ **Chi siamo e che cosa vogliamo** 1,50 F
- ⊙ **Série : « I testi del partito comunista internazionale » :**
 - 1. **Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages** 7,00 F
 - 2. **In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours** 12,00 F
 - 3. **Elementi d'economia marxista** 12,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- ⊙ **Internationale Revolution**, périodique, le numéro **1,00 F**
- ⊙ **Die frage der revolutionaren partei**, 56 pages **4,00 F**

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- ⊙ **Que es el partido comunista internacional. Que fué el frente popular. Espana 1936** **4,00 F**
- ⊙ **Série : « Los textos del partido comunista internacional » :**
 1. **Los fundamentos del comunismo revolucionario**, ronéotypé **4,00 F**
 2. **Fuerza violencia y dictatura en la lucha de clase en** réparation

EN LANGUE ANGLAISE :

- ⊙ **Appeal for the international reorganisation of the revolutionary marxist movement. Fundamental points for joining the International Communist Party** **3,00 F**
- ⊙ **Prague : The Second " Coup "** **1,50 F**
- ⊙ **Presentation of the International Communist Party** en préparation
- ⊙ **Why Russia is not socialist** en préparation
- ⊙ **Force, violence and dictatorship in the class struggle** en préparation

Directeur de la Publication : F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à :
" PROGRAMME COMMUNISTE " - B. P. 375 Marseille-Colbert
C. C. P. 2202-22 Marseille

Imp. " Lino-Imp ", 1-3-5, Bd Schloesing (ex-bd Desplaces)
Marseille (10^e)

Distribué par les N. M. P. P.

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires
Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
30 F — 300 FB — 3600 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires
Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires